

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

WT/TPR/M/50  
13 janvier 1999

(99-0064)

Organe d'examen des politiques commerciales  
23 et 25 novembre 1998

## EXAMEN DES POLITIQUES COMMERCIALES

URUGUAY

### Compte rendu de la réunion

Président: S.E. M. Ali Said Mchumo (Tanzanie)

	<u>Page</u>
I. REMARQUES PRÉLIMINAIRES DU PRÉSIDENT	3
II. DÉCLARATION LIMINAIRE DE LA REPRÉSENTANTE DE L'URUGUAY	4
III. DÉCLARATION DU PREMIER PRÉSENTATEUR	7
IV. DÉCLARATION DU DEUXIÈME PRÉSENTATEUR	9
V. DÉCLARATIONS DES MEMBRES DE L'ORGANE D'EXAMEN DES POLITIQUES COMMERCIALES	12
VI. RÉPONSES DE LA REPRÉSENTANTE DE L'URUGUAY ET AUTRES OBSERVATIONS	18
VII. REMARQUES FINALES DU PRÉSIDENT	25
ANNEXE I	29
ANNEXE II	42



## **I. REMARQUES PRÉLIMINAIRES DU PRÉSIDENT**

1. Le deuxième examen de la politique commerciale de l'Uruguay a eu lieu les 23 et 25 novembre 1998. Le Président a souhaité la bienvenue à la délégation de l'Uruguay, dirigée par M<sup>me</sup> Grazziella Bonfiglio, Directrice générale du commerce au Ministère de l'économie et des finances, à S.E. M. Carlos Pérez del Castillo et aux présentateurs, S.E. M. Alejandro de la Peña (Mexique) et M. Martin Harvey (Nouvelle-Zélande). Comme à l'accoutumée, les présentateurs s'exprimeraient à titre personnel. Conformément aux procédures établies, un aperçu des points que ces derniers se proposaient de soulever avait été communiqué à l'avance aux Membres.

2. Le Président a rappelé l'objet des examens des politiques commerciales et les principaux éléments des procédures qui seraient suivies pour la réunion. Le rapport du gouvernement de l'Uruguay avait été publié sous la cote WT/TPR/G/50 et celui du Secrétariat de l'OMC sous la cote WT/TPR/S/50; les principaux points soulevés par les présentateurs avaient été publiés sous la cote WT/TPR/D/28. Les questions écrites présentées par huit délégations (Hong Kong, Chine; Australie; Nouvelle-Zélande; Colombie; Etats-Unis : Canada ; Japon et Union européenne) avaient été communiquées à la délégation de l'Uruguay (annexe I). Les réponses écrites fournies par l'Uruguay sont présentées à l'annexe II. Le Président a indiqué que, s'il n'était pas possible d'avoir une réponse intégrale à toutes les questions au cours de la réunion, des réponses écrites complémentaires seraient communiquées ultérieurement.

## II. DÉCLARATION LIMINAIRE DE LA REPRÉSENTANTE DE L'URUGUAY

3. La représentante de l'Uruguay a rappelé que, depuis le premier examen de la politique commerciale de son pays, effectué en 1992, plusieurs facteurs d'ordre régional aussi bien qu'international avaient eu une incidence importante sur la politique commerciale de l'Uruguay, notamment le parachèvement du Cycle d'Uruguay et la création du Marché commun du Sud (MERCOSUR) grâce à la mise en œuvre du Traité d'Asunción et du Protocole d'Ouro Preto. Sur le plan intérieur, l'Uruguay avait poursuivi son processus de libéralisation des échanges et de réforme économique. Les réformes structurelles touchant le régime de sécurité sociale, la fiscalité, la fonction publique et le système d'éducation comptaient parmi les plus importantes. L'État avait réduit sa participation à l'activité économique en supprimant des monopoles, en privatisant et en sous-traitant certaines activités économiques et en favorisant les investissements privés.

4. Dans un contexte macro-économique stable et favorable à l'investissement, soutenu par une politique budgétaire responsable, le taux d'inflation avait progressivement baissé, passant de 60 pour cent, en 1992, à 15 pour cent, en 1997, tandis que le PIB s'était accru régulièrement au cours des cinq dernières années, enregistrant un taux cumulé annuel de 3,5 pour cent. Les politiques économiques appliquées ces dernières années avaient permis à l'Uruguay de traverser la crise économique mondiale récente sans conséquences graves. En dépit de conditions d'accès aux marchés défavorables pour ses principales exportations, le pays avait poursuivi et intensifié son processus de réforme économique.

5. Des réformes structurelles majeures avaient été réalisées durant les dernières années dans les domaines de la sécurité sociale, de l'éducation, de la fonction publique et des entreprises d'État non financières. Dans le cas des entreprises d'État, l'objectif était d'en accroître la productivité et l'efficacité afin qu'elles puissent relever les défis d'un marché intégré. La réforme du régime de sécurité sociale avait joué un rôle particulier dans le programme macro-économique, en évitant le sous-financement du régime en vigueur. Elle visait principalement à contrôler la tendance haussière des prix, à alléger les charges fiscales liées à l'emploi et à améliorer l'administration du régime de retraite et du régime de pension. La réforme de l'enseignement avait étendu la scolarité obligatoire aux enfants de trois ans, débordé au-delà de l'enseignement primaire et élargi le champ d'application des programmes de repas. La réforme des programmes scolaires couvrait aussi l'enseignement secondaire.

6. Les modifications de la fiscalité avaient touché essentiellement deux domaines: réduction de la pression fiscale sur les facteurs de production et élimination de l'impôt fondé sur des niveaux de revenu estimés en agriculture.

7. L'État avait réduit son intervention dans l'économie, notamment en abolissant les monopoles dans les domaines de la production d'alcool, de l'énergie électrique, de l'assurance et du crédit hypothécaire.

8. La consolidation des réformes économiques avait entraîné d'importants excédents de la balance des paiements. Cet apport de capitaux avait servi à financer le déficit de la balance des opérations courantes et permis d'accroître les réserves internationales nettes de la Banque centrale; celles-ci couvraient maintenant environ sept mois d'importations. La croissance des importations de biens et de services plus rapide que celle des exportations avait entraîné des résultats négatifs de la balance des exportations courantes.

9. Du fait de la petite taille de l'économie uruguayenne, le commerce international était particulièrement important pour l'Uruguay, ainsi qu'en témoignait l'accroissement régulier et continu des courants d'échanges avec l'étranger. Le coefficient d'ouverture de l'économie était passé de 65 pour cent, en 1992, à 90 pour cent, en 1997. L'accroissement significatif des importations s'était traduit par de plus hauts niveaux de consommation et d'investissement; les importations s'étaient

accrues à un taux cumulatif d'environ 12 pour cent de 1992 à 1997. Une plus grande efficience dans l'affectation des ressources ainsi que la hausse des investissements avaient suscité un accroissement des exportations, qui, quantifiées de la même manière que les importations, atteignaient un taux de croissance cumulatif annuel de 10,3 pour cent.

10. Le commerce extérieur des biens avait augmenté notablement depuis quelques années, enregistrant une hausse de 72 pour cent en dollars EU courants. Les exportations s'étaient accrues de 60 pour cent depuis 1992, pour atteindre 2,725 millions de dollars EU; les importations avaient augmenté de 82 pour cent durant la même période, pour atteindre 3,716 millions de dollars EU. Au cours du premier semestre de 1998, l'Uruguay avait continué d'enregistrer une croissance du commerce extérieur. Le solde de la balance commerciale avait été de plus en plus négatif depuis 1991, par suite de la croissance plus importante des importations.

11. En 1997, environ la moitié de la valeur du commerce extérieur des biens correspondait à des transactions commerciales effectuées avec les pays membres de l'Association latino-américaine d'intégration et, plus particulièrement, avec les pays partenaires du MERCOSUR (45 pour cent). La part de l'Union européenne comme destinataire des exportations uruguayennes était tombée de 24 pour cent à 19 pour cent durant la même période. Par contre, les importations en provenance de l'Union européenne avaient augmenté de 103 pour cent depuis 1992. Les exportations à destination des États-Unis avaient également baissé, tandis que les achats des États-Unis avaient augmenté de 113 pour cent, en dollars EU courants, entre 1992 et 1997. Le commerce des biens avec les pays d'Asie (hormis le Moyen-Orient, mais y compris la Chine) représentait environ 10 pour cent des exportations de l'Uruguay et une part similaire des importations, tandis que 10 pour cent du commerce des biens s'opéraient principalement avec d'autres pays.

12. Les principales exportations uruguayennes étaient des produits agricoles dont un petit nombre représentait un pourcentage substantiel des ventes à l'étranger. En 1997, les principales exportations étaient la viande de bœuf, la laine, le riz, les peaux et les cuirs, les produits laitiers et le poisson.

13. Au sujet de la politique commerciale, le représentant a rappelé que, pour assurer une affectation plus efficace des ressources au niveau national et favoriser l'intégration du pays dans l'économie mondiale, l'Uruguay avait maintenu une politique d'ouverture de son économie et éliminé divers obstacles et restrictions tout en rationalisant et en réduisant les droits d'importation par l'application de mesures unilatérales, bilatérales, régionales et multilatérales.

14. Le tarif douanier était le principal instrument de la politique en matière d'importation. Lors des négociations commerciales du Cycle d'Uruguay, le pays avait consolidé à 35 pour cent toutes ses lignes tarifaires, avec des exceptions. Durant ces négociations, l'Uruguay avait mené à terme les discussions relatives à l'article XXVIII avec un certain nombre de partenaires commerciaux et remplacé son ancienne liste de concessions par la Liste XXXI.

15. Un programme d'abaissement des droits de douane entre les pays du MERCOSUR, entrepris en 1991, avait abouti en 1994 à l'élimination de la plupart des droits de douane intrarégionaux. Parallèlement, les pays du MERCOSUR avaient élaboré un tarif extérieur commun que l'Uruguay avait adopté en 1995. En 1995 également, tous les droits de douane visant le commerce entre les pays du MERCOSUR avaient été supprimés, sauf pour un petit nombre de produits de chaque pays pour lesquels une période d'adaptation (se terminant en 1998 pour l'Argentine et le Brésil, et en 1999 pour l'Uruguay et le Paraguay) avait été accordée. Dans le cas d'un certain nombre de produits, des délais, pouvant aller jusqu'en 2006, avaient été fixés pour la convergence vers le Tarif extérieur commun. L'Accord sur les droits de douane signé par les pays du MERCOSUR à Ouro Preto en 1994 impliquait pour l'Uruguay une réduction de la moyenne des droits ainsi que des niveaux et de l'éventail de protection effective des biens produits dans l'économie. L'Uruguay avait élaboré, avec ses partenaires

du MERCOSUR, un vaste programme de négociations commerciales avec d'autres pays et d'autres régions.

16. En même temps, l'Uruguay avait poursuivi unilatéralement ses réformes et sa libéralisation de l'économie et avait simplifié les procédures d'exportation et d'importation grâce à l'élaboration d'un document unique d'importation et d'un document unique d'exportation. En ce qui avait trait aux pratiques commerciales déloyales, l'Uruguay avait adopté récemment une réglementation antidumping tout à fait conforme aux règles de l'OMC. En outre, le gouvernement avait entrepris l'élaboration d'un règlement relatif aux mesures de sauvegarde. L'Uruguay avait adopté une nouvelle loi sur la promotion des investissements qui posait en principe la non-discrimination et la transparence ainsi que l'application commune des avantages et l'utilisation d'une méthodologie uniforme, ce qui avait contribué à créer un climat plus propice aux investissements.

17. Depuis le dernier examen de la politique commerciale, en 1992, les grandes orientations de la politique économique et commerciale avaient été maintenues et cette continuité s'était traduite par la stabilité économique, la libéralisation du commerce des biens et services, l'ouverture de l'économie et l'intensification du processus d'intégration grâce au MERCOSUR.

18. L'Uruguay avait été l'un des initiateurs des négociations commerciales du Cycle d'Uruguay, qui avaient été lancées en 1986, ce qui montrait à quel point le pays était attaché au système multilatéral. L'Uruguay estimait que la deuxième Conférence ministérielle de l'OMC, qui avait eu lieu en mai 1998, était parvenue à un résultat positif dans la mesure où la déclaration ministérielle réaffirmait l'engagement de respecter les calendriers convenus pour les examens, les négociations et les autres tâches et posait en principe que le programme de travail du Conseil général engloberait les négociations qui figuraient déjà dans le mandat de Marrakech pour veiller à ce qu'elles commencent bien à la date fixée. Les prochaines négociations relatives à l'agriculture étaient prioritaires pour l'Uruguay. Ce processus de réforme devait essentiellement viser à soumettre le commerce des produits agricoles aux mêmes règles et aux mêmes disciplines que celui des autres biens.

19. Les questions telles que le commerce et l'environnement et les récentes initiatives en matière de commerce électronique étaient intéressantes et importantes pour le système multilatéral et il fallait en poursuivre et en approfondir l'analyse. Toutefois, l'examen de ces questions et la négociation qui suivra éventuellement ne devaient aucunement retarder le lancement des négociations déjà prévues et décidées.

20. L'intervenante a fait remarquer que l'augmentation provisoire de 3 points de pourcentage du Tarif extérieur commun devant être graduellement éliminée d'ici l'an 2000 respectait de façon générale les engagements pris par l'Uruguay en matière de consolidation dans le cadre de l'OMC. Néanmoins, en 1998, un certain nombre de taux de droits visant des marchandises dont le commerce était minimal dépassaient les taux consolidés de l'Uruguay; la situation devait être corrigée en 1999. L'intervenante a également éclairci certains points concernant la consolidation des droits, le remboursement des taxes indirectes, les prix minimaux à l'"exportation" et l'organisme chargé de défendre les intérêts des consommateurs.

### III. DÉCLARATION DU PREMIER PRÉSENTATEUR

21. Le premier présentateur (S.E. M. A. de la Peña) a rappelé que, depuis le premier examen de la politique commerciale effectué en 1992, l'Uruguay avait entrepris des réformes approfondies. Il a également souligné que depuis lors, l'Uruguay avait accéléré la réforme de son économie, en accroissant la libéralisation de son commerce et en révisant le régime de sécurité sociale, le système d'éducation, la fonction publique et le fonctionnement des entreprises d'État non financières. Ces réformes avaient magistralement contribué à accroître la crédibilité du programme économique de l'Uruguay et favorisé un regain de confiance vis-à-vis de celui-ci, d'autant plus qu'elles avaient été menées dans des circonstances difficiles attribuables à des facteurs internes aussi bien qu'externes. Dans ce contexte, l'intervenant s'est réjoui des tendances positives de l'économie uruguayenne; depuis 1992, la croissance de l'économie uruguayenne avait été en moyenne de 4,2 pour cent. En outre, de tels taux de croissance avaient favorisé une hausse continue du PIB par habitant; en 1997, le PIB par habitant avait quintuplé par rapport aux années précédentes. Cependant, en dépit de l'accroissement du PIB au cours des cinq dernières années, le taux de chômage avait également augmenté, passant de 8,3 pour cent, en 1992, à plus de 11 pour cent, en 1997. Cette hausse était attribuable à une augmentation de la main-d'œuvre et à la réforme structurelle de l'économie. Elle était toutefois aussi le fruit de distorsions du marché du travail et, en particulier, du coût très élevé de la main-d'œuvre. À cet égard, l'intervenant a demandé si la réforme de la sécurité sociale prévoyait un mécanisme complémentaire pour fournir de l'aide et des prestations aux chômeurs de plus en plus nombreux, spécialement dans le secteur manufacturier, qui avait été le plus touché.

22. Les autorités uruguayennes méritaient des félicitations pour les résultats de leur lutte contre l'inflation; en effet, le taux d'inflation était passé de 68,4 pour cent, en 1992, à 15,2 pour cent, en 1997; il devrait tomber sous la barre de 10 pour cent en 1998. Cette réduction de l'inflation était le résultat d'une désindexation progressive de l'économie, de l'amélioration des finances publiques et de la hausse du taux de change réel. Comme il est indiqué dans le rapport du Secrétariat, l'amélioration des finances publiques n'était pas évidente de prime abord étant donné qu'après avoir connu un excédent budgétaire de 0,5 pour cent en 1992, l'Uruguay avait enregistré un déficit d'environ 2 pour cent du PIB. L'intervenant a demandé quelle était l'évaluation la plus récente des autorités en la matière et quelles étaient les répercussions du financement de la réforme sociale.

23. L'Uruguay avait également réussi à réduire le fardeau de sa dette extérieure, qui était maintenant d'environ 30 pour cent du PIB. Cependant, depuis 1992, l'Uruguay affichait un déficit de son compte courant; celui-ci devrait atteindre 2 pour cent du PIB en 1998. Bien que le déficit semble gérable étant donné l'apport prévu de capitaux venant de l'investissement étranger direct, en particulier dans la construction, le tourisme et le secteur bancaire, il était périlleux pour l'Uruguay de dépendre de l'épargne étrangère pour la réalisation de ses programmes d'investissement et pour la croissance de son économie. Le danger était particulièrement grand en raison des fluctuations considérables des flux financiers mondiaux et de l'insécurité et de la durabilité des mouvements de capitaux, particulièrement depuis que les principales sources d'investissement étranger direct en Uruguay étaient l'Argentine et le Brésil. L'intervenant a demandé quel était l'avis des autorités uruguayennes quant aux répercussions de cette situation en 1999 et les années suivantes. En particulier, il a demandé si l'Uruguay allait revoir les priorités de sa politique économique compte tenu de la situation économique difficile à l'échelle mondiale. Il a aussi souhaité savoir, plus précisément, si l'Uruguay avait l'intention de renoncer à lutter contre l'inflation en appréciant sa monnaie à sa valeur réelle, étant donné que cela avait réduit sa compétitivité internationale et entraîné une détérioration de son compte courant.

24. L'intervenant a fait état des mesures de libéralisation du commerce mises en œuvre depuis 1992, sur une base unilatérale, multilatérale ou régionale, qui avaient contribué à améliorer le système commercial multilatéral. Durant le Cycle d'Uruguay, l'Uruguay avait consolidé les droits applicables à la plus grande partie de ses lignes tarifaires à un taux de 35 pour cent, tandis que pour un certain

nombre d'exceptions, les taux étaient maintenus à un niveau plus bas et pour un très petit nombre d'exceptions (des produits agricoles), à un niveau plus élevé. L'adoption d'un document unique d'importation et d'un document unique d'exportation avait aussi beaucoup simplifié le commerce. L'ensemble de ces facteurs avait contribué à accroître le coefficient d'ouverture de l'économie uruguayenne.

25. Le Marché commun du Sud (MERCOSUR) était le principal facteur ayant eu une incidence sur les politiques économique et commerciale de l'Uruguay. Le Brésil était devenu le principal partenaire commercial de l'Uruguay, tant sur le plan des exportations que sur celui des importations, le quart environ des importations provenant du Brésil. Cette réorientation des courants commerciaux de l'Uruguay était logique; néanmoins, elle se soldait par une plus grande dépendance vis-à-vis d'un nombre réduit de marchés. Bien qu'une intensification des échanges avec le Brésil et les autres partenaires du MERCOSUR soit une bonne tendance, l'Uruguay devait chercher à diversifier sa structure commerciale de façon à y inclure un plus grand nombre de pays. Au cours des cinq dernières années, l'Uruguay s'était aussi caractérisé par une plus grande dépendance vis-à-vis d'un petit nombre de produits: la part des exportations de produits agricoles était passée de 58 pour cent, en 1992, à 62 pour cent, en 1996, entraînant une diminution de la part des exportations de produits manufacturés, qui était passée de 40,8 pour cent à 36,3 pour cent au cours de la même période. Il importait également de souligner que l'Uruguay devait diversifier ses exportations, éliminer les obstacles structurels et mettre au point de nouveaux produits dans le secteur des services.

26. En ce qui avait trait aux mesures agissant sur la production et le commerce, l'Uruguay était en train de réviser sa législation en matière de propriété intellectuelle pour la rendre conforme aux dispositions des Accords de l'OMC. L'intervenant a demandé où en était le processus; selon le rapport du gouvernement, le projet de loi avait été présenté au Parlement. Il n'y avait pas de loi visant à promouvoir la concurrence sur le marché uruguayen, ni d'organisme public chargé de surveiller la situation en matière de concurrence, ni d'autorité habilitée à défendre la concurrence. Comme il était indiqué dans le rapport du Secrétariat, il semblait nécessaire d'élaborer une politique et un mécanisme réglementaire en matière de concurrence dans le contexte du processus dynamique de libéralisation de l'économie qui avait donné une place plus grande au secteur privé dans pratiquement toutes les branches d'activité. L'intervenant a demandé à avoir des avis en la matière.

27. En ce qui avait trait au rôle réduit de l'État dans l'économie, l'intervenant a mentionné l'élimination des monopoles, notamment dans la production de boissons alcooliques, la production d'électricité, le crédit hypothécaire résidentiel et dans une bonne partie du secteur des assurances. Cependant, l'État était encore très présent dans certaines activités comme les télécommunications de base; bien que certains sous-secteurs aient été ouverts à la concurrence, l'État exerçait toujours un monopole dans le domaine des communications. Dans le secteur bancaire, en 1997, une banque d'État détenait 40 pour cent de l'ensemble de l'actif global du secteur. Il en résultait une faible concurrence et un manque de modernisation qui se traduisaient par des coûts de services élevés et par une réduction marquée du rôle de l'Uruguay comme centre financier traditionnel de la région. L'intervenant a demandé si l'Uruguay envisageait de corriger la situation.



#### IV. DÉCLARATION DU DEUXIÈME PRÉSENTATEUR

28. Le deuxième présentateur (M. Martin Harvey) a relevé trois points particulièrement frappants dans les documents soumis pour l'examen de la politique commerciale de l'Uruguay. Le premier point était la réforme entreprise par l'Uruguay pour intégrer son économie à l'économie internationale. Celle-ci avait donné lieu à la mise en œuvre de mesures visant à améliorer la compétitivité de l'économie uruguayenne dans les secteurs où le pays avait un avantage concurrentiel. Le deuxième point était l'effet combiné de la politique douanière (en particulier, des concessions tarifaires) et de la politique fiscale sur l'affectation des ressources dans l'économie. Le troisième point concernait l'incidence qu'aura le MERCOSUR sur l'économie de l'Uruguay, tant sur le plan de la politique commerciale que sur celui de la marge d'autonomie du pays pour prendre des décisions de nature économique. À cet égard, l'intervenant a affirmé qu'à son avis, la décision de l'Uruguay d'intensifier l'intégration régionale, selon qu'elle s'avérera bonne ou non, serait déterminante pour l'évolution de la politique commerciale.

29. Les progrès réalisés par l'Uruguay au chapitre de la révision de ses mesures de protection à la frontière s'étaient traduits par un abaissement des taux de droit globaux, abaissement qui avait été en moyenne de 10 points de pourcentage depuis 1991. De façon générale, cela avait eu pour résultat que les taux appliqués étaient inférieurs aux taux consolidés de l'Uruguay dans le cadre de l'OMC. Alors qu'en moyenne les taux appliqués dans le secteur agricole et dans le secteur industriel semblaient comparables, les taux nominaux visant certains sous-secteurs affichaient une progressivité relative ou des crêtes tarifaires qui devront être corrigées. Un certain nombre de questions pourraient également être soulevées concernant la répartition du fardeau tarifaire occasionné par la convergence des droits NPF vers le Tarif extérieur commun du MERCOSUR et, plus spécialement, par la baisse prévue de la proportion de droits se situant dans la fourchette de 5 à 10 pour cent.

30. La protection effective était plus élevée que ne le révélaient les taux nominaux. Le secteur de l'exportation semblait bénéficier d'une aide importante sous forme de concessions tarifaires; les matières premières, les pièces et les autres intrants utilisés dans la fabrication de produits destinés à l'exportation, de même que les biens d'équipement destinés aux branches de production jugées "d'intérêt national", étaient importés en franchise et exemptés de taxes. L'intervenant a demandé que des justifications soient fournies concernant l'octroi de telles concessions, offertes même lorsque les marchandises en question étaient produites localement. Il a également demandé s'il n'y avait pas un risque d'inéquité (au profit des branches de production à vocation exportatrice) dans l'affectation des ressources, celle-ci reposant sur les critères d'octroi des concessions tarifaires et non sur une évaluation des atouts des branches exportatrices par rapport aux branches de production axées sur le marché intérieur.

31. Les effets de la progressivité des droits semblaient également renforcés par les diverses exemptions fiscales. La taxe sur la valeur ajoutée, à deux niveaux, semblait largement appliquée et, comme c'est le cas dans de nombreux pays, le taux le plus bas visait les produits essentiels de même que d'autres produits. Néanmoins, la liste des exemptions était importante; elle incluait notamment le pétrole, ce qui ne pouvait qu'avoir une incidence très positive sur certains secteurs. L'intervenant a demandé quels étaient les critères utilisés pour déterminer les exemptions.

32. Les exemptions plus discrétionnaires visant la foresterie et le tourisme semblaient avoir une incidence plus marquée. La taxe sur la valeur ajoutée était remboursée dans le cas de marchandises entrant dans la fabrication de machines ou accessoires agricoles et de tout autre produit ou intrant agricole lorsque les produits nationaux similaires étaient exonérés. L'intervenant a demandé sur quoi s'appuyait un tel régime. Étant donné qu'un régime de taxes indirectes autorisait généralement le remboursement de la taxe sur la valeur ajoutée perçue sur les intrants et était souvent mis en œuvre d'une manière favorisant un effet uniforme et non perturbateur dans l'économie, l'intervenant a demandé ce qui avait conduit l'Uruguay à recourir à de telles exemptions comme principal instrument

de sa politique commerciale; il a également demandé quelle avait été l'évolution du régime dans le contexte de l'expansion du MERCOSUR.

33. Outre les droits élevés qui persistaient dans des secteurs tels que le sucre, les textiles et les vêtements, l'Uruguay appliquait aussi un régime de prix minimal à l'exportation. Ce régime semblait se traduire par l'imposition d'un prix minimal à l'entrée de la marchandise au pays, mais il était assorti d'un processus d'enquête pour déterminer l'existence éventuelle d'une distorsion des prix, d'un dommage et d'un lien de causalité. L'intervenant a demandé des précisions quant à la façon dont le régime fonctionnait dans la pratique; il a également demandé si, selon l'Uruguay, un tel régime était assimilable à un régime de prix à l'importation ou de sanctions commerciales. Dans le premier cas, l'intervenant a demandé si l'adoption possible par l'Uruguay de mesures antidumping traditionnelles pouvait être attribuée à des lacunes de ce régime.

34. Faisant référence aux politiques commerciales par secteur, l'intervenant a souligné que, d'après le rapport du Secrétariat, l'ouverture de l'économie, depuis le début des années 90 en particulier, avait permis de remédier en partie à la mauvaise affectation des ressources découlant des politiques antérieures de remplacement des importations. Cela avait eu des répercussions considérables sur les exportations uruguayennes de produits agro-industriels. L'Uruguay semblait avoir réussi à assurer à ces secteurs un avantage concurrentiel leur permettant de prendre la place qui leur revenait. Il semblait également que l'Uruguay avait éliminé la plupart des restrictions visant les exportations et la plupart des taxes à l'exportation, à l'exception d'un sous-secteur. Ces mesures avaient été prises même si l'Uruguay faisait face à des taux élevés commandés par la progressivité des droits de douane dans ses principaux marchés d'exportation. L'intervenant a demandé que l'Uruguay explique quelle serait l'évolution des politiques relatives à ces secteurs forts de son économie.

35. L'intervenant a demandé si l'interaction de la politique fiscale et des concessions tarifaires dans le secteur agro-industriel était, d'une certaine façon, une réaction aux politiques commerciales d'autres pays; il a également demandé des explications quant à la façon dont l'Uruguay prenait en considération les obstacles extérieurs visant ses exportations lors de l'élaboration de mesures stratégiques. Le succès remarquable de l'Uruguay au chapitre de l'amélioration de la santé du bétail et des résultats à l'exportation de bétail en était un bon exemple; l'intervenant a demandé s'il y en avait d'autres.

36. L'intervenant a fait état de la politique laitière de l'Uruguay et du mécanisme de soutien des prix, qui fixait un prix plus élevé pour un contingent de lait frais pasteurisé destiné à la consommation intérieure. Étant donné que ni l'État ni aucun organisme public ne semblait jouer un rôle dans l'approvisionnement de lait hors contingent (vendu aux prix mondiaux), l'intervenant a demandé quels étaient les effets du contingentement sur la compétitivité des exportations. Vu que le mécanisme de soutien des prix avait été mis en place en 1935 (il y avait alors une pénurie de lait en Uruguay) et compte tenu de la libéralisation en cours de l'économie uruguayenne, l'intervenant a demandé si la demande intérieure de lait frais ne pouvait pas tout simplement être satisfaite au moyen de contrats conclus directement entre les producteurs et les entreprises de transformation à un prix garantissant un approvisionnement régulier tout au long de l'année pour répondre aux besoins locaux, sans avoir à recourir à des contingents nationaux.

37. L'intervenant s'est intéressé au rôle de la politique fiscale du point de vue de l'affectation des ressources au sein de l'économie uruguayenne. Il était indiqué dans le rapport du Secrétariat que la protection tarifaire était assortie de mesures complémentaires telles que des exemptions de droits ou de taxes visant à promouvoir le développement industriel, appliquées sur une base horizontale.

38. L'intervenant a évoqué le pouvoir discrétionnaire exercé par l'Exécutif en vertu de la Loi sur la promotion industrielle relativement aux projets jugés "d'intérêt national" et il a demandé qu'il soit précisé dans quelle mesure ce pouvoir discrétionnaire était utilisé, quels étaient les critères servant à déterminer si le projet était "d'intérêt national" et jusqu'à quel point la loi visait les exportations.

39. De plus, l'intervenant a demandé quelle était l'incidence sur les exportations des prescriptions relatives à la teneur en produits nationaux et dans quelle mesure les exportateurs se prévalaient de cet avantage.

40. C'était dans le secteur automobile que l'on avait recours aux prescriptions relatives à la teneur en produits nationaux, celles-ci permettant d'importer des automobiles assemblées à des taux bonifiés selon la teneur en produits nationaux des automobiles ou des pièces exportées. L'intervenant a demandé si ces prescriptions allaient être modifiées après l'adoption, dans le cadre du MERCOSUR, d'un régime commun pour le secteur de l'automobile.

## V. DÉCLARATIONS DES MEMBRES DE L'ORGANE D'EXAMEN DES POLITIQUES COMMERCIALES

41. De façon générale, les Membres ont félicité l'Uruguay pour ses efforts en matière de libéralisation de son commerce et de son économie. Les avantages de la réforme macro-économique et structurelle se faisaient déjà sentir dans les résultats de l'économie uruguayenne. Les Membres ont ajouté qu'ils espéraient que l'Uruguay jouerait un rôle important dans les futures négociations: il avait démontré de façon constante son attachement envers le système multilatéral, auquel donnent forme l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce et l'Accord instituant l'Organisation mondiale du commerce.

42. Le représentant des États-Unis a souligné qu'alors que près de la moitié du commerce de l'Uruguay se faisait avec les autres pays du MERCOSUR, les États-Unis étaient le troisième marché en importance de l'Uruguay. L'économie uruguayenne avait toujours été axée sur le marché. Depuis 1990, l'Uruguay avait accéléré la libéralisation de son économie. Il s'était donné une base solide propice à une croissance économique soutenue en réduisant son déficit budgétaire, en diminuant l'effectif de la fonction publique, en mettant en œuvre des réformes structurelles et en contrôlant l'inflation. Bon nombre d'activités auparavant réservées au secteur public avaient été transférées au secteur privé; le gouvernement avait également renoncé à son monopole dans le domaine des assurances et du crédit hypothécaire. Les entreprises publiques se préparaient à une concurrence plus ouverte, fruit de la déréglementation des marchés devant se réaliser dans le cadre du MERCOSUR. La réforme du régime de sécurité sociale avait également été entreprise; elle devrait permettre de réduire le déficit structurel de l'État à long terme. Ces changements avaient contribué à diversifier l'économie uruguayenne, auparavant fortement tributaire de son secteur agricole: actuellement, plus de 60 pour cent du PIB de l'Uruguay provenaient du secteur des services. En partie grâce aux politiques économiques libérales, le PIB par habitant était de 6 000 dollars EU, l'Uruguay se classant au troisième rang des pays à revenu moyen.

43. L'Uruguay méritait des éloges pour ses efforts visant à libéraliser et à étendre le commerce international au niveau régional, au moyen de la Zone de libre-échange des Amériques, et au niveau multilatéral, dans le cadre de l'OMC. Les États-Unis attendaient les réponses de l'Uruguay aux questions portant sur divers aspects liés à son accession à l'OMC, notamment les droits de douane, les procédures douanières et les droits de propriété intellectuelle. Les préoccupations exprimées portaient notamment sur les cas où les droits appliqués étaient plus élevés que les taux consolidés au titre des Accords de l'OMC, où les impositions visant les exportations étaient trop importantes par rapport aux services fournis et où les droits d'accise pouvaient s'avérer non conformes aux prescriptions relatives au traitement national.

44. La représentante de Hong Kong, Chine a incité l'Uruguay à continuer de réduire le rôle du secteur public dans l'économie et à rendre les procédures associées à l'octroi des marchés publics plus transparentes; elle a relevé qu'en matière de marchés publics, l'Uruguay favorisait les produits nationaux. Elle a également souligné l'absence de législation en matière de concurrence et d'une institution chargée de promouvoir la concurrence sur le marché intérieur, promotion que l'intervenante jugeait nécessaire pour que l'économie devienne efficiente. L'intervenante a relevé l'intérêt manifesté par l'Uruguay pour les négociations touchant l'agriculture. La délégation de Hong Kong, Chine avait communiqué des questions écrites avant la réunion et elle attendait les réponses de l'Uruguay.

45. Le représentant de l'Australie a rappelé que, même si le volume des échanges entre l'Australie et l'Uruguay était modeste, les liens bilatéraux entre les deux pays étaient très étroits et très positifs; l'agriculture était particulièrement importante pour les deux économies. Depuis le dernier examen de sa politique commerciale, effectué en 1992, l'Uruguay avait fait des progrès remarquables dans la poursuite de la réforme de son commerce et de son économie. Les bienfaits s'en faisaient déjà sentir dans les résultats de l'économie. L'Australie incitait l'Uruguay à poursuivre ses réformes et à en

élargir la portée. Par ailleurs, l'Australie attendait les réponses aux questions qu'elle avait présentées par écrit.

46. Le représentant de la Nouvelle-Zélande a félicité l'Uruguay et ses partenaires du MERCOSUR pour les progrès réalisés au chapitre de l'établissement d'une union douanière: cela pourrait s'avérer un pas important vers une plus grande libéralisation du commerce et une plus grande efficience de l'économie, dans la mesure où l'on cherchera à éviter le détournement des échanges.

47. L'intervenant a relevé qu'en 1997 une augmentation de 3 pour cent du Tarif extérieur commun du MERCOSUR avait touché l'ensemble des produits; cette mesure, qui dérogeait à la politique officielle du MERCOSUR en faveur de la libéralisation intégrale du commerce, était décevante. L'intervenant a invité les pays du MERCOSUR à abolir cette augmentation des droits et à revenir à l'objectif initial, qui était d'éliminer graduellement les droits de douane d'ici à 2001. La Nouvelle-Zélande s'est réjouie de l'intention de l'Uruguay de poursuivre la libéralisation de son commerce, notamment en favorisant un meilleur accès à son marché agricole.

48. Le représentant a souligné la plus grande ouverture à la concurrence de certaines parties du secteur des télécommunications et encouragé l'Uruguay à poursuivre la libéralisation des divers services de base dans ce secteur. La Nouvelle-Zélande a également invité l'Uruguay à réduire ou à supprimer les obstacles non tarifaires au commerce, tels que le règlement de quarantaine, et à rendre ceux-ci le plus simple et le plus transparent possible. La Nouvelle-Zélande avait présenté à l'avance des questions écrites portant sur des aspects spécifiques du régime commercial de l'Uruguay et attendait avec intérêt les réponses de l'Uruguay.

49. Le représentant de la Colombie a fait allusion à l'étude réalisée par la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes et mentionnée dans le rapport du Secrétariat, qui révélait que le processus d'intégration au MERCOSUR avait favorisé la création de courants commerciaux plus que le détournement des échanges; il a également souligné le fait que ce même processus avait donné lieu à une restructuration de l'économie uruguayenne. À cet égard, la Colombie souhaitait être informée plus précisément sur la perte de compétitivité de l'Uruguay vis-à-vis de ses partenaires commerciaux non membres du MERCOSUR; et sur la concentration des échanges au sein du MERCOSUR.

50. En ce qui avait trait aux incitations fiscales qui, de l'avis de l'intervenant n'avaient pas nécessairement un effet néfaste sur l'économie, celui-ci a demandé que la délégation uruguayenne expose son point de vue concernant les affirmations énoncées dans le rapport du Secrétariat au sujet des incitations fiscales, de l'affectation des ressources et des recettes fiscales.

51. L'intervenant a félicité l'Uruguay pour la façon dont il avait mis en œuvre les engagements qu'il avait pris dans le cadre du Cycle d'Uruguay; il s'est dit convaincu que l'Uruguay allait réviser les taux de droit qui étaient supérieurs aux droits consolidés au titre des Accords de l'OMC. L'intervenant a également demandé des précisions quant au volume des échanges visant les marchandises en cause.

52. Pour ce qui était des services, la Colombie souhaitait que soit fournie une définition des services personnels, et que l'Uruguay donne son point de vue relativement au présumé déclin de son rôle comme centre financier de la région, à l'efficience de son secteur financier et à l'écart important entre les taux d'emprunt et les taux de prêt.

53. Le représentant du Canada a rappelé que, si les liens commerciaux entre le Canada et l'Uruguay étaient modestes, ils s'intensifiaient; alors que le Canada affichait vis-à-vis de l'Uruguay une balance commerciale plutôt négative sur le plan du commerce des marchandises, cette tendance était compensée par les résultats dans le secteur des services. En 1996, le Canada et l'Uruguay avaient signé un mémorandum d'accord au titre de la coopération environnementale. Le Canada avait conclu

dernièrement un arrangement de coopération en matière de commerce et d'investissement avec le MERCOSUR et espérait avoir d'autres occasions de discuter bilatéralement de l'évolution de la politique commerciale avec les membres du MERCOSUR en vue de mettre en œuvre un accord relatif au cadre juridique. Le Canada espérait pouvoir compter à l'avenir sur la collaboration de l'Uruguay dans des enceintes commerciales multilatérales telles que l'OMC et le Groupe de Cairns.

54. Le représentant du Japon a fait état des courants commerciaux entre l'Uruguay et le Japon et de certains aspects macro-économiques de l'économie uruguayenne. La politique commerciale et la politique économique de l'Uruguay avaient été fortement touchées par la politique commune du MERCOSUR; la part des échanges entre l'Uruguay et les autres pays du MERCOSUR avait augmenté depuis l'établissement du MERCOSUR. Le Japon considérait que les accords commerciaux régionaux ne devraient pas ériger des obstacles au commerce avec les pays tiers: l'intervenant a relevé un certain nombre de points, notamment la conformité des accords commerciaux régionaux signés par le MERCOSUR et les pays voisins avec l'article XXIV de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (par exemple, la période de 18 ans pour l'implantation graduelle d'une zone de libre-échange entre le Chili et le MERCOSUR), l'introduction du Tarif extérieur commun du MERCOSUR en 1995, et les négociations au titre de l'article XXIV:6 de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce. L'intervenant a en outre insisté sur le fait que les accords commerciaux régionaux, y compris ceux conclus avec les pays en développement, devaient être conformes à l'article XXIV de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce.

55. L'intervenant a demandé des précisions sur le calendrier prévu pour éliminer la mesure concernant les investissements et liée au commerce dans le secteur automobile, mesure ayant été notifiée à l'OMC par l'Uruguay. Le Japon a invité l'Uruguay à répondre aux questions posées par les États-Unis au Comité des mesures concernant les investissements et liées au commerce.

56. L'Uruguay n'avait pas de loi visant à promouvoir la concurrence sur son marché intérieur ni d'organisme public chargé de superviser la situation en matière de concurrence. Le Japon souhaitait savoir si l'Uruguay avait l'intention de se donner une telle législation dans un proche avenir; il a également demandé quelle pourrait être l'incidence du Protocole du MERCOSUR relatif à la concurrence sur les lois existantes et sur l'application éventuelle d'une loi sur la concurrence en Uruguay.

57. Le Japon a applaudi à la mise en œuvre des engagements de l'Uruguay dans six secteurs de services, notamment les communications et les services financiers. Le Japon s'attendait à ce que l'Uruguay poursuive la libéralisation de ses régimes de services, y compris dans les secteurs non visés par ses engagements.

58. Les questions écrites du Japon couvraient un certain nombre d'autres points tels que les procédures d'importation, l'évaluation douanière, les subventions à l'exportation et les droits de propriété intellectuelle. L'intervenant a ajouté qu'il attendait les réponses de l'Uruguay.

59. Le représentant de l'Union européenne a souligné que, depuis 1992, l'économie uruguayenne avait connu une croissance et que l'inflation avait baissé grâce aux mesures budgétaires et monétaires. Depuis 1991, l'Uruguay avait joué un rôle important au sein du MERCOSUR et cela avait favorisé la restructuration et la modernisation de son économie. Le processus de convergence du MERCOSUR vers une union douanière et les négociations se poursuivant, la réalité politique et économique reflétait déjà cette nouvelle orientation; l'Union européenne avait mis au point un accord-cadre avec le MERCOSUR.

60. L'intervenant a félicité l'Uruguay pour avoir adopté plusieurs mesures, notamment la réduction de la moyenne des droits de douane appliqués, la révision de la législation en matière de propriété intellectuelle, la libéralisation du secteur des services, l'absence de restrictions à

l'investissement étranger direct et la facilitation du commerce. À cet égard, il a invité l'Uruguay à fournir de l'information concernant ses efforts au chapitre de la facilitation du commerce au Conseil du commerce des marchandises, qui se penchait actuellement sur cette question.

61. Plusieurs mesures commerciales mises en œuvre par l'Uruguay avaient suscité des préoccupations: le calendrier complexe de la convergence vers le TEC; l'augmentation temporaire de 3 points de pourcentage appliquée au TEC; la progressivité des droits de douane; le régime de prix minimal à l'exportation; et les différents régimes d'incitations, dont certains étaient assortis de prescriptions liées à la teneur en produits nationaux et, de ce fait, renforçaient la progressivité des droits de douane.

62. L'Uruguay devra relever plusieurs défis à l'avenir: la création d'un contexte social et politique favorable au parachèvement du processus de modernisation; la poursuite de la modernisation de l'État; l'amélioration de la compétitivité; la restructuration sectorielle et la création d'emplois.

63. Le représentant de la Hongrie a relevé que la libéralisation du commerce en Uruguay avait fait baisser le taux de droit nominal non pondéré appliqué et augmenter la part du commerce des marchandises et des services non facteurs dans le PIB. L'intervenant a félicité l'Uruguay pour ses efforts en vue de réduire le rôle des entreprises commerciales d'État dans l'économie et, en particulier, pour l'abolition des monopoles visant la production, la commercialisation et la vente de l'alcool et des boissons alcooliques. Cependant, bien qu'il y ait eu en Uruguay bon nombre de nouvelles mesures macro-économiques et économiques stratégiques qui s'étaient avérées positives, il y avait aussi dans l'économie un certain nombre de tendances plus préoccupantes: en dépit de la croissance substantielle du PIB, le chômage avait légèrement augmenté, la politique en matière de change avait contribué à hausser de près de 40 pour cent la valeur de la monnaie uruguayenne et il y avait toujours un écart entre l'épargne et l'investissement intérieurs, même si les deux demeuraient relativement faibles. En conséquence, la balance commerciale s'était détériorée et le compte courant affichait des déficits moyens de plus de 1,5 pour cent du PIB, financés en bonne partie par des emprunts à l'étranger. L'intervenant a souligné que la baisse de compétitivité par rapport aux pays tiers avait été effectivement contrebalancée par les préférences régionales accordées au sein du MERCOSUR, celles-ci ayant accentué l'orientation régionale des exportations. Il a rappelé que le MERCOSUR représentait plus de la moitié des exportations de l'Uruguay et que l'évolution économique défavorable que connaissait le monde semblait avoir touché la région du MERCOSUR et, plus particulièrement, les principaux marchés de l'Uruguay. L'intervenant a demandé quelles étaient les mesures, le cas échéant, que le gouvernement envisageait de prendre pour contrer les effets de contagion possibles et, en particulier, pour éviter une nouvelle détérioration de la balance commerciale.

64. Après avoir souligné que les relations commerciales de la Hongrie et de l'Uruguay n'étaient entachées d'aucune friction, l'intervenant a demandé des précisions sur un certain nombre de points spécifiques de la politique commerciale de l'Uruguay. Il a fait état de l'augmentation de 3 points de pourcentage appliquée, à titre temporaire, au Tarif extérieur commun du MERCOSUR qui avait haussé les taux de droit visant neuf lignes tarifaires à un niveau dépassant les taux consolidés; il s'est réjoui de l'annonce faite par la représentante de l'Uruguay dans sa déclaration liminaire selon laquelle cette mesure serait modifiée à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1999 pour la rendre conforme aux engagements pris par l'Uruguay dans le cadre de l'OMC. La progressivité des droits de douane visait la plus grande partie des produits industriels; son effet était renforcé par l'augmentation des droits de douane de même que le régime plutôt complexe d'allégements et d'exemptions de droits et de taxes. L'intervenant a souligné que, d'après le rapport du Secrétariat, ce régime de protection devait être maintenu aussi longtemps que se poursuivra le processus de convergence vers le TEC. Il a souhaité savoir de quelle façon ce régime se conciliait avec la position que l'Uruguay avait adoptée au sein de divers organes de l'OMC, soit que la réduction des droits devait cibler en priorité la progressivité des droits de douane, et quelles mesures le gouvernement entendait prendre à cet égard.

65. Selon le rapport du Secrétariat, le régime de ristourne et les remboursements des taxes indirectes étaient liés à la teneur en produits nationaux: dans les deux cas, plus celle-ci était élevée, plus le remboursement était important. L'intervenant a demandé si ces régimes étaient conformes aux engagements pris par l'Uruguay au titre de l'Accord sur les mesures concernant les investissements et liées au commerce; et si l'Uruguay avait notifié ces mesures comme mesures concernant les investissements et liées au commerce et au titre de l'article 27 de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires. Il a également demandé quelles étaient les intentions du gouvernement relativement à la mesure concernant les investissements et liée au commerce dans le secteur automobile ayant fait l'objet d'une notification, mesure qui devait être éliminée d'ici le 1<sup>er</sup> janvier 2000 conformément à l'article 5:2 de l'Accord sur les mesures concernant les investissements et liées au commerce.

66. En ce qui concernait les impositions à l'importation, l'intervenant a relevé que la Banque de la République percevait une commission pour les services relatifs aux procédures d'importation, celle-ci étant calculée sur une base *ad valorem* et non pas sur la base du coût des services fournis. Faisant allusion à l'article VIII:1 a) de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce, l'intervenant a demandé des éclaircissements quant au fondement juridique de la commission perçue par la Banque de la République. La même question a été posée concernant les commissions perçues par le Laboratoire technologique national.

67. L'intervenant a demandé des éclaircissements quant à la validité des prix minimaux à l'exportation après le 30 septembre 1998 et quant au fondement juridique de cette mesure de défense commerciale dans le cadre de l'OMC. Depuis 1995, les droits de douane, les surtaxes, les commissions et les autres impositions avaient été combinés en un droit de douane global: l'intervenant a demandé à avoir une description des éléments regroupés dans ce droit de douane global.

68. Le représentant du Chili a fait remarquer que, comme de nombreux autres pays d'Amérique latine, après avoir appliqué pendant plusieurs décennies une stratégie industrielle basée sur le remplacement des importations, l'Uruguay avait mis en œuvre un processus visant à ouvrir son économie basé sur la libéralisation du commerce et sur la restructuration du secteur public. Depuis 1992, ce processus avait été intensifié, notamment par l'élimination des restrictions quantitatives et d'autres obstacles au commerce. La création du MERCOSUR avait accru le commerce régional et, en particulier, les échanges avec le Brésil. Néanmoins, les courants commerciaux avec d'autres pays comme le Chili s'étaient également intensifiés. L'intervenant a ajouté qu'il espérait que les courants commerciaux entre le Chili et l'Uruguay continueraient de croître. Il a félicité l'Uruguay pour ses efforts de libéralisation dans le secteur des services et pour l'adoption de la nouvelle loi sur l'investissement, qui mettait les investisseurs nationaux et les investisseurs étrangers sur le même pied.

69. Le représentant du Costa Rica a félicité l'Uruguay pour n'avoir pas subventionné l'agriculture en 1995-1997 et pour avoir maintenu la mesure globale du soutien pour ce secteur à un niveau inférieur au niveau *de minimis*; les exportations de produits agricoles avaient toutefois augmenté. L'Uruguay prônant une libéralisation progressive du secteur agricole, ces mesures revêtaient une certaine importance. L'intervenant a souligné que l'Uruguay avait l'intention de participer aux futures négociations visant à éliminer les mesures discriminatoires appliquées aux produits agricoles.

70. L'intervenant a demandé que de l'information et des précisions soient fournies relativement à des questions spécifiques telles que le traitement discriminatoire des exportations de l'Uruguay sur le marché international; la nécessité pour l'Uruguay de diversifier sa structure commerciale afin de réduire sa dépendance vis-à-vis du MERCOSUR et la possibilité qu'il y ait détournement des échanges.



71. Le représentant du Brésil a félicité l'Uruguay pour les résultats de son économie et il a fait état des liens commerciaux étroits entre les deux pays. Le Brésil était devenu un marché important pour les exportations de l'Uruguay; la part des exportations uruguayennes à destination du Brésil était passée de 17,5 pour cent, en 1992, à 38 pour cent, en 1996. Le Brésil était également la principale source des importations de l'Uruguay; cependant, depuis 1992, sa part avait diminué, passant de 23,6 pour cent à 22,4 pour cent. Depuis 1992, la part des importations de l'Uruguay en provenance de l'Union européenne avait augmenté, passant de 16,4 pour cent à 19,4 pour cent, de même que celle des importations en provenance des États-Unis, qui était passée de 9,3 pour cent à 12,2 pour cent. Ces chiffres infirmaient les remarques selon lesquelles le MERCOSUR favorisait un détournement des échanges.

72. Le représentant de la Thaïlande, au nom de l'ANASE, a félicité l'Uruguay pour sa contribution au système multilatéral et il a souligné les résultats des efforts faits par l'Uruguay pour approfondir sa réforme économique et ouvrir son économie. La politique commerciale de l'Uruguay était déterminée par le MERCOSUR, ce que l'ANASE jugeait être positif: le régionalisme étant une première étape vers une plus grande libéralisation du commerce. L'intervenant a jugé que l'augmentation temporaire du TEC était sans importance étant donné que l'Uruguay n'en faisait pas une application généralisée. L'ANASE était heureuse d'apprendre que la législation relative aux droits de propriété intellectuelle était en cours de révision. L'intervenant a souligné l'absence de politique en matière de concurrence, alors qu'une telle politique était pourtant cruciale pour l'intégration de l'Uruguay à l'économie mondiale. La Thaïlande partageait le point de vue de l'Uruguay concernant la nécessité d'une réforme de l'agriculture.

73. Le représentant de l'Argentine a félicité l'Uruguay pour ses réformes économique et commerciale qui avaient entraîné la modernisation de son économie, favorisé la stabilité de celle-ci et suscité un accroissement des courants commerciaux. Ce processus continu de libéralisation avait été entrepris dans une conjoncture internationale défavorable du point de vue de l'accès aux marchés internationaux pour les principaux produits exportés par l'Uruguay. Les relations commerciales entre l'Uruguay et l'Argentine s'étaient intensifiées par suite de la participation au MERCOSUR. L'Uruguay a joué un rôle-clé dans le processus d'intégration, auquel les quatre membres participaient afin de mener à bonne fin la consolidation de l'union douanière. L'intervenant a remercié la délégation de l'Uruguay pour les éclaircissements qu'elle avait fournis concernant les questions posées par d'autres Membres relativement au MERCOSUR.

## **VI. RÉPONSES DE LA REPRÉSENTANTE DE L'URUGUAY ET AUTRES OBSERVATIONS**

### **i) Contexte économique**

74. La représentante de l'Uruguay a déclaré que les priorités de la politique économique n'avaient pas changé en raison de la crise économique, mais que la croissance pourrait s'en trouver ralentie et qu'il fallait, par conséquent, chercher à augmenter la compétitivité de l'économie. Elle a ajouté que, dans ce contexte, il importait de poursuivre les efforts en vue de consolider l'union douanière du MERCOSUR. La discipline budgétaire avait été un élément fondamental de la politique économique de l'Uruguay et le déficit global avait pu être réduit de façon substantielle. Le ralentissement de l'activité économique provoqué par la crise économique mondiale ne devrait pas avoir de répercussions en Uruguay, le pays étant essentiellement un exportateur de produits alimentaires; à cet égard, l'intervenante a insisté sur l'importance de maintenir la discipline budgétaire. Au sujet du chômage, l'intervenante a expliqué qu'il n'y avait pas de législation spécifique en vigueur pour faire face à ce problème; elle a ajouté que le taux de chômage avait baissé au dernier trimestre de 1997.

75. En ce qui concernait la compétitivité des exportations, l'Uruguay accordait des incitations aux secteurs de la foresterie, du tourisme et de la fabrication, mais celles-ci avaient très peu d'incidence sur les recettes budgétaires. L'intervenante a souligné les avantages que le pays retirait de ces incitations, notamment au chapitre de l'emploi. L'actuel déficit des opérations courantes était gérable à moyen terme et l'épargne privée s'était accrue.

76. Le programme de stabilisation mis en œuvre par l'Uruguay était important parce qu'il avait fait baisser le taux d'inflation, qui était passé en dessous de 10 pour cent, alors que l'investissement et l'épargne privés avaient augmenté.

77. Au chapitre de la structure des exportations de l'Uruguay, l'intervenante a expliqué que les exportations étaient concentrées sur un petit nombre de marchés. Avant 1970, l'Argentine et le Brésil n'étaient pas des marchés très importants; ils l'étaient devenus seulement après que l'Uruguay eût signé des accords commerciaux bilatéraux avec ces deux pays. Le commerce intrarégional avec le MERCOSUR avait augmenté à la suite du processus d'intégration, comme on pouvait s'y attendre, mais il y avait également eu augmentation des échanges avec le reste du monde.

78. Alors que l'Uruguay n'avait pas de loi sur la concurrence ni d'autorité compétente en la matière, le MERCOSUR avait adopté le Protocole relatif à la concurrence: l'Uruguay avait déjà adopté des règlements couvrant un certain nombre d'aspects de sa nouvelle loi sur l'investissement et il était sur le point de les notifier au Secrétariat de l'OMC.

79. En ce qui concernait les arrangements régionaux, même si l'exercice en cours portait sur l'examen de la politique commerciale de l'Uruguay, et non sur celle du MERCOSUR, le nombre de questions relatives à celui-ci obligeait à donner plusieurs précisions. Créé en 1991, le MERCOSUR, marché commun où les marchandises, les services et les facteurs de production pouvaient circuler librement, visait à favoriser l'insertion de ses membres dans l'économie internationale. L'intervenante a ensuite expliqué le processus d'élimination graduelle des droits de douane à l'intérieur du MERCOSUR, notamment le calendrier prévu pour l'élimination graduelle des différentes exceptions; les membres avaient convenu d'appliquer un certain nombre d'exceptions pour faciliter la convergence vers le TEC. En 1997, le TEC avait fait l'objet d'une augmentation de 3 points de pourcentage, à titre temporaire, soit jusqu'à l'an 2000; en janvier 2001, les taux de droit reviendront aux niveaux qui avaient été convenus en 1994. Les calendriers de convergence vers le TEC avaient été respectés. L'intervenante a également fait référence au Protocole de Montevideo relatif au commerce des services. Le MERCOSUR participait à des réunions avec d'autres pays et il avait signé des accords

commerciaux avec le Chili et avec la Bolivie. Le MERCOSUR faisait l'objet d'un examen effectué par le Comité du développement de l'OMC.

80. En réponse à la question sur les incitations offertes dans les secteurs de la foresterie et du tourisme, l'intervenante a affirmé qu'en dépit des avantages concurrentiels de l'Uruguay dans ces secteurs, de telles incitations étaient nécessaires. Étant donné qu'il fallait très longtemps pour rentabiliser un investissement en foresterie, il était courant dans le monde d'accorder des incitations à ce secteur; la subvention accordée à ce titre en Uruguay avait été notifiée à l'OMC. Il aurait été difficile de développer la foresterie en Uruguay sans incitations. Pour ce qui était des incitations offertes au secteur touristique, la loi définissait le tourisme comme un "secteur prioritaire"; en outre, il fallait aussi très longtemps pour rentabiliser un investissement dans le tourisme, c'est pourquoi des incitations étaient offertes au titre de l'infrastructure.

81. En réponse aux questions relatives à la teneur en produits nationaux, l'Uruguay n'avait pas de disposition relative à la teneur en produits nationaux. L'Uruguay n'imposait pas de pénalités sur la base de la teneur en produits étrangers; la disposition relative à la teneur en produits nationaux visait à promouvoir la production à valeur ajoutée.

82. Le représentant de l'Union européenne a demandé des précisions quant au fonctionnement des règles d'origine préférentielles au sein du MERCOSUR et au risque de double imposition.

83. En réponse, la représentante de l'Uruguay a expliqué que le MERCOSUR avait entrepris un processus de convergence vers une union douanière devant être établie en 2001; une fois la convergence vers le TEC réalisée et les règles d'origine des autres accords bilatéraux (par exemple, l'Association latino-américaine d'intégration) établies, des règles d'origine communes seront adoptées.

## **ii) Politique et mesures commerciales**

84. La représentante de l'Uruguay a affirmé que le tarif douanier était le principal instrument de la politique commerciale de l'Uruguay; le taux de droit moyen avait diminué. Le droit de douane global n'avait aucun effet à l'échelle internationale, il servait à répartir le recouvrement interne des droits. Le Tarif extérieur commun (TEC) avait été adopté en 1995, de sorte que toute modification des droits devait être approuvée par les membres du MERCOSUR; le tarif douanier comportait onze niveaux. Par suite de l'augmentation temporaire de 3 points de pourcentage appliquée au TEC, les droits imposés à un petit nombre de lignes tarifaires étaient légèrement supérieurs aux droits consolidés correspondants; l'Uruguay devrait corriger cette situation à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1999. Le volume des marchandises en cause était très faible.

85. La Banque de la République était une banque publique habilitée par la loi à exercer une variété d'activités liées au commerce. L'intervenante a précisé que les procédures administratives liées à l'importation avaient été rationalisées. Au sujet de la taxe interne spécifique, un décret devait être adopté prochainement assurant un traitement égal aux spiritueux produits localement et aux spiritueux importés. L'Uruguay n'avait aucune objection à ce que l'information fournie à l'Organe d'examen des politiques commerciales soit versée dans la BDI.

86. Au sujet des procédures douanières et de l'évaluation en douane, l'intervenante a évoqué la modernisation des services de douane et la simplification des procédures douanières, grâce notamment au système LUCIA. Les seules impositions à l'importation étaient les frais de traitement des données. Le matériel informatique, le matériel de télécommunication et les biens d'équipement d'occasion étaient évalués sur la base de la valeur transactionnelle. Lorsqu'il n'y avait pas vente immédiate avant importation, la valeur en douane était déterminée conformément au Décret n° 567/94. Dans le cas des automobiles d'occasion, l'évaluation douanière était basée sur la valeur transactionnelle, qui devait être sensiblement la même que la valeur donnée dans les catalogues

internationaux. Il n'y avait aucune limitation relative à l'inscription au Registre des importateurs de la Banque de la République.

87. L'importation de jambon non désossé était prohibée pour des raisons sanitaires parce que le virus de la peste porcine (*Peste Porcina Clásica*) ne pouvait être éliminé des tissus osseux. L'Uruguay devrait vérifier sur place la situation sanitaire du pays exportateur, si les résultats de l'évaluation étaient positifs. Il y aurait lieu également de réexaminer la nécessité de prohiber l'importation du produit en question de ce pays Membre. L'intervenante a également abordé la question de la prohibition visant les exportations d'espèces exotiques, qui était également fondée sur des raisons sanitaires, de même que la prohibition à l'importation de produits de la mer venant de pays où sévit le choléra.

88. L'Uruguay n'envisageait pas d'adhérer à l'Accord sur les marchés publics. L'utilisation des normes internationales était pratique courante en Uruguay. L'intervenante a expliqué en détail les procédures établies pour homologuer les certificats zoosanitaires et pour importer des produits végétaux.

89. En ce qui concernait l'accès au marché, il avait été affirmé que les exportations de produits agricoles de l'Uruguay se heurtaient à des niveaux élevés de protection et à une distorsion sur la plupart des marchés. Ces mesures étaient notamment les subventions; les droits de douane élevés découlant du processus de tarification mis en œuvre dans le cadre du Cycle d'Uruguay; les crêtes tarifaires; le manque de transparence dans l'administration des contingents tarifaires; les prescriptions démesurées visant l'obtention de certificats sanitaires et phytosanitaires; et les subventions à l'exportation. Par conséquent, le nouveau cycle de négociations portant sur l'agriculture présentait un intérêt certain pour l'Uruguay.

90. Les taxes à l'exportation visaient uniquement le cuir en bleu humide; l'élimination de cette mesure dépendait de l'harmonisation des mesures au sein du MERCOSUR. Les subventions visant le secteur automobile avaient été notifiées à l'OMC; en réponse aux autres questions relatives aux subventions, l'intervenante a expliqué que ces subventions étaient conformes aux règles de l'OMC.

91. Au chapitre de la propriété intellectuelle, un projet de loi sur les brevets était à l'étude au Sénat. Une nouvelle loi sur les marques de fabrique ou de commerce venait d'être adoptée. Elle contenait des dispositions relatives aux signes distinctifs et était tout à fait conforme à l'Accord sur les aspects des droits de propriété intellectuelle liés au commerce (ADPIC). Pour ce qui était des enregistrements spéculatifs de marques de fabrique ou de commerce, ce type de comportement était extrêmement rare. L'Uruguay avait mis en œuvre une loi spécifique pour éliminer les marques pirates. Cela avait mis un terme au piratage et rendu inutile l'intervention de l'unité spéciale antipiratage. Cette unité avait été supprimée à l'occasion de la réforme du secteur public, une fois que le problème avait cessé d'exister; le personnel de l'unité avait été muté à la Direction nationale des brevets. Au sujet du droit d'auteur, l'Exécutif avait soumis au Parlement un projet de loi sur le droit d'auteur visant, notamment, à protéger les logiciels et prévoyant des sanctions pénales et civiles pour protéger le droit d'auteur. Les autorités judiciaires et administratives s'efforçaient de faire respecter ces droits et de décourager le piratage de logiciels, d'enregistrements audionumériques et de vidéos. Des efforts étaient également faits au chapitre de la formation des juges. La Cour suprême avait organisé à l'intention des juges des cours et des séminaires portant sur la protection des droits de propriété intellectuelle.

92. Pour ce qui était de l'application du paragraphe 70:9 de l'Accord sur les ADPIC, le texte de l'Accord était incorporé en droit interne par la Loi n° 16.761, dont l'application relève de l'Exécutif. Des demandes de brevets avaient été présentées conformément au paragraphe 70:8 de l'Accord sur les ADPIC. En ce qui concernait le paragraphe 70:9 dudit accord, les autorités uruguayennes étaient en train d'étudier le contenu et la portée des droits exclusifs de commercialisation.

93. Faisant allusion à la taxe spécifique interne, le premier présentateur a demandé que des précisions soient fournies concernant le décret proposé, qui prévoyait le même traitement aux spiritueux et aux autres marchandises, quelle qu'en soit l'origine. Au sujet des règles d'origine particulières à chaque pays au sein du MERCOSUR, l'intervenant a demandé si celles-ci allaient être graduellement éliminées à la faveur de la convergence vers le Tarif extérieur commun ou si elles allaient être abolies à la toute fin du processus de convergence.

94. Le représentant de l'Uruguay a répondu que l'utilisation actuelle de règles d'origine particulières à chaque pays était attribuable aux listes d'exceptions et aux accords bilatéraux; des groupes techniques étudiaient cette question.

95. Le deuxième présentateur a demandé des éclaircissements sur la méthode d'évaluation appliquée dans le cas de certaines marchandises d'occasion (par exemple, le matériel de technologie de l'information, le matériel de télécommunication et les biens d'équipement) qui, d'après ce qu'il avait compris, était normalement basée sur la valeur transactionnelle. Cependant, il était également prévu que, s'il n'y avait pas vente immédiate avant importation, le Décret n° 567/94 établissait la base de l'évaluation douanière; l'intervenant se demandait quelle était l'interaction entre ces deux systèmes. Il souhaitait également en savoir davantage sur les mesures sanitaires et phytosanitaires et, plus particulièrement, sur la question de l'équivalence et la façon de déterminer celle-ci; il souhaitait en outre savoir dans quelle mesure l'Uruguay tenait compte de la certification et de l'acceptation des produits par d'autres pays. Au sujet du remboursement des taxes, il était clair que des exceptions étaient prévues quand il y avait une transformation minimale; par conséquent, il ne s'agissait pas là d'une question relative à la teneur en produits nationaux.

96. En ce qui concernait l'évaluation douanière, la représentante de l'Uruguay a dit que les prescriptions en la matière étaient données dans le Décret n° 567. Pour ce qui était de l'équivalence, cette méthode était effectivement utilisée en Uruguay, mais comme il s'agissait d'une question technique, la délégation n'était pas en mesure de fournir des précisions à ce sujet.

97. Au sujet de la taxe spécifique interne, l'intervenante a fait savoir qu'un nouveau règlement avait été approuvé, mais que peu de détails étaient disponibles à ce sujet: la taxe spécifique interne était basée sur la valeur fiduciaire (*precios fictos*) et déterminée au moyen de coefficients, ceux-ci devant être recalculés aux termes du nouveau règlement. La caractéristique majeure du nouveau règlement était qu'il donnait le même traitement aux marchandises locales et aux marchandises étrangères.

98. Le représentant de l'Union européenne a demandé des éclaircissements sur le fonctionnement du régime dans le cas des marchandises destinées aux autres pays membres du MERCOSUR en transit en Uruguay.

99. La représentante de l'Uruguay a souligné que le MERCOSUR n'était pas encore une union douanière, mais qu'après janvier 2001, il n'y aurait plus aucune possibilité de double imposition.

100. Le représentant du Japon a demandé des précisions relativement aux subventions à l'exportation: il a notamment demandé si certaines mesures énoncées dans le rapport du Secrétariat n'étaient pas considérées comme des subventions dont l'octroi était conditionnel à de bons résultats à l'exportation; et si l'Uruguay estimait que ces mesures étaient conformes aux Accords de l'OMC. Au sujet de l'augmentation de 3 points de pourcentage des droits de douane, le Japon avait retenu qu'il s'agissait d'une mesure temporaire, mais il a relevé qu'aux termes du paragraphe XXIV:4 de l'Accord sur les tarifs douaniers et le commerce, une union douanière ne devait pas avoir pour objet d'opposer des obstacles au commerce d'autres parties contractantes. Par conséquent, cette augmentation n'aurait jamais dû être appliquée, même à titre temporaire. En ce qui avait trait à l'investissement, les entreprises japonaises ayant investi en Uruguay s'étaient plaintes de la complexité de la Loi sur le

travail qui risquait d'opposer des obstacles à l'investissement étranger direct; des améliorations étaient attendues à ce chapitre.

101. La représentante de l'Uruguay a répondu que la Loi sur le travail ne faisait pas de différence entre le traitement réservé aux étrangers et celui réservé aux Uruguayens. Pour ce qui était de l'augmentation des droits de douane, il s'agissait d'une mesure temporaire; un calendrier avait été établi quant à son élimination progressive. L'augmentation, appliquée à cause du MERCOSUR, n'avait aucune incidence sur les consolidations de l'Uruguay.

102. En réponse aux questions portant sur les subventions, l'intervenante a affirmé que les mesures appliquées par l'Uruguay étaient conformes aux dispositions des Accords de l'OMC. Elle a fait allusion au régime d'admission temporaire, selon lequel les importations de matières premières devant être transformées en produits destinés à l'exportation étaient exemptées des droits d'importation; le régime d'admission temporaire en Uruguay était contrôlé par divers organismes. Le régime de ristourne était rarement utilisé à cause de l'existence du régime d'admission temporaire. Les deux régimes étaient parfaitement conformes à la règle multilatérale énoncée dans la Liste exemplative.

103. Le représentant de la Hongrie a demandé des précisions sur les impositions à l'importation perçues par la Banque de la République et par le Laboratoire technologique d'Uruguay, qui étaient basées sur la valeur c.a.f. des marchandises importées; l'intervenant avait compris que la ristourne et le remboursement des taxes indirectes ne seraient versés que si la teneur en produits nationaux était d'au moins 20 pour cent.

104. La représentante de l'Uruguay a expliqué que la commission perçue par la Banque de la République était fonction des services fournis; la Banque de la République fournissait des services de soutien et des services statistiques aux douanes. Pour ce qui était de la ristourne et du remboursement des taxes indirectes, il n'y avait aucune prescription relative à la teneur en produits nationaux, mais seulement une prescription visant à promouvoir la valeur ajoutée. Les deux régimes n'étaient guère utilisés en Uruguay. Le régime d'admission temporaire l'était plus fréquemment parce qu'il autorisait l'admission en franchise des marchandises importées; dans le cas du régime de ristourne, les taxes étaient payées à l'importation et remboursées lors de l'exportation.

105. Le représentant des États-Unis a fait remarquer que le Décret n° 567/94 ne prévoyait pas de base pour une autre évaluation et qu'il donnait seulement les critères de non-utilisation de la valeur transactionnelle dans le cas de marchandises d'occasion, l'un de ces critères étant le fait qu'il n'y avait pas vente immédiate avant l'importation de la marchandise. Or, ce critère ne permettait pas de rejeter la valeur transactionnelle, selon l'Accord sur l'évaluation en douane. L'intervenant a demandé s'il était prévu qu'une fois que la période de transition serait terminée, ce décret serait modifié ou remplacé. Il a exprimé une certaine réticence vis-à-vis de la commission perçue par la Banque de la République, du fait que les commissions basées sur la valeur *ad valorem* pouvaient être équivoques; l'intervenant a également fait remarquer que les services étaient fournis à l'importateur et non aux autorités publiques.

106. La représentante de l'Uruguay a répondu qu'une fois la période de transition terminée, l'Uruguay modifierait sa législation pour la rendre conforme à l'Accord sur l'évaluation en douane. Pour ce qui était de la Banque de la République, la délégation avait déjà apporté les précisions requises.

### iii) Questions sectorielles

107. Le représentant de l'Uruguay a abordé la question du mécanisme de fixation des prix des produits laitiers. Pendant de nombreuses années, l'Uruguay avait appliqué un régime de soutien à la production de lait afin de garantir un prix spécifique aux petits producteurs de lait; l'Uruguay étant un

pays exportateur de lait, son secteur laitier était sensible aux facteurs extérieurs. L'intervenant a ajouté que cette mesure avait été notifiée à l'OMC et qu'elle était parfaitement conforme aux prescriptions relatives aux mesures globales du soutien.

108. Pour ce qui était de la Loi sur la promotion industrielle et de "l'intérêt national", l'intervenant a exposé les critères utilisés pour déterminer si une entreprise était "d'intérêt national". La Banque de la République était une banque de développement qui fournissait des prêts à différents secteurs de l'économie d'une manière transparente.

109. En ce qui avait trait au régime du prix minimal à l'exportation, le nombre de produits soumis à un prix minimal à l'exportation avait diminué depuis 1995; l'Uruguay s'était engagé à éliminer cet instrument. Celui-ci devait éventuellement être remplacé par des mécanismes de défense commerciale et par des sauvegardes établis dans le cadre du Cycle d'Uruguay. L'intervenant a expliqué en détail le fonctionnement du régime, y compris la façon dont le prix minimal à l'exportation était déterminé dans le cas des vêtements, soit au moyen d'une matrice intrants-extrants.

110. L'Uruguay avait notifié une mesure appliquée dans le secteur automobile comme mesure concernant les investissements et liée au commerce. Cette mesure visait à favoriser l'importation d'automobiles au moyen d'une réduction des droits appliqués lorsque les automobiles ou les pièces, conformes aux prescriptions énoncées dans le règlement, étaient destinées à l'exportation. Au sein du MERCOSUR, les membres étaient en train de négocier un régime commun pour le secteur automobile.

111. Au sujet du secteur des services, la contribution des services financiers au PIB n'avait pas diminué, pas plus que les dépôts venant de l'étranger. En ce qui concernait les taux d'intérêt, ceux-ci variaient selon le type de prêt. L'Uruguay a connu une crise financière en 1965; à cette époque, une loi avait été adoptée pour interdire l'établissement de nouvelles institutions financières, sauf dans le cas de fusion de banques existantes. Cette interdiction a été levée en 1981 par une loi qui statuait que le nombre annuel de banques autorisées à ouvrir ne pouvait pas être de plus de 10 pour cent du nombre des banques existantes l'année précédente. Cette disposition visait à éviter qu'une expansion rapide du système bancaire rende plus difficile le contrôle exercé par la Banque centrale. En 1992, l'Uruguay avait envisagé de supprimer cette limite, mais ne l'avait finalement pas fait par mesure de prudence.

112. Le secteur de l'assurance était ouvert aux investisseurs étrangers. Ce marché avait montré un certain dynamisme après l'élimination du monopole; l'Uruguay n'envisageait pas d'abolir le monopole en matière d'assurance contre les accidents du travail et d'assurance des entreprises publiques. Les compagnies d'assurance devaient être des sociétés anonymes uruguayennes.

113. Il n'était pas envisagé de privatiser l'Administration nationale des télécommunications qui a le monopole des services de télécommunication. Néanmoins, les services à valeur ajoutée et les services de téléphonie cellulaire étaient fournis par des entreprises privées. Une liste détaillée des entreprises privées offrant ces divers services avait été fournie. D'autres entreprises avaient présenté des demandes de licence pour fournir des services de transmission de données.

114. Il n'y avait aucune restriction visant les étrangers qui souhaitaient fournir ou exploiter des services portuaires quels qu'ils soient en Uruguay; cependant, les entreprises appartenant à des étrangers devaient être constituées en sociétés anonymes en Uruguay. Plus d'une centaine d'entreprises fournissaient des services dans le port de Montevideo. La Loi sur les ports énonçait les prescriptions que devaient respecter les entreprises pour exercer des activités portuaires; aucune prescription particulière ne s'appliquait aux entreprises appartenant à des étrangers. L'Administration nationale des ports supervisait les ports.

115. Une définition détaillée des services personnels a été donnée. Au sujet des services professionnels, il a été souligné que les fournisseurs étrangers n'étaient visés par pratiquement aucune restriction.

116. Le deuxième présentateur a fait remarquer que l'Uruguay n'avait appliqué aucune mesure antidumping. Il a demandé quelles étaient les prévisions concernant l'utilisation de telles mesures à l'avenir et il a souhaité avoir le point de vue du gouvernement concernant l'utilisation de telles mesures.

117. Le représentant de l'Uruguay a rappelé que, depuis l'entrée en vigueur de la législation antidumping, deux demandes d'enquête seulement avaient été présentées; ces enquêtes n'étaient pas terminées. L'Exécutif était en train d'élaborer un règlement relatif à l'Accord sur les sauvegardes. Il existait déjà un règlement commun du MERCOSUR en la matière, qui avait été adopté en 1996. Le futur décret relatif aux sauvegardes devait être publié sous peu; un point restait à inclure, soit les disciplines relatives aux pratiques déloyales dans le domaine des subventions. L'Uruguay estimait qu'il n'y avait pas de différence véritable entre les mesures de protection commerciale visant à contrer des mesures telles que les subventions ou les mesures antidumping, et l'octroi de sauvegardes, qui visait plus particulièrement à faciliter les ajustements structurels.

118. Le représentant de l'Union européenne a demandé si la durée d'application du régime de prix minimal à l'exportation avait été prolongée au-delà du 30 septembre 1998 et si le MERCOSUR avait un régime antidumping commun.

119. Le représentant de l'Uruguay a déclaré que des prix minimaux à l'exportation étaient en vigueur, à titre temporaire, depuis le 30 septembre 1998; la durée d'application du régime couvrant sensiblement les même marchandises pourrait être prolongée de deux mois. Il a ajouté que les autorités uruguayennes avaient l'intention de remplacer ce régime par des mesures de défense commerciale. Il a expliqué qu'en 1997, le MERCOSUR avait approuvé un cadre normatif pour l'antidumping et que cette procédure était conforme aux autres dispositions de l'Accord sur l'OMC. Un groupe de travail technique du MERCOSUR était en train d'élaborer un cadre normatif pour les subventions.



## **VII. REMARQUES FINALES DU PRÉSIDENT**

120. Le deuxième examen de la politique commerciale de l'Uruguay a été effectué par l'Organe d'examen des politiques commerciales les 23 et 25 novembre 1998. Les remarques suivantes, faites sous ma seule responsabilité, visent à résumer les points essentiels de la discussion et ne sauraient constituer un rapport complet, lequel figurera dans le compte rendu de la réunion.

121. La discussion a porté sur trois thèmes principaux: i) le contexte économique; ii) la politique et les mesures commerciales; et iii) les questions sectorielles.

### **i) Contexte économique**

122. Les Membres ont félicité l'Uruguay pour les réformes économiques et structurelles qu'il a entreprises depuis 1992 et qui ont favorisé une croissance soutenue de l'économie et une réduction importante de l'inflation. La libéralisation de l'économie, réalisée aussi bien unilatéralement que dans le cadre des regroupements régionaux et multilatéraux, avait permis une meilleure affectation des ressources et contribué à accroître les courants commerciaux. Cependant, le chômage avait augmenté et le déficit du compte courant s'était accentué, les importations étant plus importantes que les exportations. Un certain nombre de Membres ont exprimé leur préoccupation quant au niveau du déficit; ils ont demandé si l'appréciation réelle du peso avait eu un quelconque effet et ils ont souhaité avoir des précisions quant à la mesure dans laquelle l'Uruguay dépendait des ressources externes pour financer son compte courant, particulièrement dans le contexte de la crise financière actuelle. Les Membres ont incité l'Uruguay à diversifier ses produits et ses marchés à l'exportation et ils ont demandé quel était le rôle des incitations fiscales à cet égard.

123. Les Membres ont félicité l'Uruguay pour sa réforme du secteur public et pour l'abolition de plusieurs monopoles, mais ils ont souligné que l'intervention de l'État demeurait importante et qu'il n'y avait pas de législation en matière de concurrence. Ils ont pris note avec satisfaction du nouveau règlement relatif à l'investissement adopté par l'Uruguay qui plaçait l'investissement national et l'investissement étranger sur le même pied.

124. Les Membres ont reconnu que le MERCOSUR influait de façon marquée sur l'élaboration de la politique commerciale et de la politique économique de l'Uruguay. Des préoccupations ont été manifestées concernant la convergence vers le Tarif extérieur commun (TEC); la possibilité de détournement des échanges; et l'absence d'un mécanisme régional de gestion de la perception des droits d'importation. Des questions ont également été posées quant à l'état d'avancement des négociations du MERCOSUR avec la Communauté andine et avec l'Union européenne.

125. En réponse, la représentante de l'Uruguay a expliqué que les répercussions sur l'Uruguay des problèmes financiers qui secouaient le monde actuellement devaient être minimales. L'aptitude de l'Uruguay à résister aux chocs venant de l'extérieur était le fruit des efforts que le pays avait faits pour accroître sa compétitivité en réduisant les taxes et les impositions publiques, en adoptant des mesures fiscales prudentes et en intensifiant son intégration au MERCOSUR. Récemment, l'épargne et l'investissement privés avaient augmenté, tandis que l'inflation avait diminué de façon marquée. Le déficit du compte courant était gérable, particulièrement grâce à la réduction du rapport de la dette extérieure au PIB. Le chômage avait augmenté, mais des mesures avaient été prises pour pallier cette situation et une amélioration était sur le point de se faire sentir. Des incitations fiscales étaient offertes aux secteurs de la foresterie, du tourisme et de la fabrication, mais les éventuelles baisses des recettes tirées des taxes directes étaient largement compensées par l'augmentation des recettes résultant de l'expansion de l'activité économique.

126. L'intervenante a donné des détails sur la libéralisation au sein du MERCOSUR. Le MERCOSUR avait approuvé un certain nombre de mesures commerciales communes, notamment des

sauvegardes et des mesures antidumping. Un Code douanier commun et des procédures douanières étaient en cours d'élaboration; des règles relatives à la protection du consommateur et aux marchés publics faisaient l'objet de négociations. Des négociations étaient également en cours concernant les engagements en matière de libéralisation du commerce des services. L'Uruguay n'avait pas de législation réglementant explicitement la concurrence ni d'organisme spécialisé à cet égard, mais des discussions étaient tenues au sein du MERCOSUR sur le sujet. En ce qui concernait les incitations prévues dans la nouvelle loi sur l'investissement, l'Uruguay avait adopté un règlement qui devait être mis à la disposition du Secrétariat de l'OMC.

127. La diversification des courants commerciaux, notamment avec l'Argentine et le Brésil, avait réduit la dépendance de l'Uruguay vis-à-vis des marchés d'exportation européens. Dans la ligne d'un régionalisme ouvert et de la libéralisation multilatérale, l'Uruguay et ses partenaires du MERCOSUR avaient signé des accords de libre-échange avec la Bolivie et le Chili, et participaient à des initiatives entreprises avec la Communauté andine, le Canada, le Marché commun centraméricain, l'Union européenne et la Zone de libre-échange des Amériques.

## **ii) Politique et mesures commerciales**

128. Les Membres ont pris note avec satisfaction de la libéralisation du commerce en Uruguay et, en particulier, de l'abaissement des droits appliqués dans le cadre du MERCOSUR. Toutefois, le calendrier de convergence vers le TEC était complexe. Plusieurs Membres ont remis en question le bien-fondé de la récente augmentation de 3 points de pourcentage appliquée au TEC à titre temporaire, soulignant que celle-ci avait donné lieu à un dépassement des droits consolidés dans certains cas. Des questions ont également été posées au sujet de la base de données intégrée, des commissions pour services fournis à l'importation, et de la conformité entre les droits d'accise et les obligations relatives au traitement national.

129. Les Membres ont félicité l'Uruguay pour avoir simplifié les procédures douanières. Des questions ont été posées concernant les procédures d'évaluation en douane, les règles d'origine préférentielles, l'utilisation des normes internationales, la préférence pour les produits nationaux dans les marchés publics et l'adhésion éventuelle de l'Uruguay à l'Accord sur les marchés publics.

130. L'Uruguay a également été félicité pour avoir supprimé les taxes à l'exportation dans tous les domaines, sauf un. Plusieurs questions ont été posées au sujet des incitations et des subventions à l'exportation, de même que des obstacles auxquels devaient faire face les exportateurs uruguayens. Des questions ont porté sur l'état de la législation relative aux droits de propriété intellectuelle et sur les efforts faits pour renforcer les moyens de les faire respecter et pour former le personnel judiciaire.

131. En réponse, la représentante de l'Uruguay a rappelé que l'Uruguay avait adopté le Tarif extérieur commun (TEC) du MERCOSUR le 1<sup>er</sup> janvier 1995; les taux du TEC se situaient dans une fourchette de zéro à 20 pour cent. L'augmentation temporaire de 3 points de pourcentage touchant les taux du TEC devait prendre fin le 31 décembre 2000. Les droits de douane appliqués étaient inférieurs aux droits consolidés au titre des Accords de l'OMC, à l'exception d'un petit nombre de lignes tarifaires, situation que l'Uruguay avait l'intention de corriger d'ici le 1<sup>er</sup> janvier 1999. L'Uruguay avait accepté que la liste tarifaire soit incorporée dans la base de données intégrée de l'OMC. D'autres impositions à l'importation étaient basées sur une estimation du coût des services fournis. L'Uruguay avait entrepris de réviser ses règlements afin de garantir que les droits d'accise étaient appliqués d'une manière non discriminatoire.

132. Pour ce qui était de l'évaluation en douane, l'intervenante a souligné que la valeur transactionnelle était utilisée aussi souvent que cela était possible. Des règles d'origine étaient actuellement appliquées au commerce intrarégional du MERCOSUR, mais elles devaient être supprimées une fois que la convergence vers le TEC sera terminée. L'Uruguay n'envisageait pas, pour

le moment, d'adhérer à l'Accord sur les marchés publics. L'utilisation des normes internationales était une pratique courante en Uruguay.

133. L'intervenante a signalé que les exportations de produits agricoles de l'Uruguay se heurtaient à un certain nombre d'obstacles, notamment des crêtes tarifaires et des obstacles non tarifaires; dans un certain nombre de pays, l'accès au marché était en outre faussé en raison de l'octroi de subventions. L'Uruguay imposait des taxes à l'exportation dans le cas d'un seul produit; leur élimination était tributaire des négociations tenues au sein du MERCOSUR. En ce qui concernait les subventions, les concessions offertes à l'industrie automobile avaient été notifiées à l'OMC. L'Uruguay appliquait un régime d'admission temporaire et de ristourne de droits d'importation d'une manière conforme à ses obligations découlant de l'OMC. L'Uruguay avait mis en œuvre dernièrement une nouvelle législation relative aux marques de fabrique et de commerce; des projets de loi sur le droit d'auteur et les brevets avaient été déposés au Parlement. L'Uruguay avait entrepris de régler le problème que posait l'observation des droits de propriété intellectuelle, notamment les atteintes aux droits en matière de marques de fabrique ou de commerce et au droit d'auteur.

### iii) Questions sectorielles

134. Les Membres ont félicité l'Uruguay pour les résultats de son secteur agricole, mais ils ont posé des questions au sujet du mécanisme d'établissement du prix du lait et de ses effets sur les exportations. Des éclaircissements ont été demandés concernant les critères utilisés pour accorder des incitations au titre de la disposition relative à "l'intérêt national" de la Loi sur la promotion industrielle. Des questions ont également été posées au sujet du régime de prix minimal à l'exportation appliqué aux textiles et aux vêtements, et du régime commun pour le secteur automobile. Pour ce qui était des services, les Membres ont applaudi à la libéralisation du secteur en Uruguay et ils ont souhaité une plus grande participation du secteur privé. Des questions ont été posées concernant des aspects spécifiques des services, notamment la contribution des services financiers au PIB et les écarts importants entre les taux d'emprunt et les taux de prêt; la promotion de la concurrence, en particulier dans le domaine des télécommunications de base; la présence commerciale dans les services portuaires; et les incitations offertes au secteur du tourisme.

135. La représentante de l'Uruguay a expliqué le mécanisme d'établissement du prix du lait et clarifié les objectifs et la nature du régime de contingentement et des contrôles de qualité. À titre de banque de développement, la Banque de la République accordait des prêts d'une manière transparente. L'intervenante a fourni des détails concernant les critères relatifs à "l'intérêt national" conformément à la Loi sur la promotion industrielle, et concernant l'application du régime de prix minimal à l'exportation. Depuis 1995, ce régime s'appliquait seulement au sucre et aux textiles; il devrait, ultérieurement, être remplacé par les mécanismes de défense commerciale et de sauvegarde établis dans le cadre du Cycle d'Uruguay. L'Uruguay avait notifié une mesure concernant les investissements et liée au commerce appliquée dans l'industrie automobile; les pays du MERCOSUR étaient en train de négocier un régime commun pour le secteur automobile.

136. Au sujet des services financiers, l'intervenante a signalé l'importance constante du secteur dans le PIB, l'augmentation des dépôts bancaires effectués par des non-résidents et le fait que les entreprises avaient accès à des prêts à des taux d'intérêt très compétitifs. La prescription selon laquelle le nombre de banques autorisées à ouvrir ne pouvait pas être de plus de 10 pour cent du nombre des banques existantes l'année précédente avait été maintenue par mesure de prudence. Le secteur de l'assurance était ouvert à l'investissement étranger, mais il n'était pas envisagé d'abolir le monopole de l'État en matière d'assurance contre les accidents du travail et d'assurance des entreprises publiques. Il n'était pas davantage envisagé d'abolir le monopole exercé par l'Administration nationale des télécommunications dans le domaine des télécommunications de base, quoique l'investissement privé soit possible dans le domaine des services à valeur ajoutée. Aucune restriction n'était imposée à la participation du secteur privé dans le domaine des services portuaires et les

entreprises étrangères constituées en sociétés en Uruguay bénéficiaient du même traitement que les entreprises nationales. Il n'y avait pour ainsi dire aucune restriction touchant les professionnels de nationalité étrangère.

### *Conclusions*

137. En conclusion, je dirai que l'Organe d'examen des politiques commerciales a bien accueilli le vaste programme de réformes structurelles mis en œuvre par l'Uruguay et a été sensible, notamment, aux importants progrès réalisés par ce dernier en ce qui concerne la libéralisation de son commerce et la réforme de son secteur public. Les délégations ont apprécié l'engagement et la participation de l'Uruguay dans le système commercial multilatéral et se sont montrées convaincues que l'Uruguay continuerait, comme par le passé, à jouer un rôle de premier plan et très constructif lors des négociations futures. Les Membres ont encouragé l'Uruguay à poursuivre la libéralisation de son économie de façon à en consolider la base et ainsi favoriser une croissance soutenue de son économie et une plus grande diversification de ses produits et de ses marchés d'exportation. J'ajouterai que les Membres ont vu que la libéralisation des échanges au sein du MERCOSUR était de nature à renforcer le système commercial multilatéral.

## ANNEXE I

### QUESTIONS ÉCRITES COMMUNIQUÉES À L'AVANCE

#### QUESTIONS DE L'AUSTRALIE

L'Australie se réjouit des progrès considérables que l'Uruguay a accomplis sur le plan de la libéralisation unilatérale de son commerce et des réformes économiques. En 1998, la moyenne non pondérée des taux appliqués était descendue à 12,2 pour cent, même si les plafonds des taux consolidés étaient toujours de 55 pour cent et de 35 pour cent, respectivement, pour les produits agricoles et pour les produits manufacturés. Conformément à ses engagements, l'Uruguay est en train de parachever l'élimination de la plupart de ses droits de douane visant ses partenaires du MERCOSUR. Par ailleurs, l'Australie relève que l'Uruguay a fait état du maintien de son engagement en faveur de la libéralisation des échanges; nous serions heureux d'en savoir plus long sur les plans précis que l'Uruguay entend mettre en œuvre concernant les droits consolidés, les droits appliqués et les mesures non tarifaires pour poursuivre la libéralisation de son commerce.

L'Uruguay étant un pays en développement tributaire de l'exportation de ses produits agricoles, les réformes économiques qu'il a réalisées ont fortement contribué à améliorer la compétitivité des producteurs et celle des entreprises de transformation des aliments. L'Uruguay a-t-il réussi à gagner un accès suffisamment grand aux marchés internationaux pour optimiser les avantages dus à sa compétitivité accrue sur les marchés mondiaux? Dans quelle mesure les obstacles aux exportations uruguayennes et les distorsions du marché international influent-ils sur la position qui sera celle de l'Uruguay au prochain cycle des négociations de l'OMC relatives à l'agriculture?

Nous constatons que l'Uruguay a rejeté à un certain nombre d'occasions les propositions visant à éliminer les allègements fiscaux pour les marchandises exportées. L'Uruguay pourrait-il exposer les raisons de ces rejets et ses intentions futures relativement aux allègements fiscaux?

En tant que signataire de l'Accord général sur le commerce des services, l'Uruguay a fait de grands progrès au chapitre de la libéralisation de son commerce des services dans une variété de domaines. L'Australie aimerait avoir une indication des intentions de l'Uruguay pour ce qui est d'inclure les services professionnels dans son vaste programme de libéralisation des ports.

Nous avons relevé que l'Uruguay s'est engagé à privatiser les services maritimes. Nous avons notamment constaté que l'Uruguay privatisera sous peu un port. L'Australie aimerait connaître les intentions éventuelles du gouvernement uruguayen relativement à la privatisation des autres ports?

Pour ce qui est de la fourniture de services portuaires:

- a) Un exploitant étranger doit-il satisfaire à des critères particuliers, par exemple, relativement à la délivrance d'une licence, à l'emploi ou à l'investissement?
- b) Les prescriptions sont-elles différentes dans le cas d'exploitants nationaux qui fournissent les mêmes services?

L'Uruguay pourrait-il expliquer les liens entre les accords commerciaux régionaux et multilatéraux qu'il a conclus et donner des précisions, plus particulièrement, sur le MERCOSUR, la Zone de libre-échange des Amériques et les éventuelles négociations entre le MERCOSUR et l'Union européenne? De quelle manière l'Uruguay entend-il garantir que les initiatives régionales et bilatérales appuient le processus de libéralisation du commerce multilatéral et renforcent le système commercial multilatéral?

La crise financière mondiale aura-t-elle une incidence sur l'élimination de la protection douanière visant l'importation de produits jugés sensibles actuellement exclus du Tarif extérieur commun du MERCOSUR, protection qui devait initialement être éliminée à la fin de 1999?

## **QUESTIONS DU CANADA**

### ***Rapport du Secrétariat (WT/TPR/S/50)***

#### ***Protection de la propriété intellectuelle***

Au paragraphe 157, sous-section vi), section 4) du chapitre III du rapport du Secrétariat, il est indiqué que l'Uruguay a pris une résolution, après la ratification de l'Accord sur les ADPIC, afin de pouvoir respecter l'obligation formulée à l'article 70:8 de l'Accord. La note 221, qui accompagne ce passage, correspond précisément à l'article 70:8 a). Comme l'article 70:9 renvoie à l'article 70:8 a), pourquoi n'est-il pas fait mention de l'application par l'Uruguay de l'article 70:9?

Comment l'Uruguay applique-t-il l'article 70:9?

#### ***Télécommunications***

Au chapitre IV, section 4), sous-section c), paragraphes 92 et 93 du rapport du Secrétariat, il est indiqué que, bien que les services de télécommunication de base demeurent un monopole d'État (entre les mains de l'Administration nationale des télécommunications), certains services peuvent être fournis par des entreprises privées locales ou étrangères, notamment les services de téléphone mobile cellulaire, l'accès à Internet et d'autres services à valeur ajoutée. Il n'y a pas d'organisme de réglementation indépendant responsable des pratiques dans ce secteur; par ailleurs, aucun registre n'est tenu des entreprises étrangères travaillant dans le secteur. Pourriez-vous communiquer le nombre et l'origine des entreprises étrangères qui fournissent de tels services?

## **QUESTIONS DE LA COLOMBIE**

Veuillez également commenter l'affirmation contenue dans le rapport du Secrétariat selon laquelle "la perte de compétitivité de l'Uruguay vis-à-vis de ses partenaires de pays tiers a entraîné une augmentation et une concentration des échanges avec les partenaires du MERCOSUR" (chapitre I, paragraphe 27).

Veuillez commenter l'affirmation contenue dans le rapport du Secrétariat selon laquelle les incitations fiscales "sont une des caractéristiques principales de la politique économique uruguayenne. En plus des effets qu'elles peuvent avoir sur l'affectation des ressources et sur la productivité, ces incitations ont un impact négatif sur la situation budgétaire de l'État: elles réduisent l'épargne, creusent le fossé entre épargne et investissement et accentuent le déficit" (chapitre I, paragraphe 14).

Quel est le volume des échanges touchant les neuf produits pour lesquels le taux appliqué est supérieur au taux consolidé (tableau III.3)?

Le sous-secteur des services personnels est le deuxième en importance dans le secteur des services, après les services financiers. Quels types de services font partie du sous-secteur des services personnels?

Veuillez expliquer l'affirmation contenue dans le rapport du Secrétariat selon laquelle "le recul [de la part] du sous-secteur des services financiers [dans le PIB] témoigne peut-être d'un déclin du rôle traditionnel de l'Uruguay en tant que centre financier de la région" (chapitre IV, paragraphe 67).

Veuillez expliquer l'affirmation contenue dans le rapport du Secrétariat selon laquelle "les banques publiques comme les banques privées sont peu performantes" et "ce manque d'efficacité se traduit par des taux d'intérêt élevés et par des marges importantes entre les taux d'emprunt et les taux de prêt".

## QUESTIONS DE L'UNION EUROPÉENNE

L'Union européenne comprend que la convergence vers le TEC entraînera, dans certains cas, l'application de taux de droit supérieurs aux taux antérieurement consolidés par l'Uruguay. L'Uruguay pourrait-il préciser à quel moment il a notifié ou va notifier les nouveaux taux consolidés pour les produits en question? L'Uruguay pourrait-il également expliquer quand et selon quelles modalités il a l'intention de négocier une compensation appropriée pour les Membres de l'OMC défavorisés par ces mesures?

L'Uruguay pourrait-il préciser où l'on peut trouver la liste des produits visés par cette augmentation additionnelle "temporaire" et indiquer quand cette mesure est sensée être éliminée?

L'Uruguay envisage-t-il d'adopter des règles relatives à la concurrence et, notamment, de mettre sur pied un organisme indépendant en la matière? Le Protocole du MERCOSUR relatif à la concurrence prévoit-il de telles mesures?

L'Uruguay envisage-t-il d'adhérer à l'Accord sur les technologies de l'information? Si oui, quand? Sinon, quelle est la raison de cette réticence?

L'Uruguay envisage-t-il d'adhérer à l'Accord de l'OMC sur les marchés publics? Si oui, quand? Le groupe spécial chargé de mettre au point un régime commun de marchés publics pour le MERCOSUR s'efforcera-t-il de rendre ce régime compatible avec l'Accord de l'OMC sur les marchés publics?

L'Uruguay n'a pas encore contribué à alimenter la Base de données intégrée de l'OMC alors qu'il aurait dû commencer à le faire en décembre 1997. Quand l'Uruguay a-t-il l'intention de s'acquitter de ses obligations à cet égard? Il convient de rappeler que la majorité, voire la totalité, des données tarifaires et des données relatives aux importations devant être versées dans la base de données intégrée ont déjà été fournies au Secrétariat de l'OMC pour les fins de l'examen de la politique commerciale. L'Uruguay pourrait-il autoriser le Secrétariat de l'OMC à verser ces données dans la Base de données intégrée?

L'Uruguay envisage-t-il de modifier la commission perçue par la Banque de la République pour les services relatifs aux procédures d'importation afin que les taux imposés soient essentiellement basés sur le service fourni plutôt que sur la valeur c.a.f. des marchandises importées?

Quelles sont les conclusions de l'Uruguay quant à son expérience en matière de transport de marchandises en transit conformément à la Convention douanière relative au transport international de marchandises? Ce régime donne-t-il lieu à un niveau élevé de fraude? Le cas échéant, quelles mesures sont prises pour contrer la fraude?

Étant donné la complexité du calendrier de convergence et les nombreuses listes d'exceptions présentées aux pages 33 à 39 du rapport du Secrétariat, il est très difficile d'évaluer le niveau des droits de douane effectivement appliqués par l'Uruguay. L'Uruguay pourrait-il fournir une matrice indiquant année après année (de 1995 à 2006) les taux (TEC, TEC + 3 pour cent, ou taux visant les produits de la liste nationale bénéficiant d'un régime d'exception) applicables à chacune des catégories de produits correspondant aux diverses annexes répertoriées dans le tableau III.1, à la page 36 du rapport du Secrétariat? L'Uruguay pourrait-il également indiquer si son tarif douanier et les sept

annexes qui le complètent sont disponibles en format électronique et, le cas échéant, préciser de quelle manière on peut avoir accès à ces fichiers?

Le rapport du Secrétariat n'indique pas clairement de quelle manière est organisée la circulation des marchandises en provenance de pays tiers au sein du MERCOSUR une fois que les marchandises ont été dédouanées dans l'un des pays membres ni de quelle manière la double imposition est évitée. L'Uruguay pourrait-il donner des précisions?

Les "règles d'origine (préférentielles) du MERCOSUR" sont-elles applicables à toutes les marchandises échangées par les pays membres, y compris celles qui sont déjà assujetties au Tarif extérieur commun dans les quatre pays? Ces règles seront-elles maintenues une fois que le Tarif extérieur commun aura été adopté pour tous les produits dans les quatre pays membres, ou seront-elles remplacées par un régime de libre circulation?

L'Union européenne (Espagne) voudrait savoir pourquoi l'Uruguay interdit l'importation de jambon non désossé.

Nous ne croyons pas que cette prohibition soit justifiée scientifiquement étant donné que les entreprises exportatrices respectent le temps de fumaison exigé pour garantir la salubrité des aliments.

## **QUESTIONS DE HONG KONG, CHINE**

### ***Rapport du Secrétariat (WT/TPR/S/50)***

#### ***Enregistrement, documents et règles d'origine***

Il est indiqué dans le rapport du Secrétariat que seules les entreprises commerciales, les entreprises industrielles ou les personnes physiques inscrites au Registre des importateurs auprès de la Banque de la République peuvent légalement importer des marchandises en Uruguay. Nous aimerions savoir si leur inscription est assujettie à l'application de restrictions ou de conditions (paragraphe 5 à 11, pages 29 à 31).

#### **Droits de douane et autres droits**

Nous remarquons que, selon les prévisions, la moyenne arithmétique des taux de droit devrait passer de 10,4 pour cent, en 2001, à 11,1 pour cent, en 2006. Nous aimerions savoir si l'Uruguay a l'intention d'abaisser son taux de droit (paragraphe 28 et graphique III.1, page 36).

Nous avons remarqué que le régime du "prix minimal à l'exportation" a été mis en place pour faire contrepoids aux prix mondiaux "anormalement" bas et qu'il couvre un certain nombre de lignes tarifaires, notamment les textiles et les vêtements. À la lumière des règles de l'OMC et compte tenu des nombreuses similarités avec le régime antidumping appliqué par l'Uruguay, nous voudrions savoir pourquoi le régime de prix minimal à l'exportation ne pourrait pas être remplacé par le régime antidumping qui est déjà institutionnalisé en Uruguay. Nous voudrions également savoir si l'Uruguay a l'intention d'accroître la transparence du régime, notamment par la publication d'information sur la fréquence de son utilisation, sur les produits visés et sur l'origine de ceux-ci, ainsi que sur la manière dont les responsables établissent les coefficients spécifiques par lesquels les prix minimaux à l'exportation doivent être multipliés (paragraphe 36 et 37, pages 40 à 41; paragraphes 54 à 58, pages 46 à 47).



### ***Règles relatives à la concurrence***

Nous remarquons que l'Uruguay n'a pas de loi visant à promouvoir la concurrence sur son marché intérieur, ni d'organisme public chargé de surveiller la situation en matière de concurrence. Bien que Hong Kong, Chine estime qu'une loi de la concurrence n'est pas essentielle à toute économie, nous jugeons que la mise en œuvre effective d'une politique de la concurrence est un bon moyen de favoriser l'efficacité de l'économie. Nous souhaiterions donc savoir si l'Uruguay a une telle politique et si le gouvernement uruguayen a l'intention de promouvoir la concurrence sur son marché (paragraphe 169 et 170, page 74).

### ***Services financiers***

Il est indiqué dans la liste des engagements spécifiques de l'Uruguay que la présence commerciale des banques est assujettie à une limite quantitative: le nombre de banques autorisées à ouvrir ne peut augmenter de plus de 10 pour cent d'une année à l'autre. Nous voudrions connaître l'objectif poursuivi par cette restriction. Le gouvernement envisage-t-il d'assouplir cette limite?

Nous avons relevé que la Banque nationale d'assurance a exercé un monopole en matière d'assurance des entreprises publiques ainsi que d'assurance contre les accidents du travail et les maladies professionnelles. Nous voudrions savoir s'il est envisagé de supprimer ce monopole (paragraphe 85, page 105).

L'Uruguay a prévu dans sa liste d'engagements spécifiques que les compagnies d'assurance doivent obligatoirement être des sociétés anonymes uruguayennes pour fournir des services d'assurance automobile, d'assurance maritime, d'assurance aérienne ou d'assurance d'autres modes de transport, et d'assurance fret. Toutefois, le rapport du Secrétariat semble indiquer que la loi correspondante peut s'appliquer à d'autres services d'assurance également. Nous aimerions beaucoup que l'Uruguay clarifie la portée de la loi (paragraphe 89, page 106).

### ***Télécommunications***

Nous avons aussi relevé que les services de télécommunication de base sont le monopole de l'Administration nationale des télécommunications. En 1991, le Parlement a autorisé le gouvernement à démanteler plusieurs monopoles d'État, dont l'Administration nationale des télécommunications. Cependant, la privatisation de cette dernière a suscité une vive opposition. Un référendum a eu lieu en 1992 au terme duquel l'électorat a rejeté le projet. Nous voudrions connaître les intentions de l'Uruguay concernant la privatisation future de l'Administration nationale des télécommunications (paragraphe 92 à 95, pages 107 à 108).

### ***Transport***

Il est indiqué dans le rapport du Secrétariat que les services portuaires ont été privatisés en 1992. Nous aimerions savoir quels sont les critères généraux à satisfaire pour pouvoir obtenir un permis pour offrir des services portuaires et dans quelle mesure la participation d'intérêts étrangers est autorisée (paragraphe 101, page 109).

## **QUESTIONS DU JAPON**

### **Accords régionaux**

Selon le rapport du Secrétariat, le Tarif extérieur commun du MERCOSUR sera pleinement appliqué au plus tard en 2006. Cela est-il conforme au paragraphe 3 du "Mémorandum d'Accord sur l'interprétation de l'article XXIV de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994",

qui stipule que le "délai raisonnable" mentionné au paragraphe 5 c) de l'article XXIV "ne devrait dépasser dix ans que dans des cas exceptionnels" (paragraphe 21, page 23 du rapport du Secrétariat)?

Les accords commerciaux régionaux liant le MERCOSUR et les pays voisins comportent un certain nombre de dispositions qui ne semblent pas conformes à l'article XXIV de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce. Par exemple, l'accord de libre-échange entre le MERCOSUR et le Chili prévoit l'élimination graduelle du tarif douanier interne sur 18 ans, en dépit des dispositions du paragraphe 3 du "Mémoire d'Accord sur l'interprétation de l'article XXIV de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994". Le rapport du Secrétariat fait également état des négociations portant sur la création de la Zone de libre-échange des Amériques (paragraphe 30, page 25).

L'Uruguay pourrait-il confirmer que la Zone de libre-échange des Amériques respecte les Accords de l'OMC, c'est-à-dire que les droits et autres réglementations commerciales restrictives doivent être supprimés pour l'essentiel des échanges sur une période de dix ans au maximum (paragraphe 27 à 30, page 25)?

### ***Enregistrement, documents et règles d'origine***

Il est indiqué dans le rapport du Secrétariat que la Banque de la République perçoit une commission pour les services relatifs aux procédures d'importation et que le taux de celle-ci n'est pas établi en fonction du coût du service, mais d'après la valeur c.a.f. des marchandises importées. L'article VIII:1 a) de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994 porte que "a) Toutes les redevances et impositions de quelque nature qu'elles soient [...] perçues par les parties contractantes à l'importation ou à l'exportation seront limitées au coût approximatif des services rendus". Nous aimerions que l'Uruguay explique de quelle façon les mesures précitées sont conformes aux dispositions de cet article. L'Uruguay a-t-il l'intention de réviser ce régime pour satisfaire aux dispositions de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (paragraphe 11, page 31)?

### ***Droits de douane***

En décembre 1994, l'Uruguay s'est entendu avec ses partenaires du MERCOSUR sur l'adoption d'un tarif extérieur commun (TEC). Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1995, date d'entrée en vigueur du TEC, des droits pouvant aller jusqu'à 20 pour cent sont appliqués aux importations en provenance des pays non membres du MERCOSUR. Même si aucune négociation n'a été tenue concernant l'article XXIV:6 de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce, les taux de droit appliqués à un certain nombre de produits sont supérieurs au taux consolidé de l'Uruguay (paragraphe 19, page 33).

- a) Des négociations relatives à l'article XXIV:6 ont-elles été entamées avec un pays tiers?
- b) Veuillez nous communiquer le calendrier prévu pour les négociations relatives à l'article XXIV:6 de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce et pour la modification de la Liste.

L'Uruguay et d'autres pays du MERCOSUR ont relevé le TEC de 3 pour cent à la fin de 1997. Bien qu'il s'agisse d'une mesure temporaire devant être éliminée l'an prochain, une telle mesure n'est-elle pas contraire à l'esprit de l'article XXIV:4 de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce qui stipule que l'objet d'une union douanière ou d'une zone de libre-échange ne doit pas être "d'opposer des obstacles au commerce d'autres parties contractantes avec ces territoires" (paragraphe 21, page 34)?

### ***Évaluation en douane***

Il est indiqué dans le rapport du Secrétariat que des règlements particuliers établissent de quelle façon la valeur des biens d'équipement, des produits informatiques, du matériel de télécommunication, des véhicules, des moteurs et des autres composants et pièces d'automobiles d'occasion doit être déterminée. Pourriez-vous expliquer de quelle façon la valeur de ces marchandises est déterminée (paragraphe 56, page 47)?

### ***Prohibitions à l'importation***

Il est indiqué au paragraphe 61, page 48 du rapport du Secrétariat, que certains produits font l'objet d'une prohibition à l'importation pour des raisons phytosanitaires et zoosanitaires. Pourriez-vous expliquer, en donnant les lignes tarifaires correspondantes, quels sont les "autres produits de la mer" dont l'importation est prohibée en vertu de la Loi n° 13.833, du 29 décembre 1969 et du Décret n° 521/93 (paragraphe 61, page 48)?

### ***Taxes, impositions et prélèvements à l'exportation***

Pourriez-vous expliquer en termes de lignes tarifaires quels produits agricoles sont assujettis à des taxes et/ou à des redevances à l'exportation (paragraphe 92, page 55)?

### ***Subventions à l'exportation***

Les mesures énumérées ci-après semblent être des subventions à l'exportation prohibées aux termes de l'article 3.1 a) de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires. Veuillez donner le point de vue de l'Uruguay.

- a) Les entreprises qui exportent des véhicules finis ou semi-finis dans le pays, ou des parties de véhicules d'origine nationale, peuvent bénéficier d'un avantage tarifaire, applicable à l'importation de véhicules automobiles assemblés dans le pays d'origine et destinés au marché intérieur (paragraphe 101, page 57).
- b) Les entreprises dont la production est exclusivement destinée à l'exportation sont autorisées dans le cadre du régime d'admission temporaire à importer des intrants sans acquitter de droits de douane (paragraphe 103, page 57).

Les mesures énumérées ci-après semblent être des subventions à l'exportation prohibées aux termes de l'article 3.1 b) de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires. Veuillez donner le point de vue de l'Uruguay.

- a) Il existe un régime spécial au titre duquel les exportations sont exemptées de la TVA, ainsi qu'un mécanisme permettant à un exportateur de se faire rembourser la taxe prélevée sur les intrants de manière à neutraliser l'incidence de cette taxe sur le coût du produit à exporter (paragraphe 105, page 57).
- b) Afin de neutraliser l'incidence des taxes indirectes, celles-ci sont remboursées pour les exportations, mais ce régime ne s'applique que lorsque la valeur c.a.f. des intrants dépasse de 80 pour cent la valeur f.a.b. du produit exporté (paragraphe 106, page 58).
- c) Le système de ristourne permet le remboursement partiel ou total des droits et taxes acquittés pour les produits importés utilisés pour augmenter la valeur ajoutée par l'assemblage ou la préparation des marchandises à exporter. Ce régime s'applique à

toutes les exportations sauf lorsque la valeur c.a.f. des intrants est supérieure à 80 pour cent de la valeur f.a.b. du produit exporté (paragraphe 107, page 58).

### ***Mesures concernant les investissements et liées au commerce***

Dans le secteur automobile, l'Uruguay applique une mesure concernant les investissements et liée au commerce qui a été notifiée à l'OMC en 1995 (paragraphe 142, page 68).

- 1) Cette mesure a-t-elle fait l'objet de modifications depuis sa notification en 1995? Le cas échéant, veuillez également faire état des modifications apportées à d'autres mesures, en précisant la date à laquelle elles ont été faites. Veuillez également exposer la conformité des mesures modifiées avec l'Accord sur les mesures concernant les investissements et liées au commerce.
- 2) Veuillez communiquer le calendrier et expliquer le processus devant être suivis pour éliminer les mesures précitées d'ici le 1<sup>er</sup> janvier 2000.

### ***Droits de propriété intellectuelle***

Il est indiqué dans le rapport du Secrétariat que la Loi sur les marques de fabrique ou de commerce a été modifiée en 1992 afin de mettre en place une procédure destinée à lutter contre le piratage. Pourriez-vous donner des explications sur cette "procédure destinée à lutter contre le piratage" (paragraphe 162, page 72)?

Il est également indiqué dans le rapport que l'application de cette procédure, et des normes spéciales d'examen, par une unité spéciale antipiratage au sein de l'Office des brevets et des marques de fabrique ou de commerce semble avoir été couronnée de succès. Pourriez-vous donner des détails sur la compétence et les activités de cette "unité spéciale antipiratage"?

### ***Politique de la concurrence***

Le rapport du Secrétariat souligne que l'Uruguay n'a pas de loi visant à promouvoir la concurrence sur le marché intérieur ni d'organisme public chargé de surveiller la situation en matière de concurrence (paragraphe 169, page 74).

- 1) L'Uruguay a-t-il l'intention d'adopter une loi sur la concurrence dans un proche avenir? Le cas échéant, pourriez-vous en préciser le calendrier?
- 2) Quels effets l'Uruguay s'attend-il à ce que le Protocole du MERCOSUR relatif à la concurrence ait sur sa législation et sur la mise en application de sa Loi sur la concurrence?

### ***Tourisme***

Il est indiqué dans le rapport du Secrétariat que le secteur touristique a droit aux incitations, y compris aux exonérations fiscales et aux exemptions de droit, prévues par la Loi de 1974 sur la promotion industrielle. Pourriez-vous préciser à quelles prescriptions les fournisseurs de service doivent répondre pour pouvoir bénéficier de ces incitations (paragraphe 111, page 112)?

## **QUESTIONS DE LA NOUVELLE-ZÉLANDE**

### ***Rapport du Secrétariat (WT/TPR/S/50)***

#### ***Cadre et objectifs de la politique commerciale***

##### ***Politique commerciale***

Nous avons relevé que le programme de convergence vers le Tarif extérieur commun du MERCOSUR de l'Uruguay pourrait avoir pour effet de détourner les échanges. L'Uruguay et ses partenaires du MERCOSUR envisagent-ils de prendre des mesures pour surmonter ce danger (chapitre II 1), paragraphe 25, page 24)?

Enfin, nous avons remarqué que les négociations du MERCOSUR et de la Communauté andine en vue de conclure un accord de libre-échange n'ayant pas encore abouti, l'application des accords bilatéraux signés antérieurement par les pays du MERCOSUR au titre de l'Association latino-américaine d'intégration a été prolongée jusqu'en septembre 1998. Cette date est passée. L'Uruguay pourrait-il faire rapport sur l'état d'avancement des négociations relatives à l'accord de libre-échange entre le MERCOSUR et la Communauté andine (chapitre II 1), paragraphe 29, page 25)?

L'Uruguay pourrait-il également faire rapport sur l'état d'avancement des négociations entre le MERCOSUR et l'Union européenne qui, selon le rapport du Secrétariat, doivent se dérouler en trois phases (chapitre II 1), paragraphe 29, page 25)?

##### ***Investissement étranger direct***

Nous remarquons que l'Uruguay a un régime d'incitations à l'investissement, au titre duquel les entreprises intéressées doivent soumettre une demande à la Commission d'application qui conseille l'Exécutif quant à l'opportunité d'accorder des incitations à l'entreprise requérante. Quelles mesures l'Uruguay a-t-il mises en place dans le cadre de cette procédure de prise de décisions (chapitre II 2), paragraphe 38, page 27)?

#### ***Politique et pratiques commerciales – Analyse par mesure***

##### ***Mesures agissant directement sur les importations***

##### ***Enregistrement, documents et règles d'origine***

Pourquoi l'Uruguay a-t-il offert des incitations fiscales, par exemple, dans les secteurs de la foresterie et du tourisme (chapitre III 2), paragraphe 12, page 31)?

L'Uruguay pourrait-il expliquer le lien entre le concept de teneur en produits nationaux et le remboursement des taxes indirectes (chapitre III 2), paragraphe 15, page 32)?

##### ***Droits de douane***

Nous avons relevé que, depuis décembre 1997, l'Uruguay applique une augmentation temporaire de 3 points de pourcentage des taux du Tarif extérieur commun (TEC) du MERCOSUR devant être supprimée le 31 décembre 2000. Nous avons également noté que l'Uruguay admettait des exceptions à l'application de cette augmentation. L'Uruguay maintiendra-t-il ces exceptions et a-t-il l'intention de supprimer cette augmentation temporaire des droits plus tôt que prévu si la conjoncture économique le permet (chapitre III 2), paragraphe 21, page 34)?

Nous avons également relevé qu'il n'y a actuellement aucun mécanisme pour gérer la perception des droits du Tarif extérieur commun du MERCOSUR. Cette lacune pourrait donner lieu à une double imposition, même si cela ne se produit pas de façon courante dans la pratique. Quand les pays du MERCOSUR prévoient-ils mettre en œuvre un mécanisme de gestion de la perception des droits du Tarif extérieur commun (chapitre III 2), paragraphe 22, page 34)?

### ***Mesures agissant sur la production et le commerce***

#### ***Arrangements en matière de prix et de commercialisation***

Nous avons remarqué qu'il existe encore en Uruguay un mécanisme de soutien des prix du lait fondé sur des arrangements en matière de contrôle des prix et de commercialisation. L'Uruguay a-t-il des dispositions qui prévoient la révision de ces arrangements (chapitre III 4), paragraphe 123, page 62; chapitre IV 2), paragraphe 11, page 81)?

#### ***Normes et autres prescriptions techniques***

Nous constatons que l'Uruguay accepte généralement les normes et les spécifications internationales, sauf si celles-ci ne sont pas compatibles avec la technologie nationale et/ou ne tiennent pas compte des facteurs de risques pour le pays. L'Uruguay pourrait-il fournir de l'information sur les cas où les normes internationales n'ont pas été acceptées (chapitre III 4), paragraphes 125 à 127, pages 62 à 63)?

L'Uruguay pourrait-il exposer en détail les procédures conduisant à l'acceptation d'un certificat délivré par les autorités sanitaires dans le pays d'origine pour attester que les prescriptions sanitaires et phytosanitaires sont respectées (chapitre III 4), paragraphe 137, page 66)?

#### ***Politiques commerciales par secteur***

##### ***Services***

Nous avons relevé que les services de télécommunication de base demeurent un monopole d'État en Uruguay, bien que la concurrence existe dans un certain nombre de secteurs. L'Uruguay envisage-t-il d'ouvrir tout le secteur des télécommunications à la concurrence (chapitre IV 4), paragraphe 92, page 107)?

## **QUESTIONS DES ÉTATS-UNIS**

### ***Droits de douane***

Nous avons compris qu'à la suite de l'augmentation de 3 points de pourcentage des droits appliqués au titre du MERCOSUR survenue à la fin de 1997, neuf produits ont maintenant des taux de droit supérieurs aux taux consolidés correspondants. L'Uruguay pourrait-il confirmer si les droits visant ces produits sont toujours supérieurs aux taux consolidés? Le cas échéant, quand l'Uruguay rendra-t-il ces droits conformes à ses engagements découlant de l'OMC?

Il est indiqué dans le rapport du Secrétariat que 117 lignes tarifaires, englobant le sucre, les textiles et les vêtements, sont toujours soumises au régime du prix minimal à l'exportation. Comment fonctionne ce régime? Quels sont les autres produits qui y sont soumis?

### ***Procédures douanières et évaluation en douane***

De façon générale, quand la Direction nationale des douanes ordonne-t-elle une enquête pour déterminer la valeur des marchandises importées? Nous avons constaté que la Direction nationale des douanes impose des frais d'inspection. Dans le cas des marchandises non soumises à une inspection, la vérification de la documentation donne-t-elle lieu à l'imposition de frais? Quel est le montant, ou le taux, des frais perçus au titre de l'inspection de marchandises importées? Ceux-ci sont-ils basés, comme dans le cas de l'examen effectué par Banque de la République, sur la valeur c.a.f. des marchandises importées ou sur la valeur du service fourni?

La Banque de la République (Banco de la República Oriental del Uruguay), qui est une banque commerciale, perçoit une commission pour les services à l'importation. Le taux de cette commission n'est pas établi en fonction du coût du service, mais d'après la valeur c.a.f. des marchandises importées. L'Uruguay pourrait-il expliquer de quelle façon ces commissions d'une banque privée sont administrées? Qui bénéficient de ces revenus et de quelle façon ceux-ci sont-ils déclarés? Il semblerait qu'une telle commission soit imposée dans le cas de certains produits uniquement, tels que le blé. Quels sont les critères utilisés pour déterminer les produits visés par une telle commission? Quels autres produits sont aussi visés par une telle commission? Bien que la Banque de la République soit une banque commerciale, une telle commission ne semble pas conforme à l'article VIII de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce. Quand l'Uruguay prévoit-il rendre cette pratique conforme?

### ***Questions liées à la main-d'œuvre***

Selon ce que nous avons compris, le Conseil consultatif économique et social (organe consultatif) peut faire des recommandations au Groupe du marché commun (organe exécutif du MERCOSUR) concernant les questions liées à la main-d'œuvre et à d'autres aspects sociaux. Si nous avons bien compris le processus, chaque pays fait ses propres recommandations au Groupe du marché commun.

Nous souhaiterions avoir des commentaires sur l'expérience que l'Uruguay a du Conseil consultatif économique et social. Nous aimerions également savoir si, de l'avis de l'Uruguay, cette expérience pourrait être profitable aux Membres de l'OMC étant donné que cette dernière a commencé à se pencher sur ce type de questions. Par exemple, est-on passé par le Conseil consultatif économique et social pour soulever d'éventuelles préoccupations quant à la nécessité de coordonner les mesures relatives à la main-d'œuvre ou d'harmoniser les normes de travail? Est-on passé par le Conseil consultatif économique et social pour débattre des préoccupations quant aux conséquences pour la main-d'œuvre de la Zone de libre-échange des Amériques ou des négociations entre le MERCOSUR et la Communauté andine?

### ***Droits de propriété intellectuelle***

Où en sont les projets de loi relatifs aux brevets et au droit d'auteur? Seront-ils, dans les deux cas, conformes à l'Accord sur les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce (ADPIC)? Quelles sont les chances qu'ils soient adoptés avant les vacances du Congrès cette année? Quelles stratégies le gouvernement entend-il appliquer pour faire adopter une loi sur le droit d'auteur conforme à l'Accord sur les ADPIC?

Quel est le résultat des efforts faits par l'Uruguay pour mettre fin à l'enregistrement spéculatif de marques de fabrique ou de commerce? Les dispositions du projet de loi sur les marques de fabrique ou de commerce prévoyant une période de transition de deux ans pour la mise en œuvre de la nouvelle loi seront-elles conformes à la législation uruguayenne relative aux ADPIC?

Nous aimerions avoir de l'information concernant les efforts faits par l'Uruguay pour renforcer l'observation des droits de propriété intellectuelle, notamment la protection contre le piratage des logiciels, des vidéos et des enregistrements audionumériques.

Quels sont les efforts entrepris par l'Uruguay pour former le personnel judiciaire afin que la législation soit appliquée d'une manière efficace?

### ***Fiscalité***

Il est indiqué dans le rapport du Secrétariat qu'en vertu de la Loi de 1974 sur la promotion industrielle, le gouvernement peut offrir des incitations fiscales pour les secteurs jugés "d'intérêt national". La loi permet une exemption fiscale totale ou partielle, une exonération allant jusqu'à 60 pour cent des cotisations salariales des employeurs, une exonération de l'impôt sur le revenu des sociétés, une exemption des redevances portuaires et autres taxes prélevées sur les importations de matériel industriel nécessaire pour équiper l'entreprise et une exonération des taxes, surtaxes, droits de douane et redevances portuaires pour les marchandises importées nécessaires au lancement d'une nouvelle activité ou au développement d'une entreprise existante.

Comment l'Exécutif détermine-t-il les secteurs jugés "d'intérêt national"? Quels secteurs ont bénéficié des avantages prévus dans la loi et sur quelle base les exemptions ont-elles été consenties?

Le rapport indique également que les petites et les moyennes entreprises peuvent bénéficier, par l'intermédiaire de la Banque de la République, de lignes de crédit préférentielles, financées par des subventions. D'autres banques – la Banco Pan de Azúcar et la Banco La Caja Obrera – offrent également des taux bonifiés à cette catégorie d'entreprises.

Quels sont les critères utilisés pour décider de l'octroi d'une ligne de crédit préférentielle à une entreprise? Quelles industries ont bénéficié de telles lignes de crédit?

Le rapport du Secrétariat indique que l'Uruguay perçoit un droit d'accise, soit la taxe spécifique interne, sur la vente en gros de certains produits nationaux et de produits importés similaires. En outre, la taxe spécifique interne perçue sur les boissons non alcooliques varie en fonction de la teneur en produits nationaux. Par ailleurs, notre industrie est préoccupée du fait que la formule utilisée pour calculer la taxe spécifique interne établit une discrimination vis-à-vis des boissons alcooliques importées puisqu'un prix théorique fixe par litre est attribué à chaque catégorie de produits et que ce prix ne reflète pas fidèlement la valeur commerciale réelle. Enfin, en vertu d'un décret de septembre 1996, les eaux-de-vie distillées font l'objet de contraintes supplémentaires, notamment le paiement préalable intégral de la taxe sur la valeur ajoutée et le paiement préalable de 60 pour cent du droit d'accise.

Ce régime fiscal semble garantir à la branche de production nationale une protection non compatible avec les dispositions de l'article III de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce. Le gouvernement uruguayen a-t-il l'intention de rendre ces taxes conformes à l'article III de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce?

Comment l'Uruguay justifie-t-il le recours à un système de prix fixes pour déterminer le droit d'accise?



Nous comprenons que l'Uruguay exige le paiement préalable de certaines taxes internes. Les eaux-de-vie distillées produites localement sont-elles soumises à la même exigence?

***Intégration régionale***

Où en est l'intégration régionale entreprise dans le cadre du MERCOSUR? Selon vous, quel est l'objectif primordial de ces négociations?

## ANNEXE II

### RÉPONSES AUX QUESTIONS

#### I. CONTEXTE ÉCONOMIQUE

*Situation macro-économique: crise financière mondiale; politique fiscale; chômage; compte courant et mouvements de capitaux.*

##### MEXIQUE

*Si j'ai bien compris, les principales sources d'investissement étranger direct de l'Uruguay sont l'Argentine et le Brésil. Compte tenu du développement économique prévisible dans cette région, quelles conséquences les autorités uruguayennes pensent-elles que celui-ci aura sur l'économie de l'Uruguay en 1999 et par la suite?*

*Il serait intéressant de savoir si la conjoncture économique mondiale difficile a conduit l'Uruguay à modifier les priorités de sa politique économique. Plus précisément, l'Uruguay pourra-t-il continuer de freiner l'inflation en haussant la valeur réelle du peso, alors qu'une telle appréciation a déjà réduit sa compétitivité internationale et aggravé le déséquilibre du compte des opérations avec l'étranger? Nous voudrions savoir si la réforme du régime de sécurité sociale, dont le but semble être d'en accroître la productivité et l'efficacité, prévoit des mécanismes de soutien supplémentaires de quelque ordre pour faire face au nombre accru de chômeurs, en particulier dans le secteur manufacturier, qui est le plus touché.*

##### HONGRIE

*Étant donné qu'actuellement le Marché commun du Sud (MERCOSUR) représente plus de la moitié des exportations de l'Uruguay et que les difficultés économiques qui secouent le monde semblent se répercuter sur cette région et, plus particulièrement, sur les principaux marchés de l'Uruguay, nous souhaiterions vivement connaître les mesures que le gouvernement envisage de prendre, le cas échéant, pour contrer les effets de contagion possibles, notamment les mesures prévues pour éviter une aggravation du déséquilibre de la balance commerciale.*

##### MEXIQUE

*Nous voudrions savoir si la réforme du régime de sécurité sociale, qui vise apparemment à accroître la productivité et l'efficacité, prévoit de nouvelles dispositions de quelque ordre que ce soit pour aider les chômeurs en nombre de plus en plus grand, particulièrement dans le secteur manufacturier, secteur le plus touché.*

*Nous voudrions connaître les estimations officielles les plus récentes et le point de vue des autorités concernant l'incidence sur les finances publiques de la réforme du régime de sécurité sociale entreprise en 1996.*

##### Réponse

De façon générale, la conjoncture économique mondiale n'a pas modifié les priorités de la politique économique de l'Uruguay. Cependant, nous ne pouvons pas faire abstraction de l'incidence des crises qui frappent d'autres parties du monde ni du ralentissement économique que cela peut occasionner. En conséquence, le gouvernement uruguayen se propose de prendre de nouvelles

mesures en vue d'améliorer la compétitivité, essentiellement en allégeant le poids de l'impôt et les charges publiques afin de favoriser une plus grande ouverture.

En particulier, l'Uruguay poursuivra ses efforts, conjointement avec ses quatre partenaires de l'union douanière, pour consolider et élargir l'union douanière.

Principale caractéristique de la politique de stabilisation, le resserrement progressif de la discipline budgétaire s'est traduit par la réalisation concomitante des deux réformes structurelles de base (la réforme de la sécurité sociale et la réforme de l'État) qui, à long terme, devraient favoriser une amélioration durable des finances publiques. Le déficit global du secteur public a diminué de façon régulière, passant de 2,8 pour cent du PIB, en 1994, à 1,4 pour cent, en 1997. Si l'on ne tient pas compte du coût financier des réformes entreprises, le secteur public a réussi à équilibrer sa gestion en 1997. Cette tendance s'est renforcée en 1998, le déficit global étant alors estimé à moins de 1 pour cent, ce qui (si l'on ne tient pas compte du coût des réformes) représente un excédent.

L'Uruguay est d'avis que la ligne directrice du MERCOSUR en matière de commerce est favorable à une libéralisation des échanges. Sur le plan national, l'Uruguay ne s'attend pas à ce que les effets de récession que pourrait entraîner la crise mondiale aient une incidence marquée sur son commerce extérieur, ses importations étant concentrées dans le secteur de l'alimentation. En outre, la politique budgétaire du gouvernement, qui a été renforcée au cours des dernières années, est un instrument crucial pour contrer les effets possibles d'une éventuelle aggravation du déséquilibre de la balance commerciale.

Pour faire face au problème du chômage, l'Uruguay applique les dispositions particulières de la législation en vigueur. Au sujet de la hausse du chômage dont fait état le rapport du Secrétariat, il convient de rappeler que, si la croissance économique est une condition nécessaire dans un contexte de stabilité macro-économique, elle n'est pas une condition suffisante pour créer des emplois parce que les changements apportés à l'appareil de production, la révolution technologique, la restructuration et les changements sociaux modifient les liens directs entre la croissance et la création d'emplois. Toutefois, au dernier trimestre de 1997, la convergence de ces deux facteurs a conduit à la création de 60 000 emplois de plus que l'année précédente, soit une augmentation de 5 pour cent.

***Compétitivité des exportations: taux de change; diversification; incitations (fiscales)***

## **NOUVELLE-ZÉLANDE**

*Pourquoi l'Uruguay a-t-il offert des incitations fiscales, par exemple, dans les secteurs de la foresterie et du tourisme?*

*L'Uruguay pourrait-il expliquer le lien entre le concept de teneur en produits nationaux et le remboursement des taxes indirectes?*

## **COLOMBIE**

*Veillez commenter l'affirmation contenue dans le rapport du Secrétariat selon laquelle les incitations fiscales "sont une des caractéristiques principales de la politique économique uruguayenne. En plus des effets qu'elles peuvent avoir sur l'affectation des ressources et sur la productivité, ces incitations ont un impact négatif sur la situation budgétaire de l'État: elles réduisent l'épargne, creusent le fossé entre épargne et investissement et accentuent le déficit" (chapitre I, paragraphe 14).*

*Veillez également commenter l'affirmation contenue dans le rapport du Secrétariat selon laquelle "la perte de compétitivité de l'Uruguay vis-à-vis de ses partenaires de pays tiers a entraîné une*

*augmentation et une concentration des échanges avec les partenaires du MERCOSUR" (chapitre I, paragraphe 27).*

### **Réponse**

L'Uruguay offre des incitations fiscales dans les secteurs de la foresterie, du tourisme et de la fabrication qui ont très peu d'effets négatifs directs sur les recettes. Il ne faut pas perdre de vue que de tels investissements dans l'économie génèrent aussi des recettes directes et indirectes. En conséquence, les aspects suivants sont d'une importance primordiale: a) incidence de l'accroissement de l'activité forestière sur d'autres secteurs comme la fabrication et les services; b) effets importants sur le niveau de l'emploi des services résultant d'investissements dans le tourisme; c) rôle important de l'investissement dans le cadre de la restructuration en cours du secteur manufacturier et dans le cadre plus général de la libéralisation du commerce.

Pour ce qui est du secteur extérieur, durant les trois dernières années, le compte courant de la balance des paiements a enregistré un déficit se situant dans une fourchette de 1,2 pour cent à 1,6 pour cent. À moyen terme, c'est un niveau viable étant donné que, pendant la même période, la dette extérieure de l'Uruguay a diminué, pour atteindre 14,3 pour cent du PIB, ce qui confirme que le gouvernement a maintenu le cap.

Il convient de souligner que, compte tenu des déséquilibres entre le secteur public et le secteur extérieur et de l'épargne nette résiduelle du secteur privé, le fossé entre épargne et investissement dans ce secteur est en train de se rétrécir. En 1994, l'excédent de l'épargne par rapport à l'investissement était de 0,1 pour cent; il est passé à 0,6 pour cent en 1997. Les transferts publics au profit du fonds de sécurité sociale, qui étaient de 0,8 pour cent en 1997, sont inclus dans l'épargne du secteur privé.

Au cours des dernières années, les programmes de stabilisation ont joué un rôle essentiel dans la politique économique et permis de réaliser de grands progrès à ce chapitre. Cette année, le taux d'inflation annuel devrait se situer entre 8 et 9 pour cent et, en 1999, il devrait être de 5 pour cent. Parallèlement, il y a eu une augmentation marquée de l'investissement privé, comme en témoigne la moyenne cumulative annuelle de la croissance, qui est de 10 pour cent pour les trois dernières années. Cette tendance, de même que l'excédent de l'épargne par rapport à l'investissement dans le secteur privé, reflète une croissance considérable de l'épargne privée attribuable à la croissance économique et à l'application du processus de stabilisation.

En ce qui touche la structure des exportations, une étude chronologique indique qu'au début des années 70, les exportations uruguayennes se composaient de quelques produits seulement, soit la viande de bœuf, le cuir et les peaux et la laine, exportés essentiellement à destination de la Communauté économique européenne, qui achetait 65 pour cent des exportations de l'Uruguay.

Bien que cela puisse paraître étrange aujourd'hui, jusque dans les années 70, l'Argentine et le Brésil étaient des acheteurs modestes de produits uruguayens, les deux pays recevant ensemble moins de 10 pour cent des exportations globales de l'Uruguay. Les changements survenus sur la scène internationale au début des années 70 ont poussé l'Uruguay à diversifier ses marchés et ses produits. En conséquence, entre 1975 et 1976, le pays a conclu des accords bilatéraux avec l'Argentine et le Brésil, si bien que, abstraction faite de quelques cas précis, ces marchés sont maintenant les principaux acheteurs des produits uruguayens.

En 1993, par exemple, les exportations à destination de ces deux pays représentaient 41,5 pour cent des exportations globales de l'Uruguay. Grâce au MERCOSUR, le commerce intrarégional s'est accru régulièrement; il peut être considéré comme une conséquence naturelle du

processus d'intégration. Néanmoins, les échanges avec le reste du monde se sont également accrus dans un contexte de libéralisation du commerce.

***Concurrence intérieure: rôle de l'État; législation en matière de concurrence***

**HONG KONG, CHINE**

*Nous remarquons que l'Uruguay n'a pas de loi visant à promouvoir la concurrence sur son marché intérieur, ni d'organisme public chargé de surveiller la situation en matière de concurrence. Bien que Hong Kong, Chine estime qu'une loi de la concurrence n'est pas essentielle à toute économie, nous jugeons que la mise en œuvre effective d'une politique de la concurrence est un bon moyen de favoriser l'efficacité de l'économie. Nous souhaiterions donc savoir si l'Uruguay a une telle politique et si le gouvernement uruguayen a l'intention de promouvoir la concurrence sur son marché.*

**JAPON**

***Politique de la concurrence (paragraphe 169, page 74)***

*Le rapport du Secrétariat souligne que l'Uruguay n'a pas de loi visant à promouvoir la concurrence sur le marché intérieur ni d'organisme public chargé de surveiller la situation en matière de concurrence.*

- 1) L'Uruguay a-t-il l'intention d'adopter une loi sur la concurrence dans un proche avenir? Le cas échéant, pourriez-vous en préciser le calendrier?*
- 2) Quels effets l'Uruguay s'attend-il à ce que le Protocole du MERCOSUR relatif à la concurrence ait sur sa législation et sur la mise en application de sa Loi sur la concurrence?*

**UNION EUROPÉENNE**

*L'Uruguay envisage-t-il d'adopter des règles relatives à la concurrence et, notamment, de mettre sur pied un organisme indépendant en la matière? Le Protocole du MERCOSUR relatif à la concurrence prévoit-il de telles mesures?*

***Réponse***

L'Uruguay n'a pas d'organisme chargé de surveiller la situation en matière de concurrence et n'envisage pas, pour le moment, d'adopter de loi nationale en la matière.

Bien que le MERCOSUR ait un Protocole relatif à la concurrence, approuvé en 1996 et dûment notifié au Comité des accords commerciaux régionaux de l'OMC, les groupes négociateurs ont entamé des discussions sur les aspects réglementaires du Protocole, notamment sur les points touchant l'organisme de mise en application.

***Régime d'investissement: législation et régime relatifs à l'investissement***

**NOUVELLE-ZÉLANDE**

*Nous remarquons que l'Uruguay a un régime d'incitations à l'investissement, au titre duquel les entreprises intéressées doivent soumettre une demande à la Commission d'application qui conseille l'Exécutif quant à l'opportunité d'accorder des incitations à l'entreprise requérante. Quelles mesures l'Uruguay a-t-il mises en place dans le cadre de cette procédure de prise de décisions?*

### **Réponse**

À ce chapitre, l'Uruguay a réglementé certains aspects de la Loi sur l'investissement, approuvée dernièrement.

Le Secrétariat recevra des copies des décrets d'application de ladite loi (Décrets n° 59/998 et 92/998).

***Accords régionaux et accords commerciaux: arrangements multilatéraux et régionaux; convergence vers le TEC et détournement des échanges; circulation des marchandises en provenance de pays tiers; gestion de la perception des droits; MERCOSUR et Communauté andine; MERCOSUR et Union européenne; MERCOSUR et Zone de libre-échange des Amériques***

### **AUSTRALIE**

*La crise financière mondiale aura-t-elle une incidence sur l'élimination de la protection douanière visant l'importation de produits jugés sensibles actuellement exclus du Tarif extérieur commun du MERCOSUR, protection qui devait initialement être éliminée à la fin de 1999?*

### **NOUVELLE-ZÉLANDE**

*Comment sont réparties les recettes douanières du MERCOSUR?*

### **ÉTATS-UNIS**

*Selon ce que nous avons compris, le Conseil consultatif économique et social (organe consultatif) peut faire des recommandations au Groupe du marché commun (organe exécutif du MERCOSUR) concernant les questions liées à la main-d'œuvre et à d'autres aspects sociaux. Si nous avons bien compris le processus, chaque pays fait ses propres recommandations au Groupe du marché commun.*

*Nous souhaiterions avoir des commentaires sur l'expérience que l'Uruguay a du Conseil consultatif économique et social. Nous aimerions également savoir si, de l'avis de l'Uruguay, cette expérience pourrait être profitable aux Membres de l'OMC étant donné que cette dernière a commencé à se pencher sur ce type de questions. Par exemple, est-on passé par le Conseil consultatif économique et social pour soulever d'éventuelles préoccupations quant à la nécessité de coordonner les mesures relatives à la main-d'œuvre ou d'harmoniser les normes de travail? Est-on passé par le Conseil consultatif économique et social pour débattre des préoccupations quant aux conséquences pour la main-d'œuvre de la Zone de libre-échange des Amériques ou des négociations entre le MERCOSUR et la Communauté andine?*

### **ÉTATS-UNIS**

*Où en est l'intégration régionale entreprise dans le cadre du MERCOSUR? Selon vous, quel est l'objectif primordial de ces négociations?*

### **NOUVELLE-ZÉLANDE**

*Nous avons relevé que le programme de convergence vers le Tarif extérieur commun du MERCOSUR de l'Uruguay pourrait avoir pour effet de détourner les échanges. L'Uruguay et ses partenaires du MERCOSUR envisagent-ils de prendre des mesures pour surmonter ce danger?*

*Nous avons également relevé qu'il n'y a actuellement aucun mécanisme pour gérer la perception des droits du Tarif extérieur commun du MERCOSUR. Cette lacune pourrait donner lieu à une double imposition, même si cela ne se produit pas de façon courante dans la pratique. Quand les pays du MERCOSUR prévoient-ils de mettre en œuvre un mécanisme de gestion de la perception des droits du Tarif extérieur commun?*

*Enfin, nous avons remarqué que les négociations du MERCOSUR et de la Communauté andine en vue de conclure un accord de libre-échange n'ayant pas encore abouti, l'application des accords bilatéraux signés antérieurement par les pays du MERCOSUR au titre de l'Association latino-américaine d'intégration a été prolongée jusqu'en septembre 1998. Cette date est passée. L'Uruguay pourrait-il faire rapport sur l'état d'avancement des négociations relatives à l'accord de libre-échange entre le MERCOSUR et la Communauté andine?*

*L'Uruguay pourrait-il également faire rapport sur l'état d'avancement des négociations entre le MERCOSUR et l'Union européenne qui, selon le rapport du Secrétariat, doivent se dérouler en trois phases?*

## **AUSTRALIE**

*L'Uruguay pourrait-il expliquer les liens entre les accords commerciaux régionaux et multilatéraux qu'il a conclus et donner des précisions, plus particulièrement, sur le MERCOSUR, la Zone de libre-échange des Amériques et les éventuelles négociations entre le MERCOSUR et l'Union européenne? De quelle manière l'Uruguay entend-il garantir que les initiatives régionales et bilatérales appuient le processus de libéralisation du commerce multilatéral et renforcent le système commercial multilatéral?*

## **UNION EUROPÉENNE**

*Le rapport du Secrétariat n'indique pas clairement de quelle manière est organisée la circulation des marchandises en provenance de pays tiers au sein du MERCOSUR une fois que les marchandises ont été dédouanées dans l'un des pays membres ni de quelle manière la double imposition est évitée. L'Uruguay pourrait-il donner des précisions?*

## **COSTA RICA**

*Quelles mesures l'Uruguay a-t-il prises pour contrer les effets négatifs des blocs régionaux, étant donné que ceux-ci pourraient occasionner un détournement des échanges, compte tenu de l'intégration croissante au sein du MERCOSUR, dont les pays membres fournissent 44 pour cent des importations de l'Uruguay?*

## **JAPON**

### **Accords régionaux**

1) *Selon le rapport du Secrétariat, le Tarif extérieur commun du MERCOSUR sera pleinement appliqué au plus tard en 2006. Cela est-il conforme au paragraphe 3 du "Mémorandum d'Accord sur l'interprétation de l'article XXIV de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994", qui stipule que le "délai raisonnable" mentionné au paragraphe 5 c) de l'article XXIV "ne devrait dépasser dix ans que dans des cas exceptionnels" (paragraphe 21, page 23 du rapport du Secrétariat)?*

2) *Les accords commerciaux régionaux liant le MERCOSUR et les pays voisins comportent un certain nombre de dispositions qui ne semblent pas conformes à l'article XXIV de l'Accord général*

*sur les tarifs douaniers et le commerce. Par exemple, l'accord de libre-échange entre le MERCOSUR et le Chili prévoit l'élimination graduelle du tarif douanier interne sur 18 ans, en dépit des dispositions du paragraphe 3 du "Mémoire d'Accord sur l'interprétation de l'article XXIV de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994". Le rapport du Secrétariat fait également état des négociations portant sur la création de la Zone de libre-échange des Amériques (paragraphe 30, page 25).*

*L'Uruguay pourrait-il confirmer que la Zone de libre-échange des Amériques respecte les Accords de l'OMC, c'est-à-dire que les droits et autres réglementations commerciales restrictives doivent être supprimés pour l'essentiel des échanges sur une période de dix ans au maximum (paragraphe 27 à 30, page 25)?*

### **Réponse**

Pour les fins du présent examen de la politique commerciale de l'Uruguay et pour répondre au désir d'un certain nombre de Membres d'être mis au courant de l'avancement des négociations en cours dans le cadre du MERCOSUR, l'Uruguay estime qu'il est propice de donner un aperçu général d'un certain nombre d'aspects concernant l'actuel processus d'intégration.

Créé en 1991 en vertu du Traité d'Asunción, le MERCOSUR vise à instituer un marché commun assurant la libre circulation entre les pays membres des marchandises, des services et des facteurs de production pour favoriser le développement économique et social de ces pays et renforcer leur intégration concurrentielle à l'économie mondiale.

Le processus d'abaissement progressif, linéaire et automatique des droits de douane dans les quatre pays, s'est achevé en 1994 avec quelques exceptions limitées à un petit nombre de produits pour lesquels il a été convenu que les droits de douane seraient supprimés dans un délai de quatre ans, dans le cas de l'Argentine et du Brésil, et de cinq ans, dans le cas du Paraguay et de l'Uruguay. Le Régime d'ajustement final à l'Union douanière doit prendre fin le 31 décembre 1998, au Brésil et en Argentine, et en 1999, au Paraguay et en Uruguay.

En 1995, les pays du MERCOSUR ont adopté la Nomenclature commune et le Tarif douanier commun du MERCOSUR qui répondent au double objectif de promotion de la compétitivité externe et d'ouverture de l'économie. Les niveaux des droits du Tarif douanier commun s'échelonnent entre zéro et 20 pour cent avec des intervalles de 2 points de pourcentage.

Pour faciliter la transition, certaines dérogations temporaires au Tarif douanier commun et à l'application de ses mécanismes de convergence ont été accordées. Couvrant la majorité des positions tarifaires du MERCOSUR, ces dérogations devraient prendre fin le 1<sup>er</sup> janvier 2001. Il a été convenu qu'elles seraient maintenues jusqu'en 2006 pour un petit nombre de produits.

À la fin de 1997, les intervalles du Tarif extérieur commun ont été portés à 3 points de pourcentage à titre transitoire (jusqu'au 31 décembre 2000). À partir du 1<sup>er</sup> janvier 2001, les intervalles du Tarif extérieur commun seront à nouveau les mêmes que ceux qui ont été fixés à Ouro Preto en décembre 1994 et qui étaient entrés en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 1995.

Jusqu'à présent, l'utilisation des mécanismes de convergence convenus pour l'élimination des droits de douane entre les pays du MERCOSUR et pour la mise en application intégrale du Tarif extérieur commun a respecté l'Accord.

En ce qui concerne le commerce des services, en décembre 1997, les pays du MERCOSUR ont approuvé le Protocole de Montevideo qui vise à libéraliser le commerce intrarégional; des négociations sont en cours pour convenir des engagements spécifiques qui seront pris.



À ce stade, axé sur l'approfondissement et le renforcement de l'union douanière du MERCOSUR, plusieurs instruments de la politique commerciale commune ont été approuvés, notamment la réglementation en matière de sauvegardes, les règles antidumping et le protocole relatif à la concurrence. Plusieurs dispositions relatives à la protection des consommateurs et aux marchés publics sont en cours de négociation.

Par ailleurs, pour les fins d'approfondissement et de renforcement de l'union douanière, des comités techniques sont en train d'élaborer un Code douanier commun et d'établir les critères devant être utilisés dans les procédures douanières afin de favoriser la libre circulation des marchandises entre les pays membres conformément au calendrier établi par le MERCOSUR.

Étant donné que l'élaboration de la politique commerciale commune n'est toujours pas achevée, le MERCOSUR a adopté une disposition temporaire selon laquelle les pays membres peuvent appliquer un régime généralisé pour le commerce intrarégional des marchandises. Une fois que le Tarif extérieur commun sera intégralement en vigueur, il y aura libre circulation des marchandises dans la région élargie, comme le prévoit le Traité d'Asunción.

Conformément à sa stratégie de libéralisation économique et d'ouverture régionale, l'Uruguay, de concert avec ses partenaires du MERCOSUR, a entrepris toute une série de négociations avec d'autres pays et d'autres régions. Le MERCOSUR a signé des accords avec le Chili et avec la Bolivie pour la création de zones de libre-échange au titre du Traité de Montevideo de 1980 (ALADI).

L'Accord avec le Chili est entré en vigueur en octobre 1996 et celui avec la Bolivie, en mars 1997. Les deux accords visent à libéraliser la plupart des aspects du commerce dans un délai de dix ans, et dans plus longtemps dans le cas d'un petit nombre de produits. Ces accords respectent les normes multilatérales définies dans la Clause d'habilitation; ils ont été dûment notifiés au Comité du commerce et du développement de l'OMC.

En sa qualité de groupe de pays, le MERCOSUR renégocie actuellement plusieurs accords bilatéraux conclus entre ses membres et les pays de la Communauté andine. À la fin de septembre 1998, la durée d'application des accords bilatéraux existants entre le MERCOSUR et la Communauté andine sera prolongée jusqu'au 31 mars 1999. Les négociations se poursuivront dans l'intervalle afin d'en venir à un accord entre les deux blocs.

En ce qui concerne la Zone de libre-échange des Amériques, les négociations ont débuté cette année à la réunion au sommet des présidents et des chefs d'État qui s'est tenue au Chili. Les groupes négociateurs ont ensuite tenu leurs premières réunions de travail en septembre, à Miami. Le Comité des négociations commerciales doit se réunir au Suriname en décembre pour poursuivre les négociations.

L'étape préparatoire, qui consistait à déterminer les principaux aspects des relations commerciales entre l'Union européenne et le MERCOSUR, est terminée. L'objectif est d'en venir progressivement à une libéralisation mutuelle des échanges.

L'Uruguay rencontre aussi périodiquement les représentants d'autres pays et d'autres régions, dans le contexte du MERCOSUR, pour promouvoir et renforcer les liens économiques, le commerce et l'investissement. C'est ainsi qu'en 1998, des accords ont été signés avec le Canada et avec les pays du Marché commun centraméricain.

Le MERCOSUR fait actuellement l'objet d'un examen effectué par le Comité des accords commerciaux régionaux de l'OMC. Les pays membres du MERCOSUR ont fait les présentations requises et communiqué l'information demandée. Des contacts ont été établis pour entamer les négociations pertinentes.

L'Uruguay considère que les accords bilatéraux et les accords régionaux complètent avantageusement les processus de libéralisation du commerce multilatéral du fait qu'ils favorisent l'ouverture des économies et contribuent, par la même occasion, à améliorer l'accès au marché.

## **II. POLITIQUE ET MESURES COMMERCIALES**

*Droits de douane: convergence et complexité du Tarif extérieur commun; augmentation temporaire des droits; taux consolidés et taux appliqués; autres impositions, y compris la taxe interne spécifique et la taxe sur la valeur ajoutée; base de données intégrée*

### **AUSTRALIE**

*L'Australie se réjouit des progrès considérables que l'Uruguay a accompli sur le plan de la libéralisation unilatérale de son commerce et des réformes économiques. En 1998, la moyenne non pondérée des taux appliqués était descendue à 12,2 pour cent, même si les plafonds des taux consolidés étaient toujours de 55 pour cent et de 35 pour cent, respectivement, pour les produits agricoles et pour les produits manufacturés. Conformément à ses engagements, l'Uruguay est en train de parachever l'élimination de la plupart de ses droits de douane visant ses partenaires du MERCOSUR. Par ailleurs, l'Australie relève que l'Uruguay a fait état du maintien de son engagement en faveur de la libéralisation des échanges; nous serions heureux d'en savoir plus long sur les plans précis que l'Uruguay entend mettre en œuvre concernant les droits consolidés, les droits appliqués et les mesures non tarifaires pour poursuivre la libéralisation de son commerce.*

### **NOUVELLE-ZÉLANDE**

*Pourquoi l'Uruguay accorde-t-il des avantages tarifaires à l'importation de certains produits alors qu'il favorise la progressivité des droits de douane?*

### **HONG KONG, CHINE**

*Nous remarquons que, selon les prévisions, la moyenne arithmétique des taux de droit devrait passer de 10,4 pour cent, en 2001, à 11,1 pour cent, en 2006. Nous aimerions savoir si l'Uruguay a l'intention d'abaisser son taux de droit.*

### **ÉTATS-UNIS**

*Nous avons compris qu'à la suite de l'augmentation de 3 points de pourcentage des droits appliqués au titre du MERCOSUR survenue à la fin de 1997, neuf produits ont maintenant des taux de droit supérieurs aux taux consolidés correspondants. L'Uruguay pourrait-il confirmer si les droits visant ces produits sont toujours supérieurs aux taux consolidés? Le cas échéant, quand l'Uruguay rendra-t-il ces droits conformes à ses engagements découlant de l'OMC?*

### **UNION EUROPÉENNE**

*L'Uruguay pourrait-il préciser où l'on peut trouver la liste des produits visés par cette augmentation additionnelle "temporaire" et indiquer quand cette mesure est sensée être éliminée?*

### **NOUVELLE-ZÉLANDE**

*Nous avons relevé que, depuis décembre 1997, l'Uruguay applique une augmentation temporaire de 3 points de pourcentage des taux du Tarif extérieur commun (TEC) du MERCOSUR devant être supprimée le 31 décembre 2000. Nous avons également noté que l'Uruguay admettait des exceptions à l'application de cette augmentation. L'Uruguay maintiendra-t-il ces exceptions et a-t-il l'intention*

*de supprimer cette augmentation temporaire des droits plus tôt que prévu si la conjoncture économique le permet?*

## **HONGRIE**

*Selon le rapport du Secrétariat, le tarif douanier de l'Uruguay comporte une progressivité des droits de douane pour la plupart des produits industriels. Le paragraphe 29 du chapitre III du rapport indique que ce régime de protection sera maintenu pendant la phase de convergence vers le TEC du MERCOSUR. L'augmentation de 3 pour cent des droits de douane que j'ai déjà mentionnée de même que le régime détaillé et plutôt complexe de réduction des droits, d'allègements fiscaux et d'exemptions de taxes tend à renforcer les effets de la progressivité des droits. Nous aimerions qu'on nous explique de quelle façon une telle situation peut être jugée conforme à l'opinion souvent exprimée par l'Uruguay au sein de divers organes de l'OMC, à savoir que la progressivité des droits de douane est une cible prioritaire en matière de réduction des droits. Nous aimerions également savoir quelles étapes le gouvernement uruguayen entend suivre à ce chapitre.*

## **JAPON**

*1) En décembre 1994, l'Uruguay s'est entendu avec ses partenaires du MERCOSUR sur l'adoption d'un Tarif extérieur commun (TEC). Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1995, date d'entrée en vigueur du TEC, des droits pouvant aller jusqu'à 20 pour cent sont appliqués aux importations en provenance des pays non membres du MERCOSUR. Même si aucune négociation n'a été tenue concernant l'article XXIV:6 de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce, les taux de droit appliqués à un certain nombre de produits sont supérieurs au taux consolidé de l'Uruguay.*

- a) Des négociations relatives à l'article XXIV:6 ont-elles été entamées avec un pays tiers?*
- b) Veuillez nous communiquer le calendrier prévu pour les négociations relatives à l'article XXIV:6 de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce et pour la modification de la Liste.*

*2) L'Uruguay et d'autres pays du MERCOSUR ont relevé le TEC de 3 pour cent à la fin de 1997. Bien qu'il s'agisse d'une mesure temporaire devant être éliminée l'an prochain, une telle mesure n'est-elle pas contraire à l'esprit de l'article XXIV:4 de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce qui stipule que l'objet d'une union douanière ou d'une zone de libre-échange ne doit pas être "d'opposer des obstacles au commerce d'autres parties contractantes avec ces territoires"? (paragraphe 21, page 34)*

## **UNION EUROPÉENNE**

*L'Union européenne comprend que la convergence vers le TEC entraînera, dans certains cas, l'application de taux de droit supérieurs aux taux antérieurement consolidés par l'Uruguay. L'Uruguay pourrait-il préciser à quel moment il a notifié ou va notifier les nouveaux taux consolidés pour les produits en question? L'Uruguay pourrait-il également expliquer quand et selon quelles modalités il a l'intention de négocier une compensation appropriée pour les Membres de l'OMC défavorisés par ces mesures?*

## **COLOMBIE**

*Quel est le volume des échanges touchant les neuf produits pour lesquels le taux appliqué est supérieur au taux consolidé (tableau III.3)?*

## HONGRIE

*D'après le paragraphe 24 du chapitre III du rapport du Secrétariat, nous comprenons que, depuis 1995, tous les droits de douane, les surtaxes, les redevances et les autres impositions sont regroupés en un droit de douane global. L'Uruguay pourrait-il décrire de façon détaillée les divers composants du droit de douane global et, plus particulièrement, la surtaxe additionnelle et la taxe douanière unique à l'importation?*

## ÉTATS-UNIS

*La Banque de la République (Banco de la República Oriental del Uruguay), qui est une banque commerciale, perçoit une commission pour les services à l'importation. Le taux de cette commission n'est pas établi en fonction du coût du service, mais d'après la valeur c.a.f. des marchandises importées. L'Uruguay pourrait-il expliquer de quelle façon ces commissions d'une banque privée sont administrées? Qui bénéficient de ces revenus et de quelle façon ceux-ci sont-ils déclarés? Il semblerait qu'une telle commission soit imposée dans le cas de certains produits uniquement, tels que le blé. Quels sont les critères utilisés pour déterminer les produits visés par une telle commission? Quels autres produits sont aussi visés par une telle commission? Bien que la Banque de la République soit une banque commerciale, une telle commission ne semble pas conforme à l'article VIII de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce. Quand l'Uruguay prévoit-il rendre cette pratique conforme?*

## HONGRIE

*Concernant la commission pour les services à l'importation, il est expliqué au paragraphe 11 du chapitre III du rapport du Secrétariat que la Banque de la République perçoit une commission pour les services relatifs aux procédures d'importation. Cependant, cette commission est calculée sur une base ad valorem et non à partir du coût des services fournis. Étant donné que l'article VIII:1 a) de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce stipule que "toutes les redevances et impositions de quelque nature qu'elles soient [...] perçues par les parties contractantes à l'importation ou à l'exportation ou à l'occasion de l'importation ou de l'exportation, seront limitées au coût approximatif des services rendus [...]", nous voudrions savoir quelle est la base juridique de la commission ad valorem perçue par la Banque de la République. La commission prélevée par le Laboratoire technologique national (chapitre III, paragraphe 35) soulève les mêmes interrogations.*

## UNION EUROPÉENNE

*L'Uruguay envisage-t-il de modifier la commission perçue par la Banque de la République pour les services relatifs aux procédures d'importation afin que les taux imposés soient essentiellement basés sur le service fourni plutôt que sur la valeur c.a.f. des marchandises importées?*

## ÉTATS-UNIS

*Le rapport du Secrétariat indique que l'Uruguay perçoit un droit d'accise, soit la taxe spécifique interne, sur la vente en gros de certains produits nationaux et de produits importés similaires. En outre, la taxe spécifique interne perçue sur les boissons non alcooliques varie en fonction de la teneur en produits nationaux. Par ailleurs, notre industrie est préoccupée du fait que la formule utilisée pour calculer la taxe spécifique interne établit une discrimination vis-à-vis des boissons alcooliques importées puisqu'un prix théorique fixe par litre est attribué à chaque catégorie de produits et que ce prix ne reflète pas fidèlement la valeur commerciale réelle. Enfin, en vertu d'un décret de septembre 1996, les eaux-de-vie distillées font l'objet de contraintes supplémentaires, notamment le paiement préalable intégral de la taxe sur la valeur ajoutée et le paiement préalable de 60 pour cent du droit d'accise.*

*Ce régime fiscal semble garantir à la branche de production nationale une protection non compatible avec les dispositions de l'article III de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce. Le gouvernement uruguayen a-t-il l'intention de rendre ces taxes conformes à l'article III de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce?*

*Comment l'Uruguay justifie-t-il le recours à un système de prix fixes pour déterminer le droit d'accise?*

*Nous comprenons que l'Uruguay exige le paiement préalable de certaines taxes internes. Les eaux-de-vie distillées produites localement sont-elles soumises à la même exigence?*

## **UNION EUROPÉENNE**

*L'Uruguay envisage-t-il d'adhérer à l'Accord sur les technologies de l'information? Si oui, quand? Sinon, quelle est la raison de cette réticence?*

*L'Uruguay n'a pas encore contribué à alimenter la Base de données intégrée de l'OMC alors qu'il aurait dû commencer à le faire en décembre 1997. Quand l'Uruguay a-t-il l'intention de s'acquitter de ses obligations à cet égard? Il convient de rappeler que la majorité, voire la totalité, des données tarifaires et des données relatives aux importations devant être versées dans la base de données intégrée ont déjà été fournies au Secrétariat de l'OMC pour les fins de l'examen de la politique commerciale. L'Uruguay pourrait-il autoriser le Secrétariat de l'OMC à verser ces données dans la Base de données intégrée?*

*Étant donné la complexité du calendrier de convergence et les nombreuses listes d'exceptions présentées aux pages 33 à 39 du rapport du Secrétariat, il est très difficile d'évaluer le niveau des droits de douane effectivement appliqués par l'Uruguay. L'Uruguay pourrait-il fournir une matrice indiquant année après année (de 1995 à 2006) les taux (TEC, TEC + 3 pour cent, ou taux visant les produits de la liste nationale bénéficiant d'un régime d'exception) applicables à chacune des catégories de produits correspondant aux diverses annexes répertoriées dans le tableau III.1, à la page 36 du rapport du Secrétariat? L'Uruguay pourrait-il également indiquer si son tarif douanier et les sept annexes qui le complètent sont disponibles en format électronique et, le cas échéant, préciser de quelle manière on peut avoir accès à ces fichiers?*

## **JAPON**

*Il est indiqué dans le rapport du Secrétariat que la Banque de la République perçoit une commission pour les services relatifs aux procédures d'importation et que le taux de celle-ci n'est pas établi en fonction du coût du service, mais d'après la valeur c.a.f. des marchandises importées. L'article VIII:1 a) de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994 porte que "a) Toutes les redevances et impositions de quelque nature qu'elles soient [...] perçues par les parties contractantes à l'importation ou à l'exportation seront limitées au coût approximatif des services rendus". Nous aimerions que l'Uruguay explique de quelle façon les mesures précitées sont conformes aux dispositions de cet article. L'Uruguay a-t-il l'intention de réviser ce régime pour satisfaire aux dispositions de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce?*

## **Réponse**

Les droits de douane sont le principal instrument de la politique commerciale de l'Uruguay. Au cours des dernières années, la moyenne des droits d'importation a diminué progressivement dans une proportion importante. La décomposition du droit de douane global, qui reflète les étapes de la convergence vers le Tarif extérieur commun, est sans rapport avec les échanges extérieurs et vise strictement à simplifier la perception interne et la destination des recettes douanières.

Le 1<sup>er</sup> janvier 1995, l'Uruguay a adopté le Tarif extérieur commun (TEC) du MERCOSUR. Fruit de négociations et d'un consensus entre les partenaires du MERCOSUR, le TEC est un des éléments essentiels de la politique commerciale commune. Par conséquent, tout changement apporté au TEC doit avoir été approuvé par les quatre parties. Comme il a déjà été exposé, le Tarif extérieur commun comporte onze tranches, avec des taux compris entre zéro et 20 pour cent, à raison d'un intervalle de 2 points de pourcentage. À la fin de 1997, les pays du MERCOSUR ont décidé de porter l'intervalle à 3 points de pourcentage temporairement, soit jusqu'au 31 décembre 2000.

Le 1<sup>er</sup> janvier 1998, l'Uruguay a pris un décret (Décret n° 484/997) établissant les taux de droit actuels, faisant état de l'augmentation de 3 points de pourcentage et prévoyant un certain nombre d'exceptions répertoriées sur la liste de base des exceptions au Tarif extérieur commun, fondement du processus de convergence vers le TEC appliqué par l'Uruguay.

Les taux de droit actuels sont conformes aux taux consolidés par l'Uruguay dans le cadre de l'OMC. Cependant, il a été souligné que, dans le cas d'un petit nombre de lignes tarifaires, le taux appliqué est légèrement supérieur au taux consolidé. L'Uruguay doit corriger cette situation à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1999. Comme ces lignes tarifaires ne représentent pas un volume d'échanges important, l'Uruguay fournira de l'information sur le volume et l'origine de ces produits importés.

En ce qui concerne les autres impositions à l'importation, il convient de rappeler que la Banque de la République est une institution d'État habilitée, en vertu des Décrets n° 333/92 et 582/94, à réaliser des opérations liées au commerce extérieur, entre autres. La commission perçue par la Banque de la République équivaut au coût approximatif du service fourni par l'institution, qui a fait l'objet de compressions et d'une rationalisation au cours des dernières années. En simplifiant les procédures de commerce extérieur et en rationalisant les procédures administratives à la faveur de la réforme de l'État, l'Uruguay cherche constamment à réduire le coût des services au commerce extérieur pour favoriser l'ouverture de son économie et une plus grande intégration internationale.

En ce qui concerne les questions portant sur la taxe interne spécifique, l'Uruguay est en train d'élaborer des règles pour permettre un traitement identique pour tous les produits, quelle que soit leur origine. Un décret établissant la taxe interne spécifique applicable aux boissons alcooliques devrait être approuvé dans les prochains jours.

Au sujet de la base de données intégrée, l'Uruguay ne s'oppose pas à ce que les données relatives aux importations et aux droits de douane fournies au Secrétariat de l'OMC pour les besoins de l'examen de sa politique commerciale soient transmises à la division concernée afin d'être versées dans la base de données intégrée.

### ***Règles d'origine***

#### **UNION EUROPÉENNE**

*Les "règles d'origine (préférentielles) du MERCOSUR" sont-elles applicables à toutes les marchandises échangées par les pays membres, y compris celles qui sont déjà assujetties au Tarif extérieur commun dans les quatre pays? Ces règles seront-elles maintenues une fois que le Tarif extérieur commun aura été adopté pour tous les produits dans les quatre pays membres, ou seront-elles remplacées par un régime de libre circulation?*

### ***Réponse***

Voir I.5.

***Procédures douanières et évaluation en douane; prohibitions à l'importation***

**NOUVELLE-ZÉLANDE**

*Quels sont les critères appliqués pour autoriser ou non l'entrée de produits de la mer en Uruguay?*

*Nous sommes heureux des réformes proposées pour moderniser et simplifier les procédures douanières en Uruguay. Quand l'Uruguay compte-t-il avoir parachevé ce processus de réforme?*

**HONG KONG, CHINE**

*Il est indiqué dans le rapport du Secrétariat que seules les entreprises commerciales, les entreprises industrielles ou les personnes physiques inscrites au Registre des importateurs auprès de la Banque de la République peuvent légalement importer des marchandises en Uruguay. Nous aimerions savoir si leur inscription est assujettie à l'application de restrictions ou de conditions.*

**ÉTATS-UNIS**

*De façon générale, quand la Direction nationale des douanes ordonne-t-elle une enquête pour déterminer la valeur des marchandises importées? Nous avons constaté que la Direction nationale des douanes impose des frais d'inspection. Dans le cas des marchandises non soumises à une inspection, la vérification de la documentation donne-t-elle lieu à l'imposition de frais? Quel est le montant, ou le taux, des frais perçus au titre de l'inspection de marchandises importées? Ceux-ci sont-ils basés, comme dans le cas de l'examen effectué par Banque de la République, sur la valeur c.a.f. des marchandises importées ou sur la valeur du service fourni?*

**JAPON**

***Évaluation en douane (paragraphe 56, page 47)***

*Il est indiqué dans le rapport du Secrétariat que des règlements particuliers établissent de quelle façon la valeur des biens d'équipement, des produits informatiques, du matériel de télécommunication, des véhicules, des moteurs et des autres composants et pièces d'automobiles d'occasion doit être déterminée. Pourriez-vous expliquer de quelle façon la valeur de ces marchandises est déterminée?*

***Prohibitions à l'importation (paragraphe 61, page 48)***

*Il est indiqué au paragraphe 61, page 48 du rapport du Secrétariat, que certains produits font l'objet d'une prohibition à l'importation pour des raisons phytosanitaires et zoosanitaires. Pourriez-vous expliquer, en donnant les lignes tarifaires correspondantes, quels sont les "autres produits de la mer" dont l'importation est prohibée en vertu de la Loi n° 13.833, du 29 décembre 1969 et du Décret n° 521/93?*

**ESPAGNE**

*L'Union européenne (Espagne) voudrait savoir pourquoi l'Uruguay interdit l'importation de jambon non désossé.*

*Nous ne croyons pas que cette prohibition soit justifiée scientifiquement étant donné que les entreprises exportatrices respectent le temps de fumaison exigé pour garantir la salubrité des aliments.*

## UNION EUROPÉENNE

*Quelles sont les conclusions de l'Uruguay quant à son expérience en matière de transport de marchandises en transit conformément à la Convention douanière relative au transport international de marchandises? Ce régime donne-t-il lieu à un niveau élevé de fraude? Le cas échéant, quelles mesures sont prises pour contrer la fraude?*

### **Réponse**

En ce qui concerne les réformes en cours pour moderniser les normes et les procédures de la Direction nationale des douanes, il a été jugé souhaitable de remplacer les nombreux formulaires par une seule déclaration simplifiée d'importation pour les marchandises entrant au pays ou en sortant et pour les marchandises en transit. Cela représente un progrès tant pour les négociants que pour le personnel chargé de percevoir les taxes. Un nouveau système informatisé (Lucía) est également utilisé pour contrôler les opérations douanières. Ce système qui est en train d'être mis en place à Montevideo devrait être étendu à l'ensemble du pays dans les premiers mois de 1999.

En ce qui concerne plus précisément les questions douanières, les seules impositions perçues par la Direction nationale des douanes le sont au titre du traitement informatique des données et de la fourniture ininterrompue de services. La vérification des documents ne donne lieu à aucuns frais, pas plus que l'inspection de marchandises ou de documents.

La valeur transactionnelle sert de base pour calculer la valeur en douane dans le cas des produits informatiques, du matériel de télécommunication et des biens d'équipement d'occasion importés pour des fins de consommation. S'il n'y a pas vente immédiate avant l'importation des marchandises d'occasion, le Décret n° 567/94 du 29 décembre 1994 établit la base pour le calcul de la valeur en douane.

Dans le cas des automobiles d'occasion dont l'importation est autorisée (voitures de sport ou automobiles ordinaires de plus de 20 ans devant être utilisées dans des expositions ou pour des compétitions), la valeur en douane est calculée sur la base de la valeur transactionnelle, pour autant que celle-ci se tient dans les limites raisonnables des listes internationales pertinentes. Autrement, la valeur en douane est calculée sur la base de la valeur de marchandises identiques ou similaires.

L'inscription au registre des importateurs auprès de la Banque de la République ne fait l'objet d'aucune restriction. La seule exigence est que le requérant doit s'enregistrer auprès du Bureau général de l'impôt et de la Banque de la sécurité sociale et qu'il doit se conformer aux exigences des deux organismes.

En réponse à la question relative à l'interdiction d'importer du jambon non désossé, il convient de rappeler que selon le Code zoosanitaire international de l'Office international des épizooties, les produits porcins importés de pays où sévit la peste porcine doivent être soumis à un traitement garantissant la destruction du virus.

Le processus de vieillissement détruit le virus dans les muscles, mais non dans la moelle, de sorte que les produits du porc non traités adéquatement pourraient représenter un risque pour l'élevage national du fait que ces produits peuvent entrer dans la production d'aliments pour animaux et être consommés par le cheptel porcin.

Étant donné que le pays Membre qui a posé cette question n'est nullement affecté par la peste porcine, les mouvements d'animaux en provenance de régions affectées de même que les autres mesures prises devraient faire l'objet d'une observation sur place. Si les résultats de l'observation sont favorables, la prohibition visant le jambon non désossé pourrait alors être révisée.



En réponse à la question portant sur les produits du poisson, l'article 14 de la Loi n° 13.833 du 29 décembre 1969 interdit l'importation d'espèces exotiques (vivantes), quel qu'en soit le niveau de développement, et leur introduction dans les eaux nationales, sauf si une autorisation spéciale a été accordée. Cette prohibition s'appuie strictement sur des raisons sanitaires et vise à éviter l'entrée en Uruguay de maladies exotiques transmises par des animaux aquatiques.

L'Institut national de la pêche est un organisme public chargé de délivrer les autorisations spéciales pour l'importation de ces espèces. Une fois que l'autorisation a été accordée et que les droits d'importation ont été payés, les espèces exotiques peuvent entrer au pays sans être l'objet d'aucune discrimination.

Le Décret n° 521/93 interdit, pour des raisons sanitaires, l'importation de produits du poisson (nourriture pour poissons) en provenance de pays où le choléra est déclaré. Une fois satisfaites les prescriptions sanitaires fixées par les autorités compétentes, c'est-à-dire le Ministère de la santé publique et l'Institut national de la pêche, les produits du poisson importés peuvent entrer au pays sans faire l'objet d'aucune des discriminations tarifaires visant les produits similaires importés de pays où le choléra n'est pas déclaré. Cette mesure sanitaire, et d'autres mesures mises en place par l'Uruguay ont permis d'empêcher l'entrée du *Vibrio cholerae* sur le territoire national.

### ***Marchés publics***

#### **UNION EUROPÉENNE**

*L'Uruguay envisage-t-il d'adhérer à l'Accord de l'OMC sur les marchés publics? Si oui, quand? Le groupe spécial chargé de mettre au point un régime commun de marchés publics pour le MERCOSUR s'efforcera-t-il de rendre ce régime compatible avec l'Accord de l'OMC sur les marchés publics?*

#### ***Réponse***

L'Uruguay n'envisage pas, pour le moment, d'adhérer à l'Accord de l'OMC sur les marchés publics.

### ***Normes***

#### **NOUVELLE-ZÉLANDE**

*Nous constatons que l'Uruguay accepte généralement les normes et les spécifications internationales, sauf si celles-ci ne sont pas compatibles avec la technologie nationale et/ou ne tiennent pas compte des facteurs de risques pour le pays. L'Uruguay pourrait-il fournir de l'information sur les cas où les normes internationales n'ont pas été acceptées?*

*L'Uruguay pourrait-il exposer en détail les procédures conduisant à l'acceptation d'un certificat délivré par les autorités sanitaires dans le pays d'origine pour attester que les prescriptions sanitaires et phytosanitaires sont respectées?*

#### ***Réponse***

L'utilisation des normes internationales a été une pratique courante en Uruguay, et continue de l'être. Relativement à la non-acceptation possible de ces normes, l'Uruguay est disposé à fournir un examen de ces cas si une demande spécifique à cet effet lui est faite.

En ce qui a trait aux procédures établies en matière de santé animale relativement à l'acceptation des certificats délivrés dans le pays d'origine, les autorités compétentes doivent échanger

et accréditer les renseignements vétérinaires et les prescriptions sanitaires. Un spécimen de certificat est alors mis au point et approuvé par les autorités des deux pays. Le certificat peut être différent selon le produit. En Uruguay, l'autorité compétente est la Direction générale des services aux éleveurs du Ministère de l'élevage, de l'agriculture et de la pêche.

La procédure à appliquer pour les produits d'origine végétale est exposée dans le Décret n° 328/991 de juin 1991. Le décret stipule que les importateurs de marchandises à base de végétaux doivent déclarer ces importations à la Direction générale des services de protection agricole du Ministère de l'élevage, de l'agriculture et de la pêche, cinq jours ouvrables avant l'arrivée des marchandises. Une autorisation phytosanitaire des importations devrait être exigée, avant l'expédition, pour les produits présentant des risques élevés pour la santé. La Direction générale des services de protection agricole doit traiter la demande dans les cinq jours ouvrables. Après ce délai, les marchandises sont assujetties aux prescriptions ordinaires en matière d'inspection et de vente. Les prescriptions phytosanitaires énoncées dans l'autorisation phytosanitaire des importations doivent figurer sur le certificat phytosanitaire fourni par le pays d'origine.

**Exportations: taxes à l'exportation; incitations et subventions à l'exportation; obstacles à l'exportation**

## AUSTRALIE

*L'Uruguay étant un pays en développement tributaire de l'exportation de ses produits agricoles, les réformes économiques qu'il a réalisées ont fortement contribué à améliorer la compétitivité des producteurs et celle des entreprises de transformation des aliments. L'Uruguay a-t-il réussi à gagner un accès suffisamment grand aux marchés internationaux pour optimiser les avantages dus à sa compétitivité accrue sur les marchés mondiaux? Dans quelle mesure les obstacles aux exportations uruguayennes et les distorsions du marché international influent-ils sur la position qui sera celle de l'Uruguay au prochain cycle des négociations de l'OMC relatives à l'agriculture?*

## AUSTRALIE

*Nous constatons que l'Uruguay a rejeté à un certain nombre d'occasions les propositions visant à éliminer les allègements fiscaux pour les marchandises exportées. L'Uruguay pourrait-il exposer les raisons de ces rejets et ses intentions futures relativement aux allègements fiscaux?*

## HONGRIE

*Les régimes préférentiels et les exemptions de taxes m'amènent à mon point suivant. Les paragraphes 86 et 106 du chapitre III et le paragraphe 1 du chapitre IV du rapport du Secrétariat soulignent clairement que le régime de ristourne de droits et le régime de remboursement des taxes indirectes sont liés à la teneur en produits nationaux. Dans les deux régimes, plus la teneur en produits nationaux est élevée plus le remboursement est important. Nous voudrions qu'on nous démontre la conformité de ces régimes avec les engagements pris par l'Uruguay au titre de l'Accord sur les mesures concernant les investissements et liées au commerce. (Je fais référence ici plus précisément à l'article 1 a) de la Liste exemplative.) Est-il exact que (comme il est expliqué au paragraphe 142 du chapitre III) l'Uruguay n'a pas notifié ces mesures comme mesures concernant les investissements et liées au commerce? Si tel est le cas, quelles étapes et quel calendrier le gouvernement envisage-t-il de suivre pour rendre ces mesures conformes à ses obligations? Nous aimerions aussi savoir si l'Uruguay a notifié ces mesures conformément à l'article 27 de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires.*

## **COSTA RICA**

*Quelle est la nature du traitement discriminatoire dont font l'objet les exportations uruguayennes, notamment les exportations de produits agricoles? Par quelles mesures concrètes ce traitement discriminatoire se traduit-il et quels sont les produits en cause (paragraphe 2, page 18 du rapport du Secrétariat WT/TRP/S/R0)?*

*Quelles mesures multilatérales particulières l'Uruguay a-t-il l'intention de prendre pour diversifier sa structure commerciale et atténuer sa dépendance vis-à-vis du processus d'intégration régionale et pour accroître sa compétitivité?*

*Comment l'Uruguay entend-il accroître sa participation au commerce multilatéral alors que son principal objectif est toujours de satisfaire aux engagements qu'il a pris dans le cadre du Cycle d'Uruguay?*

## **JAPON**

### ***Taxes, impositions et prélèvements à l'exportation (paragraphe 92, page 55)***

*Pourriez-vous expliquer en termes de lignes tarifaires quels produits agricoles sont assujettis à des taxes et/ou à des redevances à l'exportation?*

### ***Subventions à l'exportation***

*1) Les mesures énumérées ci-après semblent être des subventions à l'exportation prohibées aux termes de l'article 3.1 a) de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires. Veuillez donner le point de vue de l'Uruguay.*

- a) Les entreprises qui exportent des véhicules finis ou semi-finis dans le pays, ou des parties de véhicules d'origine nationale, peuvent bénéficier d'un avantage tarifaire, applicable à l'importation de véhicules automobiles assemblés dans le pays d'origine et destinés au marché intérieur (paragraphe 101, page 57).*
- b) Les entreprises dont la production est exclusivement destinée à l'exportation sont autorisées dans le cadre du régime d'admission temporaire à importer des intrants sans acquitter de droits de douane (paragraphe 103, page 57).*

*2) Les mesures énumérées ci-après semblent être des subventions à l'exportation prohibées aux termes de l'article 3.1 b) de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires. Veuillez donner le point de vue de l'Uruguay.*

- a) Il existe un régime spécial au titre duquel les exportations sont exemptées de la TVA, ainsi qu'un mécanisme permettant à un exportateur de se faire rembourser la taxe prélevée sur les intrants de manière à neutraliser l'incidence de cette taxe sur le coût du produit à exporter (paragraphe 105, page 57).*
- b) Afin de neutraliser l'incidence des taxes indirectes, celles-ci sont remboursées pour les exportations, mais ce régime ne s'applique que lorsque la valeur c.a.f. des intrants dépasse de 80 pour cent la valeur f.a.b. du produit exporté (paragraphe 106, page 58).*
- c) Le système de ristourne permet le remboursement partiel ou total des droits et taxes acquittés pour les produits importés utilisés pour augmenter la valeur ajoutée par*

*l'assemblage ou la préparation des marchandises à exporter. Ce régime s'applique à toutes les exportations sauf lorsque la valeur c.a.f. des intrants est supérieure à 80 pour cent de la valeur f.a.b. du produit exporté (paragraphe 107, page 58).*

### **Réponse**

En réponse à la première question concernant l'accès aux marchés pour les produits agricoles de l'Uruguay, malheureusement la réponse est négative. Les efforts déployés par l'Uruguay pour renforcer la compétitivité internationale de ses exportations de produits agricoles n'ont pas été récompensés par de meilleures conditions d'accès aux principaux marchés.

Il y a plusieurs raisons à cela. L'une d'elle est notamment le fait que le commerce international des produits agricoles continue d'être caractérisé par de hauts niveaux de protection et de distorsion, en dépit de l'application des dispositions découlant du Cycle d'Uruguay.

Les subventions accordées à l'agriculture dans les pays de l'OCDE totalisent actuellement 280 milliards de dollars, dépassant le montant global des exportations en provenance de l'Amérique latine.

Les principaux obstacles à l'accès aux marchés sont les suivants:

- droits de douane excessivement élevés résultant de la tarification consécutive au Cycle d'Uruguay qui, dans la pratique, constituent des obstacles au commerce;
- maintien de crêtes tarifaires;
- manque de transparence et méthode complexe adoptée par un certain nombre de Membres pour respecter leurs engagements relativement à l'accès minimum, aggravés par la participation et la concurrence de pays non Membres de l'OMC pour ce qui est de l'accès aux marchés par ces moyens;
- application de divers types d'obstacles non tarifaires, notamment les systèmes d'administration des contingents tarifaires;
- difficultés, exigences exagérées et tracasseries administratives entourant la délivrance des certificats sanitaires et phytosanitaires.

Divers types d'aide intérieure à l'agriculture continuent aussi de fausser le commerce des produits agricoles.

Enfin, les subventions à l'exportation, de même que les crédits à l'exportation, continuent de tenir l'Uruguay à l'écart des marchés traditionnels et de faire tomber les prix des produits qui pourraient être exportés sur les marchés internationaux.

À cause de ce sombre tableau qui n'est ici qu'ébauché, l'Uruguay s'efforcera, au prochain cycle de négociations commerciales, de voir à ce que l'agriculture et les produits agricoles soient entièrement couverts par les règles et les disciplines de l'OMC, comme c'est le cas pour les autres produits.

En ce qui concerne les taxes à l'exportation, l'Uruguay n'applique cette mesure qu'au cuir en bleu humide, au taux de 5 pour cent de la valeur f.a.b. Le maintien ou l'abolition de cette mesure dépendra des résultats des négociations en cours dans le cadre du MERCOSUR en vue d'harmoniser les instruments de la politique commerciale visant toute la gamme de produits du cuir.

En réponse aux questions posées par le Japon relativement aux subventions, précisons que l'Uruguay a notifié au Comité des subventions et des mesures compensatoires la mesure visant le secteur automobile (SCM/N/1/URY/2). En ce qui concerne les autres remarques faites par le Japon, l'Uruguay est d'avis que les mesures en question sont parfaitement conformes aux règles de l'OMC en la matière.

Pour ce qui est du remboursement des droits et des impositions perçus au titre de marchandises importées à des fins de fabrication de produits destinés à l'exportation, l'Uruguay estime que cette mesure est tout à fait conforme aux règles de l'OMC.

En réponse à la question sur le régime de remboursement des taxes indirectes, l'Uruguay est en désaccord avec ce qu'en dit le rapport du Secrétariat (chapitre III, paragraphe 106) car cela ne tient pas compte de la situation réelle. C'est probablement ce qui explique que le Secrétariat conclut que le gouvernement favorise une teneur en produits nationaux dans les exportations. L'article 3 du Décret n° 487/97 du 31 décembre 1997 stipule que "les régimes de remboursement des droits et des taxes indirectes ne s'appliquent pas (*non souligné dans l'original*) lorsque la valeur c.a.f. des intrants dépasse 80 pour cent de la valeur f.a.b. du produit exporté".

***Propriété intellectuelle: législation; observation et formation***

**MEXIQUE**

*L'Uruguay a entrepris la révision de sa législation en matière de droits de propriété intellectuelle relative aux mesures visant la production et le commerce, pour la rendre tout à fait conforme aux Accords de l'OMC.*

*Pourriez-vous faire un compte rendu de l'état d'avancement du processus puisque, selon le rapport soumis par le gouvernement uruguayen, l'Exécutif a déposé devant le Parlement un projet de loi modifiant la législation en vigueur?*

**ÉTATS-UNIS**

*Où en sont les projets de loi relatifs aux brevets et au droit d'auteur? Seront-ils, dans les deux cas, conformes à l'Accord sur les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce (ADPIC)? Quelles sont les chances qu'ils soient adoptés avant les vacances du Congrès cette année? Quelles stratégies le gouvernement entend-il appliquer pour faire adopter une loi sur le droit d'auteur conforme à l'Accord sur les ADPIC?*

*Quel est le résultat des efforts faits par l'Uruguay pour mettre fin à l'enregistrement spéculatif de marques de fabrique ou de commerce? Les dispositions du projet de loi sur les marques de fabrique ou de commerce prévoyant une période de transition de deux ans pour la mise en œuvre de la nouvelle loi seront-elles conformes à la législation uruguayenne relative aux ADPIC?*

*Nous aimerions avoir de l'information concernant les efforts faits par l'Uruguay pour renforcer l'observation des droits de propriété intellectuelle, notamment la protection contre le piratage des logiciels, des vidéos et des enregistrements audionumériques.*

*Quels sont les efforts entrepris par l'Uruguay pour former le personnel judiciaire afin que la législation soit appliquée d'une manière efficace?*

## CANADA

*Au paragraphe 157, sous-section vi), section 4) du chapitre III du rapport du Secrétariat, il est indiqué que l'Uruguay a pris une résolution, après la ratification de l'Accord sur les ADPIC, afin de pouvoir respecter l'obligation formulée à l'article 70:8 de l'Accord. La note 221, qui accompagne ce passage, correspond précisément à l'article 70:8 a). Comme l'article 70:9 renvoie à l'article 70:8 a), pourquoi n'est-il pas fait mention de l'application par l'Uruguay de l'article 70:9?*

*Comment l'Uruguay applique-t-il l'article 70:9?*

## JAPON

### ***Droits de propriété intellectuelle (paragraphe 162, page 72)***

1) *Il est indiqué dans le rapport du Secrétariat que la Loi sur les marques de fabrique ou de commerce a été modifiée en 1992 afin de mettre en place une procédure destinée à lutter contre le piratage. Pourriez-vous donner des explications sur cette "procédure destinée à lutter contre le piratage".*

2) *Il est également indiqué dans le rapport que l'application de cette procédure, et des normes spéciales d'examen, par une unité spéciale antipiratage au sein de l'Office des brevets et des marques de fabrique ou de commerce semble avoir été couronnée de succès. Pourriez-vous donner des détails sur la compétence et les activités de cette "unité spéciale antipiratage".*

### ***Réponse***

En réponse aux questions portant sur la protection des droits de propriété intellectuelle, il convient de souligner les points suivants.

L'Exécutif a déposé devant le Parlement un projet de loi sur les brevets qui est actuellement examiné par le Sénat de la République. La Loi n° 17.001 sur les marques de fabrique ou de commerce, qui améliore et complète les normes relatives à cet important domaine, est en vigueur depuis très peu de temps. Elle contient de nouvelles dispositions concernant les signes distinctifs, conformément aux prescriptions de l'Accord sur les ADPIC.

En ce qui a trait à l'enregistrement spéculatif des marques de fabrique ou de commerce, ce type de problème est pour ainsi dire inexistant étant donné que la législation en vigueur en Uruguay a institué une procédure administrative pour lutter contre le piratage des marques de fabrique ou de commerce. Nous voudrions attirer votre attention sur le fait qu'il n'y a aucun autre exemple d'une telle procédure pour ce type de lois, même dans les pays développés.

L'application de la procédure destinée à lutter contre le piratage a été tellement efficace qu'elle a mis un terme aux enregistrements spéculatifs et éliminé la nécessité de recourir aux services de l'unité spéciale antipiratage. Cette dernière a donc été abolie dans le cadre de la réforme de l'État, une fois que le problème a cessé d'exister. Le personnel de l'unité a été affecté aux services juridiques de la Direction nationale de la propriété intellectuelle, du Ministère de l'industrie, de l'énergie et des mines.

En ce qui concerne la législation en matière de droit d'auteur, l'Exécutif a déposé devant le Parlement un projet de loi qui prévoit un régime détaillé de protection des logiciels et établit un régime criminel et civil permettant de sanctionner les atteintes portées à ces droits. Dans la pratique, les autorités judiciaires et administratives s'efforcent de leur mieux de faire respecter ces droits et de décourager le piratage de logiciels, d'enregistrements audionumériques et de vidéos.

Le pouvoir judiciaire s'applique à former le personnel judiciaire. Ces dernières années, des cours et des séminaires portant sur la protection des droits de propriété intellectuelle ont été organisés à l'intention des juges de la Cour suprême sous les auspices de l'Association uruguayenne des juges. Ces efforts vont s'intensifier à l'avenir.

En ce qui concerne l'application de l'article 70:9 de l'Accord sur les ADPIC, le texte de l'Accord est incorporé en droit interne par la Loi n° 16.761, dont l'application relève de l'Exécutif. En outre, l'Uruguay a reçu des demandes de brevets conformément à l'article 70:8 de l'Accord sur les ADPIC. En ce qui concerne l'article 70:9 dudit accord, les autorités uruguayennes sont en train d'étudier le contenu et la portée des droits exclusifs de commercialisation, étant donné qu'il s'agit là de quelque chose de tout nouveau et qu'il n'y a pas de jurisprudence internationale claire en la matière.

### **III. QUESTIONS SECTORIELLES**

#### ***Agriculture: prix à l'exportation***

#### **NOUVELLE-ZÉLANDE**

*Nous avons remarqué qu'il existe encore en Uruguay un mécanisme de soutien des prix du lait fondé sur des arrangements en matière de contrôle des prix et de commercialisation. L'Uruguay a-t-il des dispositions qui prévoient la révision de ces arrangements?*

#### ***Réponse***

En réponse aux remarques et aux questions concernant l'établissement des prix dans le secteur laitier, il convient de rappeler que, pendant très longtemps, l'Uruguay a eu un régime de soutien de la production visant à garantir des prix fixes aux producteurs de lait frais. Ces producteurs, en majorité des petits fournisseurs (60 litres par jour), approvisionnent la principale entreprise de transformation, une coopérative ayant dans son conseil d'administration une représentation de l'État. Le Ministère de l'agriculture fixe donc le prix au kilogramme de la matière grasse (base sur laquelle est fondé le prix offert au producteur pour son contingent de lait plafonné à 60 litres par jour), tandis que le Ministère de l'économie fixe le prix du produit final vendu en contenants de matière plastique. Toute quantité de lait dépassant le "contingent" de 60 litres est considérée comme du lait "industriel". En raison de l'expansion qu'a connue le secteur, cette variable est devenue un facteur déterminant de la rémunération des producteurs de lait, l'Uruguay exportant la plus grande partie du lait produit sur place.

Bien que ces aspects soient traités dans le rapport du Secrétariat (paragraphe 29 à 33), il est souhaitable d'apporter quelques éclaircissements. Tout d'abord, il n'a peut-être pas été suffisamment expliqué que le "contingent" dont il est question ici est bien la limite de 60 litres par producteur mentionnée plus haut et non pas une quantité déterminée en fonction de la demande intérieure. Deuxièmement, même si certains changements ont été apportés à la législation qui définit les normes de qualité pour l'approvisionnement en lait – entraînant un accroissement de la demande directement lié à l'amélioration subséquente du produit – il est également vrai que la plus grande exposition à la commercialisation extérieure avait rendu nécessaire l'adoption de telles normes. Ces nouvelles prescriptions jouent un rôle déterminant dans la décision des producteurs de se retirer du secteur ou d'y rester.

En d'autres mots, il y a de toute évidence une dépendance de plus en plus grande du secteur vis-à-vis du commerce extérieur, dont l'importance est devenue cruciale depuis quelque temps pour l'accroissement des revenus et de la rentabilité. Le mécanisme de soutien du gouvernement aux petits producteurs est considéré comme une mesure répondant à une réalité sociale particulière; il a été

dûment notifié à l'OMC, conformément aux prescriptions visant les mesures globales de soutien totales.

### ***Loi sur la promotion industrielle - "intérêt national"***

#### **ÉTATS-UNIS**

*Il est indiqué dans le rapport du Secrétariat qu'en vertu de la Loi de 1974 sur la promotion industrielle, le gouvernement peut offrir des incitations fiscales pour les secteurs jugés "d'intérêt national". La loi permet une exemption fiscale totale ou partielle, une exonération allant jusqu'à 60 pour cent des cotisations salariales des employeurs, une exonération de l'impôt sur le revenu des sociétés, une exemption des redevances portuaires et autres taxes prélevées sur les importations de matériel industriel nécessaire pour équiper l'entreprise et une exonération des taxes, surtaxes, droits de douane et redevances portuaires pour les marchandises importées nécessaires au lancement d'une nouvelle activité ou au développement d'une entreprise existante.*

*Comment l'Exécutif détermine-t-il les secteurs jugés "d'intérêt national"? Quels secteurs ont bénéficié des avantages prévus dans la loi et sur quelle base les exemptions ont-elles été consenties?*

*Le rapport indique également que les petites et les moyennes entreprises peuvent bénéficier, par l'intermédiaire de la Banque de la République, de lignes de crédit préférentielles, financées par des subventions. D'autres banques – la Banco Pan de Azúcar et la Banco La Caja Obrera – offrent également des taux bonifiés à cette catégorie d'entreprises.*

*Quels sont les critères utilisés pour décider de l'octroi d'une ligne de crédit préférentielle à une entreprise?*

*Quelles industries ont bénéficié de telles lignes de crédit?*

#### **NOUVELLE-ZÉLANDE**

*Dans la Loi sur la promotion industrielle, quels sont les critères utilisés pour déterminer l'intérêt national?*

#### **JAPON**

##### ***Tourisme (paragraphe 111, page 112)***

*Il est indiqué dans le rapport du Secrétariat que le secteur touristique a droit aux incitations, y compris aux exonérations fiscales et aux exemptions de droit, prévues par la Loi de 1974 sur la promotion industrielle. Pourriez-vous préciser à quelles prescriptions les fournisseurs de service doivent répondre pour pouvoir bénéficier de ces incitations?*

#### **Réponse**

L'article 3 de la Loi sur la promotion industrielle (Loi n° 14.178) stipule que l'unité consultative créée en vertu de la loi doit étudier les demandes présentées pour des secteurs ou des activités, des groupes d'entreprises ou des entreprises individuelles jugés d'intérêt national, dans la mesure où la demande vise l'un des objectifs suivants:

- a) une plus grande efficacité de la production et de la commercialisation basée sur des niveaux appropriés d'échelle, de technologie et de qualité;



- b) l'accroissement et la diversification des exportations de produits manufacturés incluant la plus forte valeur ajoutée possible aux matières premières;
- c) l'établissement de nouvelles industries et l'expansion des industries existantes pour tirer un meilleur parti des marchés des fournisseurs de matières premières et de la main-d'œuvre disponible;
- d) un appui à certains programmes de recherche en technologie ayant pour but de faire une utilisation économique des matières premières nationales inexploitées et également d'obtenir, de fabriquer et d'améliorer les produits nationaux, de former la main-d'œuvre qualifiée et non qualifiée, de contrôler et de certifier la qualité.

La Banque de la République est une banque d'État qui fait office de banque commerciale et aussi de banque de développement pour les activités industrielles et agricoles. Elle administre donc différentes lignes de crédit destinées à cette clientèle. Les modalités et les prescriptions touchant les prêts sont connues publiquement et à la portée de tous les intéressés.

### ***Textiles et vêtements***

### **ÉTATS-UNIS**

*Il est indiqué dans le rapport du Secrétariat que 117 lignes tarifaires, englobant le sucre, les textiles et les vêtements, sont toujours soumises au régime du prix minimal à l'exportation. Comment fonctionne ce régime? Quels sont les autres produits qui y sont soumis?*

### **HONG KONG, CHINE**

*Nous avons remarqué que le régime du "prix minimal à l'exportation" a été mis en place pour faire contrepoids aux prix mondiaux "anormalement" bas et qu'il couvre un certain nombre de lignes tarifaires, notamment les textiles et les vêtements. À la lumière des règles de l'OMC et compte tenu des nombreuses similarités avec le régime antidumping appliqué par l'Uruguay, nous voudrions savoir pourquoi le régime de prix minimal à l'exportation ne pourrait pas être remplacé par le régime antidumping qui est déjà institutionnalisé en Uruguay. Nous voudrions également savoir si l'Uruguay a l'intention d'accroître la transparence du régime, notamment par la publication d'information sur la fréquence de son utilisation, sur les produits visés et sur l'origine de ceux-ci, ainsi que sur la manière dont les responsables établissent les coefficients spécifiques par lesquels les prix minimaux à l'exportation doivent être multipliés.*

### **HONGRIE**

*Il est indiqué au paragraphe 43 de la partie III du rapport du Secrétariat que le régime du prix minimal à l'exportation était en vigueur jusqu'au 30 septembre 1998. Nous aimerions savoir si l'application du régime a été prolongée? Dans l'affirmative, la délégation uruguayenne pourrait-elle préciser quelle est la base juridique de cet instrument de défense commerciale en regard de l'OMC? La législation nationale correspondante a-t-elle été notifiée?*

### **NOUVELLE-ZÉLANDE**

*Pourquoi l'Uruguay applique-t-il des mécanismes spéciaux dans le secteur textile, par exemple?*

### **Réponse**

Depuis l'entrée en vigueur du régime du prix minimal à l'exportation au début des années 80, l'Uruguay a modifié la législation relative au soutien des prix et aux effets subséquents. Bien qu'au départ, cet instrument n'ait été assorti d'aucune restriction quant aux catégories de produits visées, depuis 1995, à la suite d'une décision politique conduisant à l'élimination progressive du régime, celui-ci ne s'applique plus qu'au sucre et à divers produits textiles.

Dans ce dernier cas, la liste des produits visés témoigne d'une intention claire de réduire systématiquement la portée du régime en vue de supprimer celui-ci complètement pour le remplacer par des mécanismes de protection des échanges et par des sauvegardes, comme cela est prévu dans les accords découlant des négociations du Cycle d'Uruguay. Il convient donc de souligner que, de 1995 à 1997, le recours aux prix minimaux a diminué régulièrement, ainsi que l'illustre le tableau ci-après.

Mois	Année	Textiles	Vêtements	Total
01	1995	113	117	230
10	1995	73	88	161
08	1996	68	86	154
04	1997	61	86	147
10	1997	45	63	108

Le Décret n° 315/993, dont le rapport du Secrétariat donne une présentation sommaire, établit le fonctionnement du régime du prix minimal destiné à contrôler et à réduire les effets de la distorsion des prix. Des prix minimaux peuvent être appliqués - de façon temporaire, pour une période de quatre mois, ou de façon permanente, pour toute l'année - à toutes marchandises en provenance de pays tiers. L'information relative aux activités non confidentielles de la Commission d'application est accessible à tous les intéressés pouvant prouver qu'ils font partie du secteur régi par cet instrument. Dans le cas des articles confectionnés, les prix minimaux sont fixés après examen d'une matrice intersecteurs qui applique des coefficients de conversion aux tissus et aux intrants utilisés pour confectionner les articles.

### ***Automobile: teneur en produits nationaux***

## **HONGRIE**

*Dans le cas des pays en développement, l'article 5:2 de l'Accord sur les mesures concernant les investissements et liées au commerce prévoit que les mesures correspondantes ayant été notifiées doivent être éliminées d'ici le 1<sup>er</sup> janvier 2000. Nous aimerions également connaître les intentions du gouvernement en ce qui a trait aux mesures concernant les investissements qui sont liées au commerce des automobiles ayant été notifiées.*

## **JAPON**

### ***Mesures concernant les investissements et liées au commerce***

*Dans le secteur automobile, l'Uruguay applique une mesure concernant les investissements et liée au commerce qui a été notifiée à l'OMC en 1995 (paragraphe 142, page 68 du rapport du Secrétariat).*

1) *Cette mesure a-t-elle fait l'objet de modifications depuis sa notification en 1995? Le cas échéant, veuillez également faire état des modifications apportées à d'autres mesures, en précisant la date à laquelle elles ont été faites. Veuillez également exposer la conformité des mesures modifiées avec l'Accord sur les mesures concernant les investissements et liées au commerce.*

2) *Veuillez communiquer le calendrier et expliquer le processus devant être suivis pour éliminer les mesures précitées d'ici le 1<sup>er</sup> janvier 2000.*

### **Réponse**

L'Uruguay a notifié une mesure concernant les investissements et liée au commerce dans le secteur automobile. Selon cette mesure, une réduction de droit est appliquée aux véhicules importés lorsque les véhicules ou les parties et pièces détachées, conformes aux prescriptions pertinentes, sont exportés. L'Uruguay applique toujours cette mesure, qui a fait l'objet d'ajustements n'ayant modifié ni ses objectifs ni ses effets. Les membres du MERCOSUR ont entamé des discussions pour l'élaboration d'un régime commun pour le secteur automobile.

***Services; services financiers – contribution au PIB; taux d'intérêt; présence commerciale; monopoles; télécommunications – concurrence; services à valeur ajoutée; services portuaires; services professionnels; tourisme***

### **AUSTRALIE**

*Nous avons relevé que l'Uruguay s'est engagé à privatiser les services maritimes. Nous avons notamment constaté que l'Uruguay privatisera sous peu un port. L'Australie aimerait connaître les intentions éventuelles du gouvernement uruguayen relativement à la privatisation des autres ports?*

### **COLOMBIE**

*Veuillez expliquer l'affirmation contenue dans le rapport du Secrétariat selon laquelle "le recul [de la part] du sous-secteur des services financiers [dans le PIB] témoigne peut-être d'un déclin du rôle traditionnel de l'Uruguay en tant que centre financier de la région" (chapitre IV, paragraphe 67).*

*Veuillez expliquer l'affirmation contenue dans le rapport du Secrétariat selon laquelle "les banques publiques comme les banques privées sont peu performantes" et "ce manque d'efficacité se traduit par des taux d'intérêt élevés et par des marges importantes entre les taux d'emprunt et les taux de prêt".*

### **HONG KONG, CHINE**

*Il est indiqué dans la liste des engagements spécifiques de l'Uruguay que la présence commerciale des banques est assujettie à une limite quantitative: le nombre de banques autorisées à ouvrir ne peut augmenter de plus de 10 pour cent d'une année à l'autre. Nous voudrions connaître l'objectif poursuivi par cette restriction. Le gouvernement envisage-t-il d'assouplir cette limite?*

*Nous avons relevé que la Banque nationale d'assurance a exercé un monopole en matière d'assurance des entreprises publiques ainsi que d'assurance contre les accidents du travail et les maladies professionnelles. Nous voudrions savoir s'il est envisagé de supprimer ce monopole.*

*L'Uruguay a prévu dans sa liste d'engagements spécifiques que les compagnies d'assurance doivent obligatoirement être des sociétés anonymes uruguayennes pour fournir des services d'assurance automobile, d'assurance maritime, d'assurance aérienne ou d'assurance d'autres modes de transport, et d'assurance fret. Toutefois, le rapport du Secrétariat semble indiquer que la loi correspondante*

*peut s'appliquer à d'autres services d'assurance également. Nous aimerions beaucoup que l'Uruguay clarifie la portée de la loi.*

*Nous avons aussi relevé que les services de télécommunication de base sont le monopole de l'Administration nationale des télécommunications. En 1991, le Parlement a autorisé le gouvernement à démanteler plusieurs monopoles d'État, dont l'Administration nationale des télécommunications. Cependant, la privatisation de cette dernière a suscité une vive opposition. Un référendum a eu lieu en 1992 au terme duquel l'électorat a rejeté le projet. Nous voudrions connaître les intentions de l'Uruguay concernant la privatisation future de l'Administration nationale des télécommunications.*

## **NOUVELLE-ZÉLANDE**

*Nous avons relevé que les services de télécommunication de base demeurent un monopole d'État en Uruguay, bien que la concurrence existe dans un certain nombre de secteurs. L'Uruguay envisage-t-il d'ouvrir tout le secteur des télécommunications à la concurrence?*

## **CANADA**

*Au chapitre IV, section 4), sous-section c), paragraphes 92 et 93 du rapport du Secrétariat, il est indiqué que, bien que les services de télécommunication de base demeurent un monopole d'État (entre les mains de l'Administration nationale des télécommunications), certains services peuvent être fournis par des entreprises privées locales ou étrangères, notamment les services de téléphone mobile cellulaire, l'accès à Internet et d'autres services à valeur ajoutée. Il n'y a pas d'organisme de réglementation indépendant responsable des pratiques dans ce secteur; par ailleurs, aucun registre n'est tenu des entreprises étrangères travaillant dans le secteur. Pourriez-vous communiquer le nombre et l'origine des entreprises étrangères qui fournissent de tels services?*

## **AUSTRALIE**

*En tant que signataire de l'Accord général sur le commerce des services, l'Uruguay a fait de grands progrès au chapitre de la libéralisation de son commerce des services dans une variété de domaines. L'Australie aimerait avoir une indication des intentions de l'Uruguay pour ce qui est d'inclure les services professionnels dans son vaste programme de libéralisation, notamment les services comptables, les services juridiques, etc.?*

## **COLOMBIE**

*Le sous-secteur des services personnels est le deuxième en importance dans le secteur des services, après les services financiers. Quels types de services font partie du sous-secteur des services personnels?*

## **HONG KONG, CHINE**

*Il est indiqué dans le rapport du Secrétariat que les services portuaires ont été privatisés en 1992. Nous aimerions savoir quels sont les critères généraux à satisfaire pour pouvoir obtenir un permis pour offrir des services portuaires et dans quelle mesure la participation d'intérêts étrangers est autorisée.*

## AUSTRALIE

*Pour ce qui est de la fourniture de services portuaires:*

- a) *Un exploitant étranger doit-il satisfaire à des critères particuliers, par exemple, relativement à la délivrance d'une licence, à l'emploi ou à l'investissement?*
- b) *Les prescriptions sont-elles différentes dans le cas d'exploitants nationaux qui fournissent les mêmes services?*

### **Réponse**

Voici nos réponses aux questions et aux remarques concernant les services financiers.

L'affirmation contenue dans le rapport du Secrétariat au sujet du déclin possible de l'Uruguay comme centre financier de la région ne semble pas être étayée par des éléments de preuve empirique suffisants. L'information disponible fait état d'une augmentation considérable des dépôts de non-résidents dans le système bancaire uruguayen au cours des dernières années, ceux-ci étant passés de 3,519 milliards de dollars en décembre 1995 à 4,220 milliards en 1996, et à 4,661 milliards en décembre 1997.

De même, il ne semble pas y avoir eu une diminution de la part du secteur financier dans le PIB. Il y a eu une augmentation générale dans les autres secteurs de services, tandis que de nouvelles activités financières étaient mises en place. Les données correspondant à ces nouvelles activités n'ont pas été extraites des statistiques disponibles. C'est le cas des services de carte de crédit et des activités de nouvelles institutions (AFAPS), dont le rapport du Secrétariat fait mention très brièvement.

Au sujet des taux d'intérêt, comme c'est le cas sur les marchés financiers d'autres pays, les niveaux sont différents selon qu'il s'agit du crédit à la consommation ou du crédit destiné aux grandes entreprises de premier plan. Les taux préférentiels actuellement accordés par les banques à ces entreprises en Uruguay sont jugés hautement concurrentiels.

Pour ce qui est du nombre de permis délivrés pour l'ouverture de nouvelles institutions bancaires en Uruguay, il convient de souligner que la Loi n° 13.330 d'avril 1965 a été adoptée à la suite de la grave crise qui avait alors secoué le système financier uruguayen. L'article 16 de cette loi interdit la création de sociétés de financement, de banques et de coopératives de crédit (*cajas populares*), ainsi que l'ouverture d'agences et de succursales, sauf dans le cas de fusion de sociétés existantes ou d'acquisition d'agences et de succursales par les banques.

La Loi n° 15.207 du 6 novembre 1981 lève l'interdiction empêchant la création de nouvelles banques et l'ouverture d'agences et de succursales énoncée dans la loi susmentionnée; elle précise que le nombre de banques autorisées à ouvrir ne peut augmenter de plus de 10 pour cent d'une année à l'autre.

Ce qui a motivé l'adoption de cette loi, c'est la crainte qu'une soudaine expansion du réseau bancaire pourrait empêcher, ou du moins freiner, le contrôle raisonnable et nécessaire que la Banque centrale exerce sur le secteur. Inversement, cette nouvelle prescription soutiendra le rythme de la croissance, tout en permettant à la Banque centrale d'Uruguay d'exercer le contrôle nécessaire. En d'autres mots, la loi a pour objet de ne pas alourdir le système, pour éviter que se répètent des événements survenus dans le passé, événements qui ont eu des conséquences graves pour le pays, mettant en péril l'épargne publique.

À l'occasion de la modification de la Loi sur l'intermédiation financière (remplacée par la Loi n° 16.327 du 11 novembre 1992), la possibilité de supprimer l'article établissant la limite de 10 pour cent a été soulevée. Toutefois, celui-ci a finalement été maintenu par mesure de précaution.

Pour ce qui est du secteur de l'assurance, celui-ci est maintenant ouvert à l'investissement étranger direct. Quand le plus gros des services d'assurance a été ouvert à la concurrence, le marché uruguayen a connu une vive croissance au point qu'il y a maintenant une vingtaine de sociétés en activité qui fournissent la gamme complète des services d'assurance.

Il n'est pas envisagé d'abolir le monopole sur l'assurance contre les accidents du travail et les maladies professionnelles exercé par la Banque nationale d'assurance; il n'est pas non plus envisagé de privatiser des entreprises publiques.

Enfin, pour qu'une société puisse offrir toute la gamme des services d'assurance, la loi stipule qu'elle doit être constituée en société anonyme uruguayenne de façon à être soumise à la surveillance de la Direction de l'assurance et de la réassurance de la Banque centrale d'Uruguay.

### ***Télécommunications***

Voici les réponses aux questions posées par Hong Kong, Chine et par le Canada et la Nouvelle-Zélande concernant les télécommunications.

Il n'est pas envisagé de privatiser dans l'avenir l'Administration nationale des télécommunications. Cependant, un certain nombre de services de télécommunication sont fournis par des entreprises privées qui font concurrence à l'Administration nationale des télécommunications. C'est le cas de la téléphonie cellulaire et des services de télécommunication à valeur ajoutée, ainsi que des services d'accès à Internet, qui sont fournis par plusieurs entreprises privées.

Dans le domaine de la téléphonie cellulaire, deux entreprises exploitent une des bandes en Uruguay. L'une est l'Administration nationale des télécommunications (entreprise publique) et l'autre est une entreprise privée appartenant à des intérêts étrangers.

Dix entreprises (essentiellement des sociétés uruguayennes) offrent des services d'accès à Internet.

Des services de radiorecherche sont fournis par quatre entreprises; deux autres entreprises ont également obtenu des permis d'exploitation. L'une d'elle est une société américaine.

Des discussions sont en cours en vue de délivrer des licences à un certain nombre d'entreprises pour la fourniture de services de transmission de données ou de systèmes locaux de distribution multipoint.

En ce qui a trait aux services de communication par satellite, plusieurs entreprises (essentiellement des entreprises étrangères) ont demandé un permis d'exploitation.

### ***Services portuaires***

En réponse aux questions de Hong Kong et de l'Australie concernant les services portuaires, aucune restriction n'est imposée aux entreprises qui exploitent ou fournissent des services portuaires ou tout autre type d'activité portuaire.

Actuellement, le port de Montevideo compte plus d'une centaine d'entreprises offrant différents types de services. Six ou sept d'entre elles fournissent des services de dockers.

Le Décret n° 413/92 d'application de la Loi n° 16.246 énonce les prescriptions spécifiques que doivent respecter les entreprises pour exploiter ou fournir des services portuaires. Pour pouvoir offrir un service dans un port, l'entreprise doit avoir obtenu l'autorisation de l'Exécutif. Pour ce faire, les fournisseurs nationaux et étrangers doivent respecter un certain nombre de prescriptions relatives aux immobilisations, aux capitaux, aux assurances, à l'effectif minimal rémunéré, etc. Les prescriptions varient selon les catégories de service. Il y a quatre catégories de service: parcs de conteneurs, installations pour cargaisons diverses, entrepôts réfrigérés et services divers.

Aucune limite n'est imposée à la participation d'investisseurs étrangers, en dehors de l'obligation que l'entreprise soit constituée en société en Uruguay. L'Administration nationale des ports, chargée de surveiller ces services, tient un registre des entreprises exerçant ce type d'activités.

Bien que les ports n'aient pas été privatisés, la Loi sur les ports prévoit la libéralisation de la fourniture de services portuaires en Uruguay et un appel d'offres a été lancé dans ce sens. Les ports commerciaux de Montevideo, Colonia, Juan Lacaze, Nueva Palmira et Fray Bentos tombent sous la juridiction de l'Administration nationale des ports.

### ***Services personnels***

En ce qui concerne les services personnels, l'information contenue dans le rapport du Secrétariat est basée sur des données fournies par la Banque centrale d'Uruguay.

La Banque centrale d'Uruguay utilise la Classification internationale type, par industrie, de toutes les branches d'activité économique (deuxième révision); les données relatives aux services personnels sont incluses dans la catégorie plus large des services collectifs, sociaux et personnels, et des services du gouvernement central, dont la valeur était d'environ 4 milliards de dollars EU en 1997.

La valeur globale des services personnels et des services domestiques dépasse 600 millions de dollars EU. Cela englobe les services de réparation d'automobiles et de motocyclettes, les services de cordonnerie et autres services de réparation, les services de dépannage à domicile de petite envergure, les services de nettoyage à sec et de buanderie, les services domestiques, les services de coiffure et d'esthétique, et les autres services personnels et domestiques.

### ***Services professionnels***

Pour ce qui est des services professionnels, le cadre réglementaire actuel est tout à fait libéral et les fournisseurs étrangers de services professionnels ne font l'objet de pratiquement aucune restriction. La législation en vigueur prévoit des mécanismes pour la reconnaissance des qualifications et des compétences des spécialistes étrangers.

---